

# *futuribles*

JANVIER

- *Créer 1 milliard d'emplois*
- *Crise économique ou mutation du développement*
- *Identité culturelle et changement social*

**ANALYSE-PRÉVISION-PROSPECTIVE**

# *futuribles*

Revue mensuelle de l'Association Internationale Futuribles  
55, rue de Varenne, 75007 Paris, France – Tél. (1) 222 63 10+

## *comité d'orientation*

Ismail S. Abdalla, Michel Albert, Serge Antoine, Göran Backstrand, Bernard Cazes, Michel Crozier, Jacques Durand, François Eck, Mahdi Elmandjra, Emilio Fontela, Claude Guillemin, Paul-Marc Henry, Bertrand de Jouvenel, Edmond Lisle, Daniel Malkin, Éléonora Masini, Henri Mendras, Pierre Massé, Aurelio Peccei, Pierre Piganiol, Jean Saint-Geours, Michel Salomon, Philippe de Seynes, Alvin Toffler, Georges Vedel.

## *directeur*

Hugues de Jouvenel

## *rédaction*

Annick Boïco, Christine de Guébriant,  
Armelle de Kerros.

Association Internationale Futuribles  
55, rue de Varenne, 75007 Paris, Tél. 222 63 10

## *abonnements-diffusion*

Association Internationale Futuribles  
55, rue de Varenne, 75007 Paris, Tél. 222 63 10  
Telex : FECPAR 201 220 F

---

Un an	France	310,00 FF (TVA 4% incl.)
	C.E.E.	310,00 FF
	Etranger	340,00 FF
	Par avion	440,00 FF
Le numéro	30,00 FF TTC	

---

Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de Futuribles.  
Tous droits de reproduction même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.

© Association Internationale Futuribles 1982

Commission paritaire n° 56798 – ISSN 0337 307 X  
Imprimerie A.M.P. Paris Tél. 336 26 80 – Dépôt légal n° 820214 Janvier 1983  
Photos: Fotogram, pp. 2, 8, 49, 57, 66.

Francis Blanchard	3	<i>Créer 1 milliard d'emplois d'ici l'an 2000 ?</i>
René Passet	11	<i>Crise économique ou mutation du développement ? Une approche écoénergétique</i>
Mahdi Elmandjra	35	<i>La recherche scientifique en tant que création. Le cas de la Méditerranée : antécédents et prospective</i>
Michel Forsé	44	<i>Observations locales du changement social</i>
Philippe d'Iribarne	61	<i>Crise de l'identité moderne</i>

## *Futur-Information*

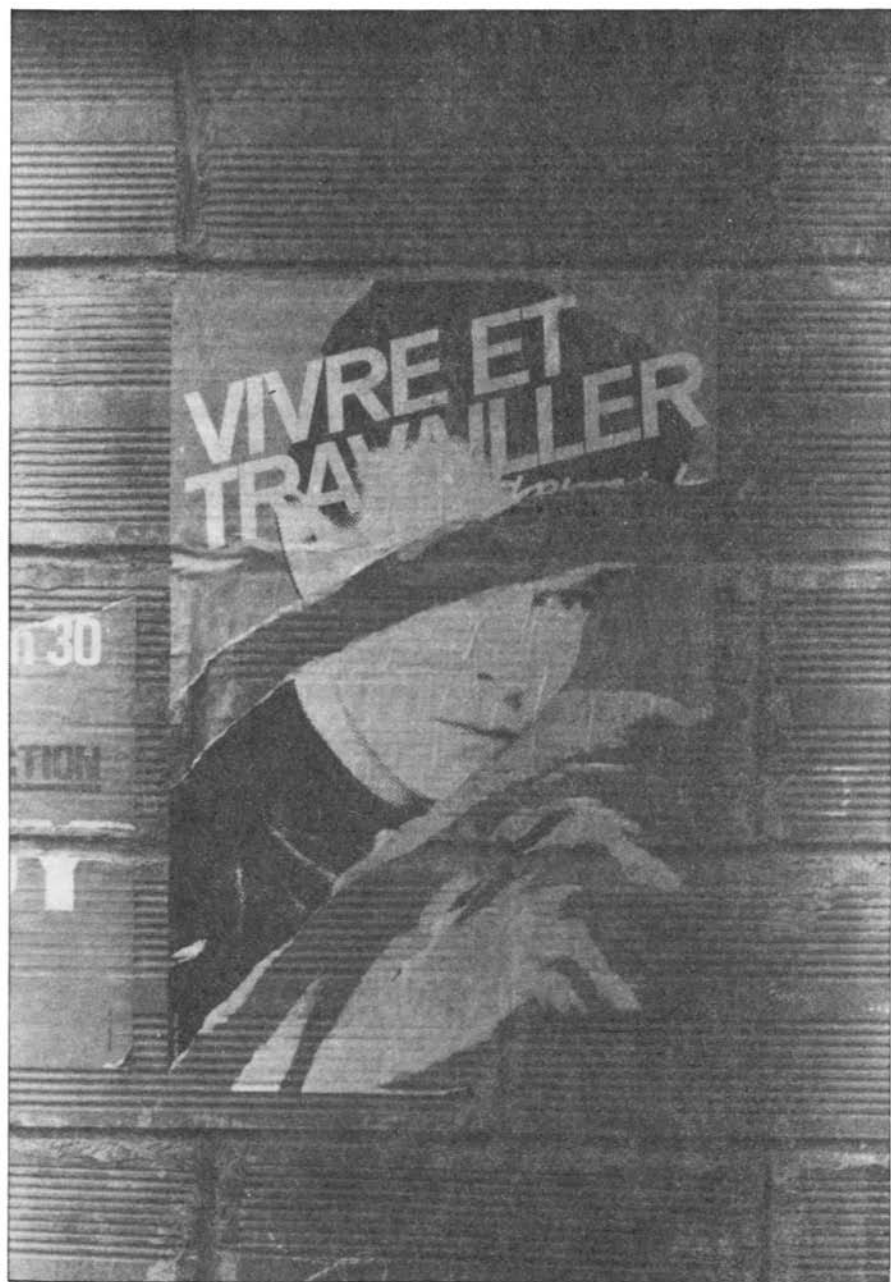
73	<i>Les nouvelles de la prospective</i>
77	<i>Les actualités prospectives</i>

## *Bibliographie*

85	<i>Analyses critiques</i>
----	---------------------------

Banque Mondiale, *IDA : Etude rétrospective. Les deux premières décennies de l'Association Internationale pour le Développement*. X. Gaultier, *L'avenir à reculons. Chômage et retraite*. M. Gaudelier, *Les sciences de l'homme et de la société en France. Analyses et propositions pour une politique nouvelle*. Pandore, «La science telle qu'elle se fait. Anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise».

94	<i>Comptes rendus</i>
95	<i>Vient de paraître</i>



# «Créer 1 milliard d'emplois d'ici l'an 2000 ?»

Francis Blanchard (1)

*Compte tenu des projections démographiques, un milliard d'emplois devrait être créé d'ici l'an 2000 afin d'assurer à chacun une digne intégration dans la société. Le Directeur Général du BIT montre que cet objectif n'est pas hors de portée, sous réserve d'une reprise de la croissance économique et surtout du développement de formes nouvelles de travail qui, sans avoir les caractéristiques de l'emploi conventionnel, permettraient à chacun de contribuer à la production, de disposer d'un revenu, et d'être socialement intégré.*

*La réussite d'un tel programme passe cependant par l'instauration d'une relation plus équilibrée de coopération entre le Nord et le Sud et une meilleure maîtrise par chacun de son développement.*

L'opinion publique est de plus en plus sensible au problème du chômage dont le volume continue de s'accroître dans les pays industrialisés. Sensibles à ce fléau, nous le sommes moins à celui qui frappe les pays en développement. Face aux quelques 28 millions de chômeurs dans les pays membres de l'OCDE, c'est près de 500 millions d'hommes et de femmes qui sont sans travail ou notablement sous-employés dans les pays du tiers-monde.

Ces chiffres montrent l'ampleur du problème. Alors même que le monde connaissait les fruits de la croissance dans les années 60, le BIT avait mis en garde contre un renversement prévisible des tendances que la crise de l'énergie, en 1973, a précipité. C'est pourquoi, au sein du système des Nations-Unies, le BIT a fait de l'emploi l'un des objectifs essentiels de son programme et s'efforce, par tous les moyens, d'y rallier les Etats Membres et les institutions internationales. En effet, l'emploi ce n'est pas seulement la lutte

---

(1) Directeur Général du Bureau International du Travail (BIT).

Ce texte est issu d'une conférence organisée par l'Entreprise de Demain à Bruxelles le 20 avril 1982.

contre la misère, c'est aussi le moyen permettant à l'homme de s'épanouir. Accessible à chacun, l'emploi devrait remplir trois fonctions :

- contribuer à la production ;
- assurer un revenu (qui peut être en nature) ;
- intégrer l'homme dans la société.

Toute la main-d'œuvre qui se présentera en quête d'emploi d'ici la fin du siècle est déjà née. On sait, statistiques et projections à l'appui, que la population active augmentera au taux de 2,5 % par an. Sur cette base et en tenant compte des 500 millions de travailleurs actuellement en chômage ou sous-employés dans le tiers-monde, on peut estimer que c'est l'équivalent d'un milliard d'emplois qu'il faudrait créer d'ici le nouveau millénaire. Ce chiffre, impressionnant, constitue pourtant un objectif plancher. J'entends par là que seraient considérés comme employés de façon satisfaisante, à l'horizon 2000, tous ceux dont le revenu serait suffisant pour assurer la couverture de leurs besoins essentiels, ainsi que les besoins de leurs dépendants, en nourriture, logement, santé, éducation, c'est-à-dire tous ceux auxquels leurs activités procureraient des revenus monétaires ou en nature (ce sera souvent le cas du milieu rural) leur permettant d'atteindre ou de dépasser le seuil de pauvreté absolue. Nous sommes loin, vous en conviendrez, des niveaux que connaissent même les plus démunies des sociétés avancées.

Ce chiffre de un milliard d'emplois est un chiffre dont la démesure risque de décourager. Cet objectif de « plein emploi » pour la fin du siècle est cependant l'un de ceux figurant dans la stratégie internationale de développement adoptée il y a un peu plus d'un an par les Nations-Unies. Le BIT a participé à la mise au point de ce texte. Nous avons, à Genève, effectué des calculs qui autorisent à penser que l'objectif de plein emploi par la création d'un milliard d'emplois avant l'an 2000 n'est pas hors de portée à partir des hypothèses suivantes :

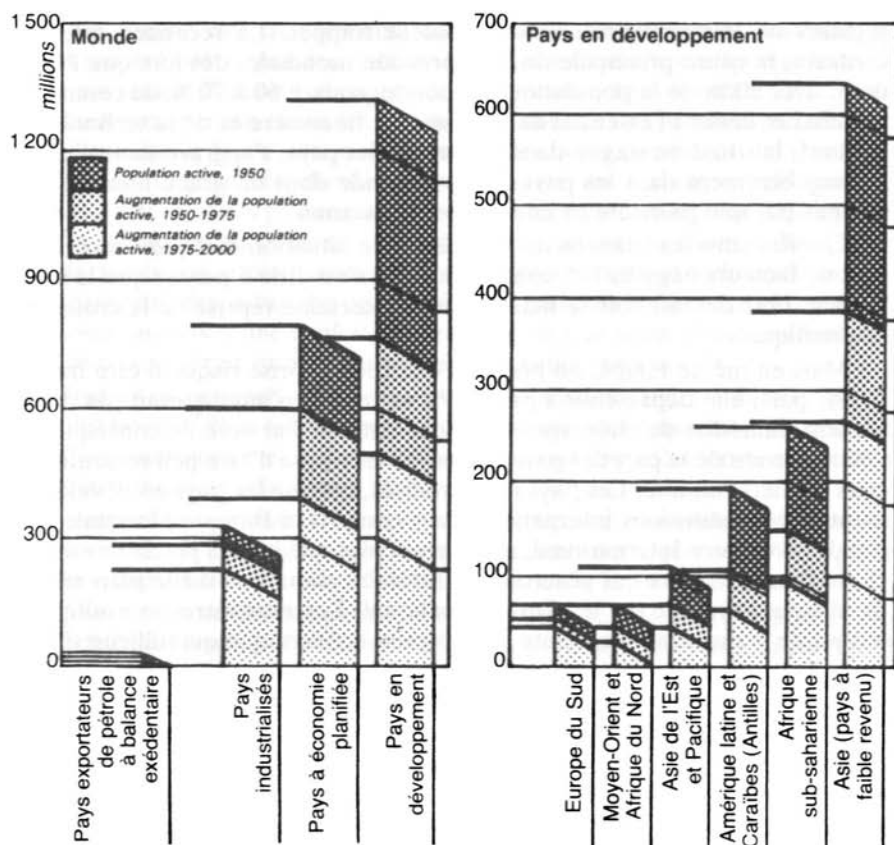
- la création de ce milliard d'emplois implique un taux de croissance moyen de l'emploi de 3,9 % annuellement dans les pays du tiers-monde ;
- il s'agit là, il est vrai, d'un taux élevé. Il n'est pas, cependant, incompatible avec l'objectif de croissance du produit brut fixé par la stratégie à 7 % par an, accompagné d'un taux d'accroissement de la productivité de 3 %, lui aussi élevé mais correspondant à des niveaux atteints par exemple entre 1965 et 1970 ;
- enfin, les investissements requis pour soutenir la croissance sur un sentier compatible avec le plein emploi seront nécessairement très élevés de leur côté. Ils ne devraient pas être, toutefois, impossibles à réaliser... si les conditions étaient réunies pour dégager les épargnes et les ressources nécessaires.

Si nous nous sommes risqués à travailler sur de telles hypothèses, je l'admets optimistes, mais, je le répète, compatibles avec celles de la stratégie internationale de développement, c'est parce que nous espérons que la stra-

tégie adoptée en janvier 1981 par l'Assemblée — unanime en dépit des réserves formulées expressément par certains — allait connaître un début d'application rapide. Nous pensons aussi que les négociations globales permettraient enfin de débloquer les problèmes qui s'accumulent et font obstacle au développement de relations harmonieuses entre toutes les régions du monde et, en particulier, entre le Nord et le Sud.

Il faut convenir que ces hypothèses ou ces prévisions ont été démenties par les faits. Elles le sont cruellement si l'on observe que les ressources consa-

### Estimations et projections de la population active, 1950-2000



Source : Rapport mondial pour le développement, 1979.

créées aux armements n'ont jamais été aussi élevées partout dans le monde que depuis que l'Assemblée générale, en votant en janvier 1981 la stratégie de développement, invitait la communauté internationale à un effort global majeur pour établir les conditions d'une coopération qui soit à la mesure des problèmes de notre temps. On ne peut se défendre d'être troublé par le fait que deux discours se déroulent parallèlement, d'une part, sur les thèmes du développement auquel tant de traités, de thèses et de propositions sont consacrées et, d'autre part, sur le désarmement, sans que l'un et l'autre semblent jamais destinés à se recouper.

Ainsi, le chômage atteint près de 10 % dans les pays de la Communauté économique européenne, plus de 8 % pour l'OCDE. L'inflation demeure presque partout à deux chiffres. La récession se poursuit dans les pays industrialisés. Les pays à économie planifiée n'échappent pas à la crise et certains secteurs de leur économie sont durement frappés. La récession est, sans conteste, la cause principale de la dépression mondiale, dès lors que l'Occident, avec 20 % de la population du monde, couvre 60 à 70 % du commerce mondial et détient l'essentiel de la puissance financière et de la technologie. En bref, la situation stagne dans la plupart des pays, s'aggrave dans d'autres et singulièrement dans les pays du tiers-monde dont un grand nombre sont frappés par une pauvreté et une misère croissantes.

Quelles sont les chances de redresser une situation marquée encore par tant de facteurs négatifs ? A court terme, on s'accorde à penser que la fin de l'année 1982 devrait voir se manifester une certaine reprise de la croissance économique.

Mais en même temps, on pressent que cette reprise risque d'être fragile. D'une part, elle dépasserait à peine 2 % et ce taux n'impliquerait pas d'allègement immédiat du chômage et du sous-emploi. Par voie de conséquence, l'élan attendu de la part des pays industrialisés risque d'être peu ressenti dans ceux du tiers-monde. Les pays industrialisés, comme les pays en développement et les institutions internationales, y compris la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, se trouvent plus que jamais placés devant des choix fondamentaux qui pèseront considérablement tant sur le plan interne de chaque pays que sur le plan international. Les rencontres se multiplient autour de la question lancinante de la reprise économique qui sollicite si vivement l'attention des économistes et du chômage qui inquiète si vivement les chefs d'Etats, les gouvernements et le monde politique.

Qu'il me soit simplement permis d'observer combien il serait souhaitable de faire entrer en ligne de compte non pas seulement des données d'ordre économique, mais des facteurs sociaux, psychologiques, humains, auxquels, me semble-t-il, on n'a pas prêté suffisamment attention, ni dans les analyses, ni dans la recherche des perspectives ou des solutions.

A cet égard, il est banal de rappeler que nous vivons une période de muta-

tion. Il est possible, cependant, que nous soyons encore incapables d'en prendre la mesure. Certes, il existe une sensibilité de plus en plus grande à l'égard de l'injustice et de l'inégalité, aussi bien à l'intérieur des nations qu'entre elles. Mais, ce qui l'emporte, c'est la résistance opposée aux changements de la part de ceux qui bénéficient des situations acquises, qu'il s'agisse de pays, de groupes ou d'individus. On est en droit de se poser la question de savoir si la paresse, voire la paralysie relative de la machine économique mondiale, ne tient pas au caractère inadapté des attitudes et des conduites et aux rigidités qu'elles entraînent.

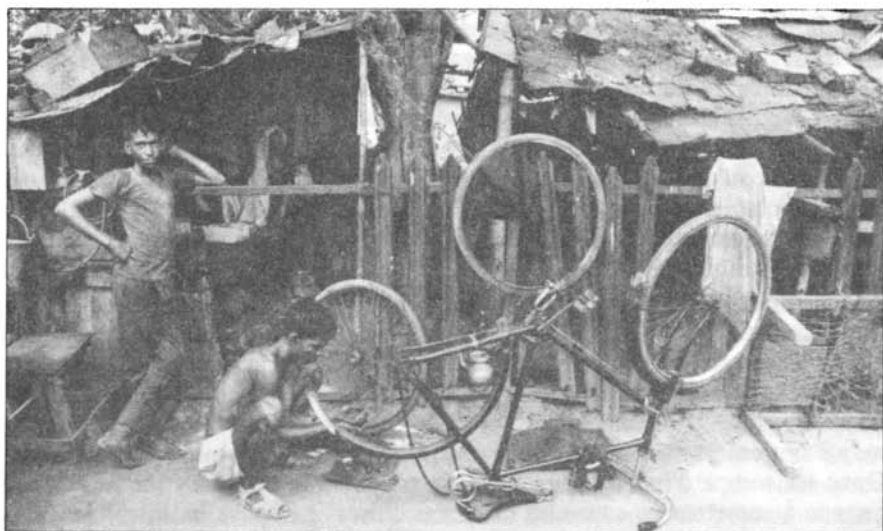
Ces rigidités, on peut les observer à trois niveaux. Tout d'abord au niveau des sociétés. Les structures de production font preuve d'une forte inertie. L'investissement est relativement peu flexible. S'il est vrai que les pays industrialisés, comme d'ailleurs certains pays du tiers-monde, ont connu, après la dernière guerre, des changements de structures considérables, ces changements ont été portés par des taux de croissance élevés, voire spectaculaires. Dans les temps d'incertitude que nous traversons, l'on constate une répugnance à remettre en cause les choses acquises. Les pays industrialisés tendent à maintenir leurs activités, les industries qu'ils possèdent. Ils s'accommodent de la présente division internationale du travail, même par un recours à des mesures protectionnistes, aussi bien face au tiers-monde qu'entre eux. Nombre de pays en développement suivent le chemin de la plus grande pente en copiant souvent les modèles des pays industrialisés, en créant souvent des industries opérant sur des marchés qu'ils ne contrôlent pas et souvent au prix d'une exploitation relative de leur main-d'œuvre allant au-delà de ce qui serait justifié sur la base des coûts comparatifs.

C'est ici qu'apparaît un second niveau de rigidité : rigidité dans l'analyse des situations et dans les concepts. Il en est ainsi de l'opposition dialectique d'un Nord développé et industrialisé et d'un Sud sous-développé et agricole qui relève d'une simplification abusive.

L'emploi est un autre concept dont l'acception conventionnelle mérite d'être revue, en particulier lorsque nous parlons de la poursuite du « plein emploi » dans le tiers-monde et de sa réalisation à la fin du siècle.

Vous vous souviendrez peut-être des termes dans lesquels j'ai défini l'objectif de plein emploi. Ce n'était pas dans des termes conventionnels. Qu'il me soit permis, en effet, de rappeler quelles sont les caractéristiques de l'emploi « conventionnel », c'est-à-dire celui qui se présente à notre esprit, spontanément, parce qu'il est — je devrais dire il est encore — la règle générale de nos pays. L'emploi conventionnel est un emploi qui :

- produit un salaire ;
- est à plein temps ;
- implique une relation stable avec un employeur unique ;
- fournit le revenu principal d'une cellule familiale.



A partir de cette définition, deux observations s'imposent. La première, c'est que cette forme d'emploi constitue l'exception plus que la règle dans les pays en voie de développement, c'est-à-dire dans la plus grande partie du monde. Les chiffres, accablants, le confirment. La seconde, c'est que toutes les projections, concernant l'offre comme la demande de main-d'œuvre conduisent à la conclusion que cette forme d'emploi ne pourra sans doute pas être développée suffisamment pour assurer la résorption du sous-emploi et du chômage actuels et pour absorber les hommes et les femmes qui viendront, par millions, grossir la population active. Cela est vrai pour les pays du tiers-monde, mais c'est également très probable pour les pays industrialisés à économie de marché.

A cet égard, observons que cette forme d'emploi conventionnel si elle est l'exception dans les pays en développement reflète aussi de moins en moins la réalité quotidienne des pays industrialisés. Je pense en particulier à l'importance croissante de ce que l'on appelle parfois «l'économie souterraine». Je pense aussi à l'expansion rapide du «travail a-typique», qui recouvre toutes sortes de modalités d'emplois, s'écartant, par un ou plusieurs traits, de la définition de l'emploi conventionnel que je viens de rappeler.

Peut-être les sociétés de demain reposeront-elles sur des formes d'emplois qui différeront de façon marquée de cet emploi conventionnel... Peut-être d'ailleurs, et c'est à quoi nous devons réfléchir, ces formes d'emploi répondront-elles mieux aux aspirations des hommes et des femmes en rendant le travail plus humain.

Mais pour cela, il faudra surmonter un troisième niveau de rigidité. J'entends qu'il faudra sans doute faire preuve d'imagination et d'audace dans la recherche des solutions. J'ai souligné que les systèmes manifestent une tendance à se perpétuer et à se reproduire. Cela dit, il y a dans le monde considéré globalement, comme à l'intérieur de chaque nation, des pressions croissantes qui s'exercent pour plus d'équité. Oubliant un instant la référence devenue classique depuis le rapport du Club de Rome aux limites «externes» de la croissance, on peut se demander si le système mondial actuel n'a pas atteint ses limites «internes». La réponse ne paraît que trop claire : le conflit entre les aspirations des peuples et les contraintes actuelles du système économique mondial invite à tracer d'urgence les voies de l'avenir. Je ne vais pas tenter, dans le cadre de ce bref texte de les tracer. Je voudrais, simplement, présenter à leur sujet deux remarques : l'une relevant du problème à l'échelle mondiale, l'autre à l'échelle nationale.

A l'échelle du monde, il faut accepter la nécessité de substituer à la présente structure, caractérisée par la coexistence incertaine d'un centre (les pays industrialisés) et d'une périphérie (les pays en développement), un système où pourraient s'instaurer des relations plus équitables entre nations et surtout plus profitables pour les unes et les autres. Ce faisant, il faudra sans doute non pas renoncer totalement à la loi du marché, mais en corriger les rigueurs en faveur des plus défavorisés.

En bref, il faut faire des pays du tiers-monde des partenaires à part entière. Cela implique bien sûr une aide accrue des pays industrialisés aux pays du tiers-monde. D'aucuns diront que dans la situation chancelante de l'économie mondiale, le transfert accru de ressources est difficile sinon impossible. L'intérêt bien compris cependant le commande. Des voix autorisées et de plus en plus nombreuses sont d'accord pour penser qu'aider le tiers-monde c'est s'aider soi-même.

Les pays en développement ne sont pas nécessairement des concurrents. La prospérité du Nord, source de capitaux et de technologie et débouché de production présente et potentielle, primaire et manufacturière du tiers-monde, est indispensable au développement du Sud. Parallèlement, le développement du Sud, qui doit par ailleurs s'imposer un effort de rigueur et de discipline, est nécessaire aux pays du Nord. Est-il besoin de rappeler que les emplois perdus par les pays du Nord du fait de la concurrence des pays pauvres sont plusieurs fois moins nombreux que ceux liés aux importations vers le tiers-monde.

Cette concurrence est à beaucoup d'égards moins sévère que celle que se livrent entre elles les grandes puissances industrielles. Il est vrai que la dépression actuelle et le chômage font jouer des réflexes de protectionnisme. Si cette tendance devait s'aggraver, il faudrait craindre que loin de protéger l'emploi et la monnaie dans les pays industrialisés, elle n'aggrave les difficul-

tés. Le protectionnisme est un facteur de hausse des prix. L'investissement au-delà des frontières est un facteur de développement de la demande des biens d'investissements, donc de reprise économique, dont les effets inflationnistes sont certainement plus limités que ceux qui pourraient se manifester dans le cadre d'une simple relance fondée sur le gonflement de la demande interne.

Tout commande d'aider les pays du Sud à acquérir la maîtrise de leur développement. Cela veut dire créer des structures de production modernes et puissantes. Cela signifie sans doute aussi un certain degré d'autosuffisance, au moins collective, entre nations ayant les mêmes traits et les mêmes intérêts globaux. Une telle autonomie, même relative, mettrait les plus faibles à l'abri des perturbations d'un marché que dans les circonstances actuelles ils ne contrôlent pas et dont les à-coups, parfois difficilement supportables pour les plus puissants, pourraient leur être mortels. Un monde où les industries du Sud ne tourneraient que pour satisfaire à bon marché les besoins du Nord et où les meilleures terres produiraient à bas prix les matières premières dont celui-ci a besoin ne peut pas représenter un modèle acceptable.

Dans les pays du Nord, c'est vers une plus grande satisfaction des aspirations des populations que doit s'orienter le développement. L'image de la société de demain, c'est sans doute celle d'une société plus ouverte à la participation de tous. Si, dans le long terme, on ne peut exclure l'hypothèse d'une raréfaction de l'emploi ou plutôt de l'emploi conventionnel, n'est-il pas juste de dire que la solution du problème de l'emploi, qui commande à beaucoup d'égards tous les autres, doit être trouvée dans des changements d'organisation économique et sociale qui ne soient pas le résultat de convulsions mais le fait de choix soigneusement préparés. La notion d'emploi perdra de sa rigueur, sans doute, mais en même temps elle s'enrichira. La distinction entre les formes conventionnelles de l'emploi et d'autres types d'activités touchant à l'éducation, aux loisirs, à la vie associative, à la vie de la cité, s'estompera progressivement. Ne sommes-nous pas d'ailleurs en marche vers de telles sociétés ? Ce qui autorise à le croire, c'est le chemin parcouru que l'on peut facilement mesurer ou imaginer en comparant la condition du travailleur de l'usine et de la terre il y a seulement un siècle et celle du travailleur aujourd'hui dans nos pays. Le chemin parcouru n'est-il pas plus long que celui qui reste à parcourir ? Je laisse à chacun le soin d'apporter les éléments de réponse.

Un milliard d'emplois pour l'an 2000 : en proposant cet objectif, le BIT n'a pas cédé simplement à l'attrance d'un chiffre rond, et quel chiffre ! Ce chiffre n'est rien d'autre que la mesure de la tâche à accomplir qu'on le veuille ou non, plus que le nombre des emplois à créer. Il y faudra, convenons-en, de l'imagination, de l'audace, de la volonté politique. A ce prix, cette tâche n'est pas hors de portée.

# *Crise économique ou mutation du développement ?*

*Une approche écoénergétique*

René Passet (1)

*Les politiques économiques s'avèrent inefficaces car elles reposent sur une analyse des seuls phénomènes monétaires et font donc l'impasse sur les flux réels. René Passet nous invite au contraire à considérer l'organisation économique comme un système énergétique et informationnel qui, passé certains seuils, adopte de nouveaux types de régulation. Adoptant résolument une démarche systématique, l'auteur distingue trois niveaux de développement économique et montre qu'à chaque phase d'évolution correspondent des phénomènes de complexité et de déperdition qui, passée une certaine limite, entraînent paralysie et décroissance des rendements. Les politiques qui permettaient hier de maîtriser le système ne sont plus aujourd'hui performantes car un pallier a été franchi, qui entraîne de nouvelles règles du jeu et implique le recours à de nouveaux outils. Prenant acte de la mutation ainsi intervenue, l'auteur propose de nouveaux concepts pour une politique adaptée à cette nouvelle économie.*

Visiblement la stagflation, issue de la dissociation des couples traditionnels — «stagnation-déflation» et «expansion-inflation» — déroutent les hommes politiques autant que les théoriciens. D'une part, la relance par la dépense parvient à réduire quelque peu le rythme d'augmentation du chômage (sans inverser le mouvement) mais, pratiquée à l'état pur, débouche sur la hausse des prix, la perte de compétitivité, la dégradation de la balance

---

(1) Professeur à l'Université Paris 1

extérieure et la dévaluation ; d'autre part, les stratégies opposées, soit monétaristes, soit dites « de l'offre », n'obtiennent, depuis peu, une certaine stabilisation des prix que moyennant un renforcement des inégalités sociales et une aggravation sensible du sous-emploi.

Diverses et opposées dans leur inspiration comme dans leurs modalités, ces politiques présentent cependant — outre leur semblable inefficacité — une triple série de caractères communs.

En premier lieu, *elles se réfèrent toutes, exclusivement, au champ du monétaire* (2). Or, l'activité économique résulte de la mise en œuvre et de l'articulation de deux types de flux : les uns en valeur, les autres « réels » au sens étymologique, c'est-à-dire constitués de « choses » (biens et services) produites et qui s'échangent. La régulation par la dépense, la masse des moyens de paiement ou les éléments constitutifs du coût, laisse alors dans l'ombre, à la fois la spécificité du comportement de chacun de ces flux, les difficultés qui peuvent en résulter au niveau de leur articulation et les problèmes propres au réel laissé inexploré.

C'est précisément à la prise en compte de ce dernier que se réfère l'utilisation d'une approche écoénergétique (3). En effet, manipulant en tout dernier ressort, de l'énergie, de la matière (qui est énergie) et de l'information, une organisation économique se présente, sous cet aspect, comme un système énergétique et informationnel. Elle n'est pas *que* cela, mais elle *est* cela (4). La connaissance des lois qui régissent l'énergie et l'information n'est donc pas moins utile à l'économiste que, dirons-nous, celle des lois de la nutrition ou du métabolisme ne l'est au biologiste, sans que celui-ci soit nécessairement accusé de prétendre ainsi exprimer la totalité de la personne humaine.

En second lieu, *les variables de commande mises en œuvre par ces politiques relèvent prioritairement de la régulation conjoncturelle*, dans le cadre de laquelle d'ailleurs elles ont été définies.

On peut, de ce point de vue, distinguer deux sortes de crises : les unes, qualifiées de « mineures » apparaissent comme des processus de réajustement dans un système de régulation qu'elles ne remettent pas globalement en cause ; les autres dites « majeures » sont liées à la mutation même de ce sys-

---

(2) Celui-ci étant envisagé ici au sens large : monnaie, revenus, dépense, prélèvements publics...

(3) Si nous définissons la bioénergétique comme « l'étude de la régulation des flux énergétiques dans les organismes vivants », l'écoénergétique sera donc « l'étude de la régulation des flux énergétiques dans les systèmes économiques », cf. J. de Rosnay. — *Le Macroscopie*. — Paris, Seuil, 1975. — p. 131.

(4) R. Passet. — *L'économie et le vivant*. — Paris, Payot, 1979. (Coll. Traces). H.T. Odum signale que, selon une traduction de l'Ancien Testament, le mot « logos » signifierait en réalité « énergie », de telle sorte que le texte de la Genèse devrait être lu « Au commencement était l'énergie... » (« Energy Transformation and the Economy of the United States », Marine Sciences Distinguished Lecture Series, août 1980, p. 4).

## Crise économique ou mutation du développement ?

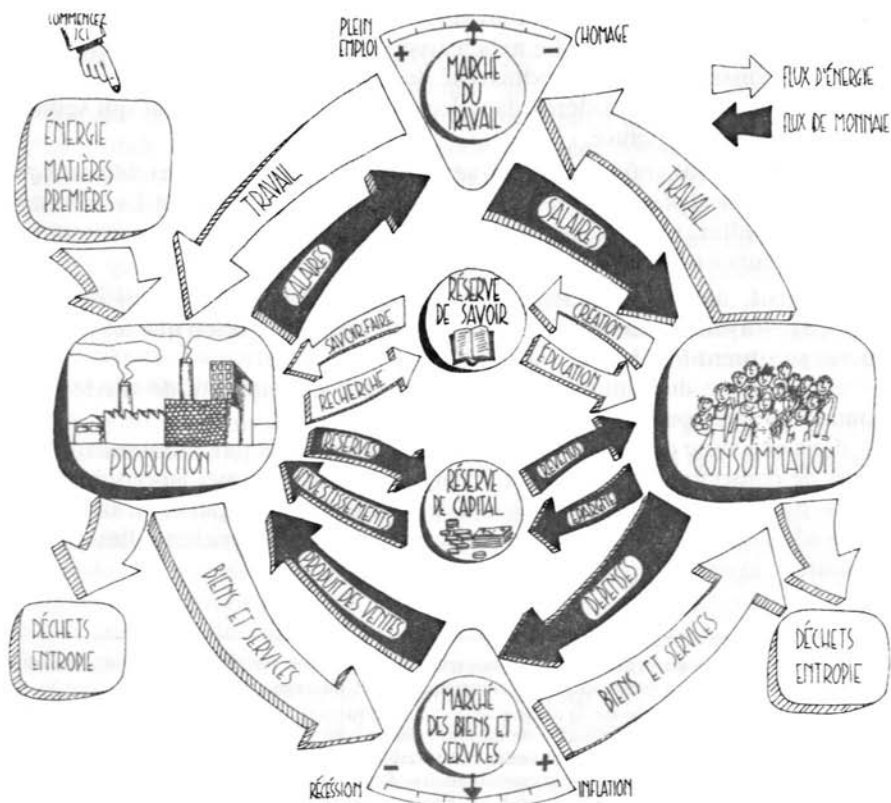
tème. Or, plusieurs raisons nous conduisent à penser que nous nous trouvons dans cette seconde situation :

— la crise n'est pas née des chocs pétroliers (cela est aujourd'hui largement reconnu) mais elle s'annonce, depuis longtemps, par la hausse continue du

*Aujourd'hui le monde est messages, codes, informations.*

*Quelle dissection demain disloquera nos objets pour les recomposer en un espace neuf? Quelle nouvelle poupée russe en émergera? François Jacob.*

### A travers le macroscop



Source : J. de Rosnay. — *Le Macroscop*. — Paris, Le Seuil, 1975, p. 42.

chômage et, plus particulièrement depuis la fin des années soixante, par le tassement des taux d'augmentation de la demande, des rythmes de croissance des Produits Intérieurs Bruts ainsi que des indices de la production industrielle ; les choses se passent comme si, avant toute manifestation spectaculaire, la croissance inaugurée depuis la fin de la seconde guerre mondiale s'étouffait, peu à peu, d'elle-même ;

— elle est immédiatement mondiale et se manifeste, sous des formes variables exprimant sans doute les mêmes réalités profondes, aux Etats-Unis comme en URSS ou au Japon ; il s'agit donc de la crise d'un mode de développement commun à l'ensemble des systèmes industriels dans ce qu'ils ont d'identique malgré la diversité des professions de foi idéologiques ;

— elle se produit à un moment où des technologies d'une efficacité sans précédent commencent à constituer une fraction non négligeable des équipements productifs ; en France, par exemple, de 1959 à 1979, la part du matériel électrique et électronique dans l'investissement des entreprises passe de 7 % à 21 % (5) ; or, cela n'empêche ni la hausse des prix, ni l'érosion générale des taux d'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre ; c'est donc l'efficacité des systèmes considérés dans leur fonctionnement global qui semble devoir être mise en cause.

Troisièmement enfin, *ces politiques se réfèrent à des situations du passé qui ne correspondent plus à la réalité des économies contemporaines*. Le développement, en effet, n'est pas un processus linéaire qui porterait uniquement sur des grandeurs et laisserait inchangée la logique des systèmes.

On peut, dans cette perspective, distinguer trois grands types d'économies (6) — ayant chacune sa cohérence et sa logique — selon que les niveaux de vie se situent :

— dans la zone du minimum vital gouvernée par l'impératif de survie (prédominance des consommations alimentaires) ;

— dans une zone de l'avoir ou du confort, commandée par l'accumulation de biens de consommation durables (équipement domestique, automobile) ;

— ou dans une zone où, les besoins de confort commençant à se saturer, la demande s'oriente vers d'autres satisfactions, moins matérielles telles que loisir-culture et santé.

---

(5) INSEE. — «La crise du système productif». — décembre 1981, p. 222. Sauf indication contraire les statistiques citées ici seront empruntées à cet ouvrage.

(6) Cette affirmation repose sur la comparaison des structures de consommation et de leur évolution dans le temps pour une vingtaine de nations prises à tous les niveaux du revenu par tête (R. Passet : «Phases de développement et seuils de mutation», *Rev. Eco. du S.O.* n° 2, 1965 ; «Développement économique et seuils de consommation», *Rev. du S.O.* n° 3, 1966 ; *Politique de développement*, Paris, Dalloz 2<sup>e</sup> Ed., 1969, ch II ; *L'Economique et le vivant*, Paris, Payot, 1979). Cette comparaison montre également que chacune de ces trois phases se décompose à son tour en plusieurs étapes séparées par des seuils de moindre importance.

Le passage de l'un à l'autre de ces niveaux implique le franchissement de véritables *seuils* caractérisés par une transformation profonde des comportements individuels et des lois de fonctionnement ou de développement des systèmes. Aussi longtemps, par exemple — et pour nous en tenir à ce qui paraît essentiel ici — que l'accumulation primitive, sous forme d'infrastructures et d'équipements productifs, n'a pu être pleinement accomplie (zone de survie), c'est elle qui commande la croissance et le développement.

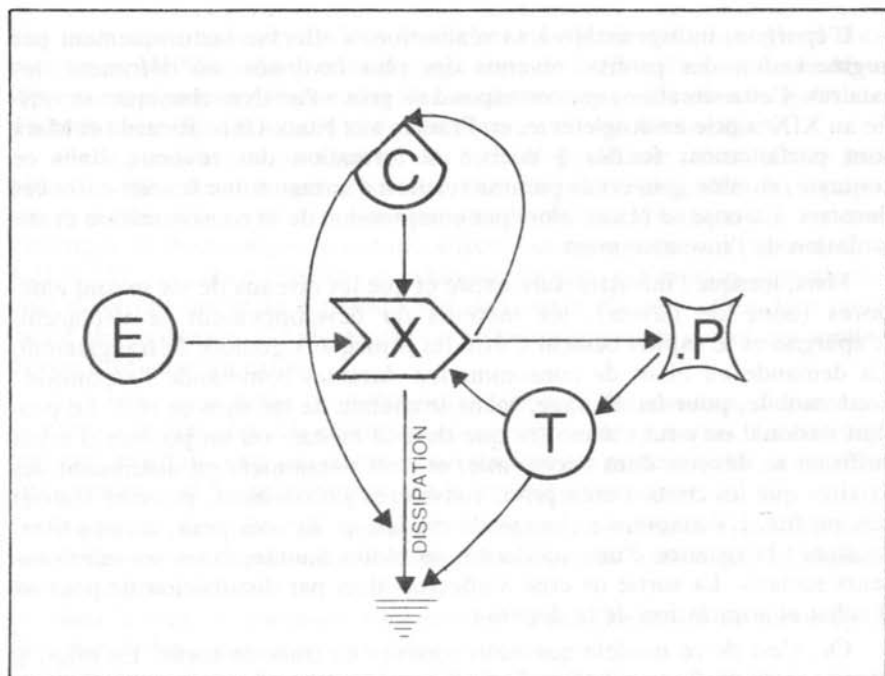
L'épargne, indispensable à sa réalisation, s'effectue historiquement par augmentation des profits, revenus des plus favorisés, au détriment des salaires. Cette situation, qui correspond en gros à l'analyse classique, se vérifie au XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre, en France, aux Etats-Unis. Ricardo et Marx sont parfaitement fondés à décrire la formation des revenus, dans ce contexte, comme gouvernée par une relation d'antagonisme foncier entre ces derniers. La crise se résout alors par compression de la consommation et stimulation de l'investissement.

Mais, lorsque l'infrastructure existe et que les niveaux de vie se sont améliorés (zone de l'avoir), les moteurs du développement se déplacent. L'épargne et le capital cessent d'être les principaux goulots d'étranglement. La demande en biens de consommation durables commande l'expansion : l'automobile, pour faire image, relaie le chemin de fer dans ce rôle. Le produit national ne peut s'accroître que dans la mesure où un pouvoir d'achat suffisant se déverse dans l'économie, et c'est notamment en distribuant des salaires que les chefs d'entreprise, considérés globalement, peuvent réaliser des profits. L'économie a changé de modèle et Keynes peut, à juste titre, souligner l'existence d'une solidarité, au moins limitée, entre les interlocuteurs sociaux. La sortie de crise s'effectue alors par distribution de pouvoir d'achat et stimulation de la dépense.

Or, c'est de ce modèle que nous sommes en train de sortir. En effet, si aucune nation n'a encore franchi le dernier seuil et alors que le plus grand nombre s'attarde encore dans les zones de survie, les plus avancées s'engagent dans la transition. En France, par exemple, malgré d'importantes inégalités sociales, commence à se manifester une certaine saturation de la demande en biens de consommation durables : de 1960 à 1980, le taux d'équipement des ménages passe de 30,4 % à 69,5 % pour l'automobile, 12,6 % à 89,5 % pour la télévision, 24,8 % à 95 % pour le réfrigérateur et 24,0 % à 78,9 % pour la machine à laver. Théoriciens — et politiciens — de l'offre, de la régulation monétaire, ou de la demande, aujourd'hui en querelle, se réfèrent donc les uns et les autres à des modèles du passé dont précisément l'évolution actuelle semble consacrer le dépassement. Il convient, au contraire, de se situer dans une perspective évolutive, seule chance que nous ayons de mieux comprendre — et peut-être aussi de mieux maîtriser — le présent, en le situant dans le courant qui le porte.

## I — La dimension « réelle » : l'auto-asphyxie du développement

Considérée du point de vue écoénergétique, une cellule économique appartient à la catégorie des systèmes auto-organiseurs :



Empruntant, à son milieu, des énergies E qu'elle transforme en X, afin de produire un flux utile allant vers P, elle maintient sa structure, assure son développement et accroît son efficacité en prélevant, en sortie de X, un flux qui lui sert à accumuler en C des moyens de production dont l'action se combine en X avec E et avec le travail T ; du fonctionnement de X et de la dégradation de C et de T découle une dissipation énergétique venant en déduction des flux utiles qu'elle est en mesure de livrer (7).

Les lois physiques régissant ces différentes transformations constituent en

(7) E = Energies ; C = Capital ; P = Personne humaine (consommateur final) ; T = Travail ; X = Combinaison des facteurs.

quelque sorte (et ne constituent que) le soubassement à partir duquel se détermine le comportement des économies envisagées sous leurs aspects réels.

**Les enseignements des systèmes énergétiques et informationnels : loi quadratique et seuil des 50 %**

Jean Voge a souligné à différentes reprises qu'un système informationnel centralisé ou un système énergétique soumis à des contraintes structurelles l'empêchant de se transformer obéit, lorsqu'il « monte en puissance », à une loi dite « quadratique » selon laquelle le rythme de croissance de ses dépenses métaboliques internes (structurelles et fonctionnelles) augmente comme le carré de celui des flux qu'il emprunte à son milieu.

Dans le champ de l'information, le jeu de cette loi est lié à la centralisation : s'agissant, par exemple, d'un réseau de communications construit autour d'un seul central « le nombre de connections ou de contacts commutables dont il faut disposer pour relier entre eux N interlocuteurs varie quadratiquement en  $N^2$  » (8).

Dans le champ de la thermodynamique, il est lié à la dissipation énergétique (9) ; ainsi dans le cas d'un équipement électrique fonctionnant à tension constante (voir tableau ci-dessous), le rendement, en valeur relative, du système (rapport des flux émis en sortie aux flux absorbés en entrée) est toujours décroissant ; l'accroissement, en valeur absolue, des flux de sortie, ne se poursuit que jusqu'à un certain seuil au-delà duquel l'augmentation de la dissipation interne provoque une diminution de la production d'énergie utile.

Temps	Entrée	Dissipation	Sortie
t1	2 Kwh	0,2 Kwh	1,8 Kwh
t2	10 Kwh	5,0 Kwh	5,0 Kwh
t3	16 Kwh	12,8 Kwh	3,2 Kwh

Cependant, on distingue ici deux types de situations :

— celle des systèmes proches de l'équilibre, donc traversés par des flux suffisamment faibles pour que la forme quadratique de la dissipation n'affecte qu'une proportion minime de ces flux et que la convention de linéarité

(8) J. Voge. — « Société d'information et crise économique », in *Telecom*, avril 1979, p. 60.

(9) On remarque que lorsque la puissance du flux d'entrée est quintuplée, la dissipation est multipliée par 25 ; lorsqu'elle est multipliée par 8, la dissipation est multipliée par 64.

paraisse acceptable (thermodynamique linéaire du non-équilibre de Onsager et Schrödinger) ;

— celle des systèmes éloignés de l'équilibre, pour lesquels cette forme quadratique met en jeu des flux assez importants pour ne plus pouvoir être ignorée (thermodynamique non linéaire de Prigogine). Dans ce cas, «La puissance résiduelle qui est délivrée, sous forme de travail utile ou de production matérielle, atteint son maximum lorsque la dissipation s'élève à la moitié de la puissance consommée» (10).

Cette loi s'étend — comme le souligne J. de Rosnay — à de nombreux domaines de la physique et de la biologie (11).

### *La transposition à l'économie*

En économie, comportements et institutions interfèrent avec le jeu des phénomènes physiques :

— la loi quadratique peut donc être tenue en échec par le fait de «l'apprentissage» ; il en est ainsi notamment dans les premières phases du développement correspondant aux situations proches de l'équilibre thermodynamique (12), mais de plus en plus difficilement à mesure qu'on s'éloigne de cette situation ;

— lorsque la loi impose ses conséquences, il est peu vraisemblable qu'elle puisse se vérifier dans sa rigueur mathématique ; et l'on devra s'attendre à la voir s'exprimer plutôt sous la forme de rendements d'échelle décroissants. Du point de vue énergétique, le développement, conçu comme «croissance complexifiante», semble bien impliquer l'apparition d'une tendance à de tels rendements (13) ;

— «croissance», il suppose une accumulation de capitaux et de moyens dont il faut assurer la formation, l'entretien, le fonctionnement et l'amortissement ; or on sait (accélérateur, coefficient de capital) qu'une accumulation de plusieurs unités est nécessaire pour produire annuellement une unité supplémentaire de revenu ;

— «complexification», il implique un double mouvement de diversification et de mise en relation qui s'exprime, dans la matrice de Léontief (14) par la

---

(10) J. Voge, op. cit., p. 59.

(11) J. de Rosnay. — *Le Macroscopie*. p. 140.

(12) Du solaire au physico-chimique, les hommes ont appris à maîtriser des énergies de plus en plus puissantes ; à chaque stade de l'évolution, ils ont également appris à perfectionner leurs technologies de façon à tirer de meilleurs rendements d'une énergie donnée.

(13) Rendements exprimés ici, on le rappelle, en termes énergétiques ou réels et qui ne se traduisent pas immédiatement, on le verra, en termes monétaires.

(14) La matrice de Léontief, précisons-le pour les non-économistes, décrit les échanges ou «consommations intermédiaires» qui s'établissent entre les branches d'un système afin que celui-ci élabore les produits qui seront livrés à leur destination finale.

multiplication du nombre d'activités et le remplissage des cases où s'inscrivent des opérations de transformation et d'échange interbranches qui ne sont pas des productions. Or, le nombre de cases variant comme le carré du nombre des branches, les dépenses "métaboliques" du système ont toutes les chances de s'élever plus rapidement que les flux de sortie : ainsi, en France, au cours de la phase d'expansion, le rapport des consommations intermédiaires aux consommations finales qui était de 2,47 en 1956 s'élevait à 2,74 en 1966 et 3,4 en 1974.

Le même constat peut être fait pour tout autre système : entreprise, branche, ville ou région (15). Ainsi, tout système qui se développe tendant à retenir pour ses propres besoins de fonctionnement ou de structuration une part croissante des énergies qu'il prélève sur son milieu, ceci ne peut être qu'au prix d'une perte d'efficacité réelle.

Au plan informationnel, la concentration croissante des systèmes économiques (parfois aggravée par la centralisation de l'Etat) les place dans une situation voisine de celle du réseau téléphonique centralisé évoqué plus haut : en France par exemple, le poids des 500 premières entreprises est passé de 31,4 % à 61 % de l'ensemble du système productif entre les années 1948 et 1977 ; et l'augmentation relative des indicateurs de concentration (16) se révèle d'autant plus nette que l'on se réfère aux échantillons plus concentrés des 20, 10 ou 5 premières sociétés.

Machlup, Porat et J. Voge estiment que la part croissante prise par la production immatérielle d'information explique le tassement progressif de la croissance des productions matérielles. L'information, conformément aux conceptions de Brillouin, serait assimilable à une activité négumentropique ayant pour contrepartie une production d'entropie. Elle mesurerait, en économie, l'effort qu'il faut déployer pour maintenir la cohérence du système en dépit de sa dissipation structurale et fonctionnelle. Aux Etats-Unis, selon Machlup, la proportion de la main-d'œuvre employée à cette production (fabrication d'équipements et fourniture d'information) passe de 10 % de la main-d'œuvre totale en 1930 à 30 % en 1960, 40 % en 1970 et près de 50 % actuellement. L'Europe occidentale suit avec un décalage de 10 à 15 %. On

---

(15) En se concentrant, écrit A. Cotta, «l'entreprise évolue vers un mode de gestion de plus en plus complexe, de plus en plus diversifié» (*Le capitalisme*, Paris, P.U.F. (Coll. Que sais-je ?) p. 102.) P. Strassman montre que sur les 70 % de son temps qu'un cadre américain moyen consacre à la communication, 5 % seulement sont tournés vers l'extérieur («Le bureau du futur» ; *Convention Informatique*, Paris, septembre 1978). Pour la ville, cf. J. Lajugie. — *Les villes moyennes*. — Paris, Cujas, 1974.

(16) Somme des capitaux propres de l'échantillon, rapportée à la somme des capitaux propres de l'ensemble des entreprises françaises. Cf. Gilly J.P. et Morin F. — *Les groupes industriels en France* — Paris, la Documentation Française, 1981.

se rapproche donc du seuil à partir duquel, si la loi quadratique s'appliquait, toute augmentation des productions immatérielles ne pourrait s'effectuer qu'au détriment des productions matérielles : par exemple si le P.N.B. est de 10 000 \$ par travailleur (réparti à 50 % entre ces deux productions) il faudrait, pour l'élever à 12 000 \$ ou 16 000 \$, porter les quotas d'information à 60 % et 80 % respectivement du P.N.B. total, ce qui réduirait la production matérielle de 5 000 à 4 800 puis à 3 000 \$ (17).

Sans nous prononcer, sans autre approfondissement, sur le fait de savoir si le secteur informationnel reflète exactement la dissipation énergétique du système, on peut constater que le phénomène de complexification dont on a parlé plus haut s'accompagne d'un développement des activités de service que caractérise à la fois le gonflement du secteur tertiaire et le développement des activités correspondantes au sein même des autres secteurs, en particulier du secondaire (18). La célèbre loi de Parkinson se rapproche ici de la "loi quadratique" : dans la mesure où tout service créé s'efforce de rentrer en relation avec tous les autres, le nombre de liaisons tend à s'accroître comme le carré du nombre des services.

Une véritable introversion des systèmes accompagne donc leur développement. Corrélativement le poids, en termes «réels», de leurs charges générales de structuration et de fonctionnement s'accroît au détriment des flux de biens et de services qu'ils sont susceptibles de livrer au consommateur final. Le développement à base énergétique et par concentration, tel qu'il a été conçu jusqu'à ce jour, débouche sur l'auto-asphyxie du mouvement.

## *II — L'articulation du réel et du monétaire*

Cependant, le développement des économies ne s'effectue pas selon les impératifs de l'énergétique, mais selon ceux d'une logique des valeurs monétaires. L'énergie ne constitue, en fait, qu'un moyen de représenter le réel. Notre position diffère radicalement sur ce point de celle de la plupart des énergéticiens (Odum, Rifkin, Martimo...). Ces derniers se bornent généralement à considérer la monnaie dans sa fonction d'intermédiaire des échanges et ressuscitent alors une forme de quantitativisme qui, pour reposer sur une base physiologique «modernisée» n'en reste pas moins largement dépassée.

La prise en compte simultanée du monétaire et du réel — à la fois interdépendants et animés par des logiques différentes — paraît indispensable à une appréhension totale des phénomènes économiques.

---

(17) J. Voge, op. cit., p. 59.

(18) Pour la période 1973-1978 : en France, population active + 3,2 %, services + 10 % ; aux Etats-Unis, population active + 12,6 %, services + 15,9 %.

### La déconnection : les « ruses » du monétaire

C'est bien dans le fait que la monnaie, obéissant à sa logique propre, ne calque pas strictement ses mouvements sur ceux des flux réels, que résident quelques-uns des problèmes parmi les plus importants que l'économie ait à affronter.

D'une part, les deux logiques sont souvent inversées : ce qui est coût du système dans l'une apparaît comme source de revenus dans l'autre. La complexification des appareils productifs, l'allongement des circuits de production, se traduisant par une multiplication des opérations de transformation il en résulte nécessairement une perte d'efficacité énergétique globale. Mais, aussi longtemps que les coûts monétaires correspondants, augmentés d'une marge bénéficiaire, peuvent être transférés sur les échelons ultérieurs et sur le consommateur final, cette situation se traduit par une multiplication des occasions de profit. L'exemple le plus significatif (et pour lequel nous disposons des données les plus complètes) est celui de l'agro-alimentaire où le flux des calories utiles diminue le long de la chaîne des transformations alors que leur valeur marchande augmente. Le schéma suivant, que nous avons établi à partir des évaluations de la C.N.E.E.M.A. (19) permet de vérifier et d'évaluer ce phénomène dans le cas de la France, en 1971. On y voit, alors que l'énergie utile fournie par les différents sous-systèmes (agricole, industriel, de distribution) ne cesse de s'amenuiser pour passer de  $450.10^{12}$  Kcal à  $60.10^{12}$  Kcal, que les valeurs marchandes s'élèvent de 68 milliards à 172 milliards de Francs. Selon Louis Malassis, si l'on rapporte la quantité d'énergie entrant dans le système à celle qui en sort sous forme de calories alimentaires, on s'aperçoit que l'efficacité s'abaisse progressivement à  $\frac{1}{7,5}$ , alors qu'en même

temps « le prix moyen de 1000 Kcal alimentaires s'élève de 0,4 F au stade agricole, à 2,9 F au stade final soit environ 7 fois plus » (20).

L'action des agents parvient, d'autre part, à différer le moment où la perte d'efficacité énergétique se répercute sur le monétaire. L'entreprise, par le jeu d'un mécanisme essentiellement monétaire — « l'effet de levier » — « peut augmenter sa rentabilité en s'endettant dès que son rendement économique dépasse le taux d'intérêt apparent » (21) ; le développement des inves-

(19) C.N.E.E.M.A. : « Essai sur l'énergie dans l'agriculture ou dans le système agro-alimentaire en France », *Etude* n° 404, juin 1973 ; « L'activité agricole et l'énergie, essai de réflexion », *Etude* n° 408, octobre 1978 ; chiffres reproduits par L. Malassis. — *Economie agro-alimentaire*. — Paris, Cujas, 1979. — T1., pp. 136 à 227.

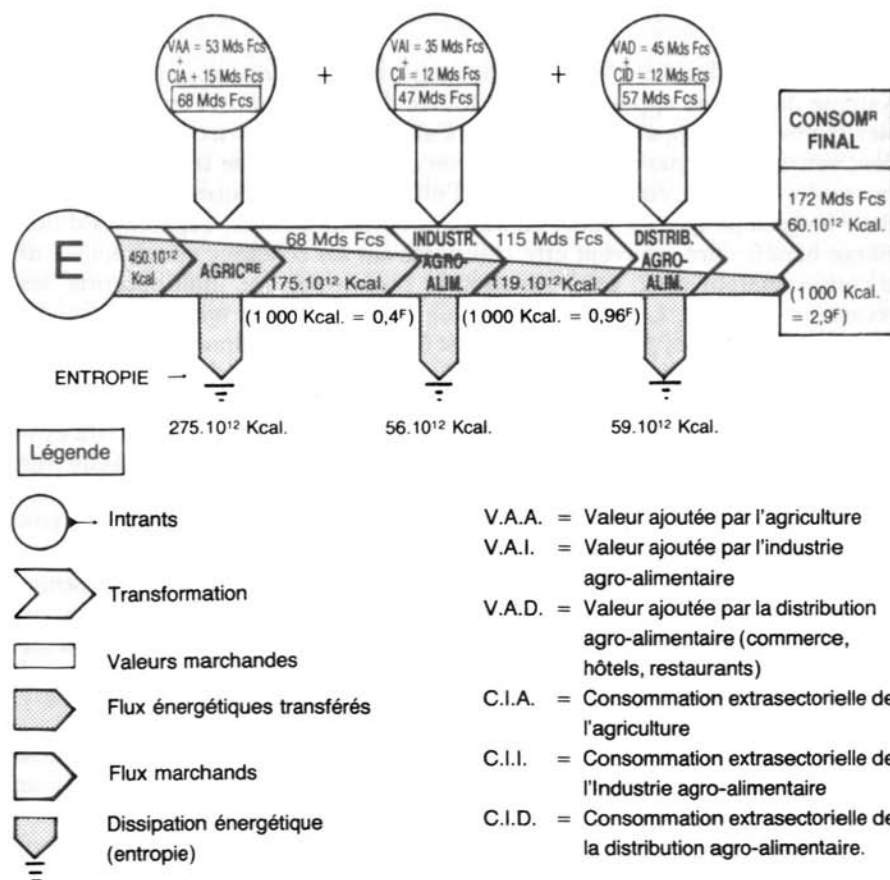
(20) L. Malassis. — *op. cit.*, T1., p. 221.

(21) I.N.S.E.E. « La crise du système productif », 1981. Rappelons que le rendement économique est égal à :

$$\frac{\text{Excédent brut d'exploitation} + \text{Produits financiers}}{\text{Total du bilan}}$$

$$\frac{\text{Le taux d'intérêt apparent} : \text{ Dette totale}}{\text{Capitaux propres}}$$

### Flux énergétiques et valeurs marchandes dans le système agro-industriel français (1972)



tissements de productivité lui permet en outre d'abaisser ses charges de main-d'œuvre.

Au niveau de la Nation, la réduction de la part des salaires dans le revenu total (qui passe en France de 44 % à 41 % entre 1960 et 1969), la baisse du prix relatif des équipements (1 % par an entre les mêmes dates), les avantages consentis aux entreprises (la part de la valeur ajoutée versée par ces

dernières à l'Etat, entre 1954 et 1970, passe de 21 % à 15 %) permettent de contrecarrer la dégradation du système (22).

Au plan international enfin, l'accumulation de dettes sans contrepartie productive, dont le service est honoré par des emprunts aggravant les charges de la dette et débouchant sur de nouveaux emprunts, permet de ruser — un temps — avec les réalités ; les firmes multinationales pour leur part procèdent à des délocalisations qui les conduisent à déplacer leurs investissements des pays industrialisés à hauts salaires (Etats-Unis par exemple) vers les pays en développement à faibles rémunérations (Corée du Sud notamment).

Ainsi donc, le mouvement d'accumulation et de complexification peut se poursuivre. Mais cette situation ne fait que renforcer la dégradation des performances «réelles» du système.

### *La reconnection : la projection du réel sur le monétaire*

A terme pourtant, la plasticité des limites à la polarisation n'est pas infinie et le réel finit toujours par se répercuter sur le monétaire.

La complexification croissante des entreprises concentrées aboutit, au-delà d'une certaine dimension (variable selon les types d'activités), à un alourdissement des charges de gestion et à l'apparition de déséconomies d'échelle (23). Une étude de l'International Institute for Applied Systems Analysis (I.I.A.S.A.) (24), décomposant les coûts liés à la dimension, en coûts «unitaires» (travail, machines, matières) et en coûts «de complexité» (infrastructure, coordination, logistique, capacité de décision, motivations des travailleurs) montre que la décroissance des premiers tendant nécessairement vers une asymptote, se trouve sur-compensée, au delà d'un certain point, par la croissance des seconds qui ne cesse de s'accélérer.

Le schéma page suivante, emprunté à cette étude, illustre ce phénomène, tout en permettant de mettre en évidence la diversité des situations selon les branches (25).

La situation A, par exemple, pourrait être celle des transports aériens où,

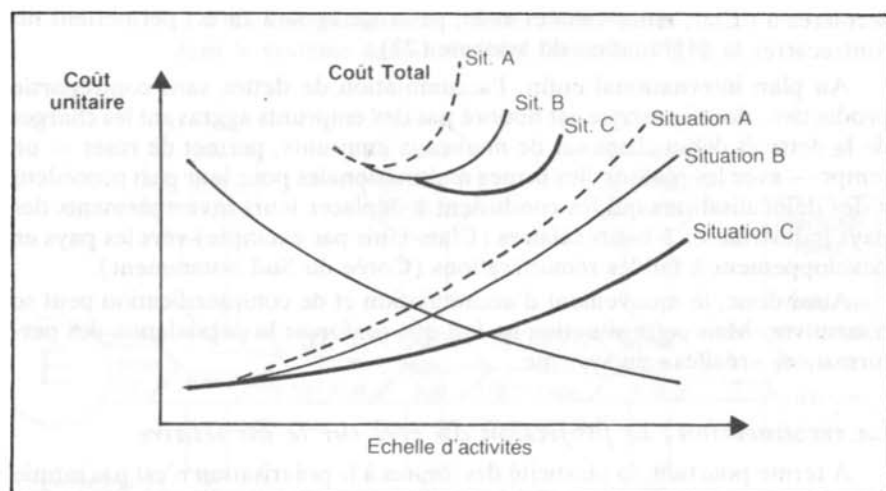
---

(22) Ces chiffres ne concernent que la phase d'expansion puisque c'est aux phénomènes de blocage interne accompagnant cette dernière que nous nous intéressons pour le moment.

(23) Il devient banal de rappeler combien l'entretien et l'amortissement du capital, les relations internes, la coordination entre services, la multiplicité des opérations de transformation et les tâches de gestion absorbent une fraction croissante du temps, des moyens et des énergies disponibles, à mesure que s'amplifient les dimensions de la firme.

(24) Rudy Van Hees et Friso den Hertog. — «Main Aspects Determining the Scale of an Organization. A First Tentative Problem Orientation», in *Scale in Production Systems* — I.I.A.S.A., Proceedings Series, Vol. 15, Pergamon Press 1982. — pp. 133 et suivantes.

(25) M.I. Ansoff, dans le même ouvrage, montre qu'en fait il n'y a pas un mais plusieurs optima pour chaque type d'activité, selon les remaniements d'organisation qui accompagnent ses changements d'échelle. Cependant nos conclusions ne sont pas démenties pour autant.



de l'Airbus A 300 (portée 5000 kms, charge 35 t) au Boeing B 747 (portée 11 400 kms, charge 70 t), les économies en coûts unitaires directs procurées par les augmentations de capacité sont relativement négligeables, alors que les dépenses liées aux infrastructures et à l'organisation se situent le long d'une courbe qui, partant du DC 3 et du DC 6 revêt une allure nettement exponentielle (26).

Au niveau de l'appareil productif, le prix de production des biens représente le sommet d'une pyramide qui réunit tous les participants intermédiaires. Il s'exprime par l'équation bien connue (27),

$$p = pci \cdot \frac{CI}{Q} + \frac{W \cdot N}{Q} + \frac{T}{Q} + \frac{EBE}{Q}$$

dans laquelle la variable  $pci \cdot \frac{CI}{Q}$  désigne la voie par laquelle se transmettent les coûts inhérents à la multiplication des opérations de transformation.

Quand la pyramide s'élève et que le processus productif se complexifie, les prix ont tendance à augmenter à proportion du nombre des ayants droit et

(26) J.M. Dathe. «Problems of scale in International air transportation». — I.I.A.S.A., *op. cit.* ; pp. 45 et suiv. Voir également O. Giarini et H. Loubergé. — *La civilisation technicienne à la dérive*. — Paris, Dunod, 1979.

(27) Dans cette équation : p = indice de prix de la production, Q = volume de la production, pci = indice de prix des consommations intermédiaires, CI = volume des consommations intermédiaires. W = coût salarial par tête, N = effectifs employés, T = impôts et taxes liés à la production, nets de subventions, EBE = excédent brut d'exploitation.

des intermédiaires. Les producteurs n'en souffrent pas, aussi longtemps qu'ils se trouvent en mesure de répercuter ces hausses sur les consommateurs.

Dans cette optique, conformément à la logique héritée de l'économie keynésienne, la salarisation progressive des économies, l'indexation institutionnalisée (SMIC) ou de fait des salaires sur la productivité, ainsi que la socialisation des revenus (en France, la part des transferts sociaux dans les revenus disponibles des ménages passait de 19 % en 1959 à 31 % en 1979) assuraient une augmentation soutenue et régulière — de l'ordre de 5,3 % par an, en moyenne, entre 1960 et 1973 — de la consommation de biens et de services.

Mais deux phénomènes importants, s'ajoutant à la saturation des besoins en biens de consommation durables constatée plus haut, se sont produits dans les pays les plus industrialisés :

— un tassement généralisé du taux de croissance de la demande des ménages qui, de 1960-73 à 1973-79, s'abaisse de 5,3 % à 3,6 % en France, 2,8 % à 0,80 % au Royaume-Uni, 8,8 % à 4,2 % au Japon, 4,6 % à 2,9 % en RFA ;  
— une modification sensible du modèle de consommation, au sein duquel les taux de croissance annuels correspondant aux pôles «loisirs-culture» et «santé» (6,7 % et 7,1 % respectivement, en France) supplantent nettement tous les autres (logement 4,8 %, transports 3,6 %, équipement des logements 2,6 %) (28).

En conséquence, les biens sur la production desquels reposait jusque-là l'expansion voient leur rôle s'estomper : ainsi pour l'automobile, le taux de croissance annuel de la demande, qui était de 9,7 % en 1969-1973 dans notre pays, s'abaisse à 2,7 % en 1973-1979.

Les profits se trouvent alors comprimés entre des charges qui croissent et une demande qui se dérobe.

Au niveau de la nation enfin, la concentration des activités dans l'espace entraîne des dépenses de transports, d'infrastructure et d'énergie ; de nombreuses études montrent qu'au-delà d'une certaine concentration, le poids des charges générales par habitant s'accroît avec la dimension des villes (29). Lorsque, recourant à l'investissement de productivité (30), le système réduit ses dépenses salariales au détriment de l'emploi, chaque entreprise considérée isolément peut avoir intérêt à se comporter de cette manière, mais la

---

(28) Sur le sens de cette mutation liée au phénomène même du développement et dont l'apparition pouvait être prévue depuis longtemps, cf. René Passet. — «Phases de développement et seuils de mutation», in *Revue Economique et Juridique* du Sud-Ouest, n° 2, 1965.

(29) Richardson, Evans, Lillibridge, Shapiro, Isard, etc. voir J. Lajugie. — *Les villes moyennes*. — Paris, Cujas, 1974. chap. III «Le coût des villes moyennes», pp. 67-102.

(30) En Allemagne, par exemple, de 1970 à 1981, l'investissement de capacité passe de 55 % à 17 % de l'investissement total, l'investissement de productivité (dit aussi «de rationalisation») de 34 % à 47 %, l'investissement de simple remplacement de 11 % à 36 %. Sur la généralité du phénomène, voir INSEE, «La crise du système productif» op. cit.

charge collective constituée par tout chômeur supplémentaire s'accroît d'un montant qui n'est guère inférieur à celle que représente un individu actif.

Or, ces charges, répercutées par les variables  $W \cdot \frac{N}{Q}$  (dans la mesure où celle-ci contient la part de salaire indirect pesant sur les entreprises) et  $\frac{T}{Q}$  de l'équation du prix, reposent toujours, en dernier ressort, sur l'appareil productif.

Placés sous cet éclairage, certains phénomènes liés au développement des économies contemporaines s'expliquent peut-être plus aisément.

Il en va ainsi, semble-t-il, de ce véritable paradoxe du dénuement dans l'opulence que constitue la difficulté des systèmes à assurer leurs charges générales d'équipement et de fonctionnement à mesure que s'élève le produit national : suppression de liaisons ferroviaires, fermeture d'écoles et ramassage scolaire, réduction des services postaux, crise des systèmes de protection sociale, crise des villes géantes comme New-York... De même, en ce qui concerne la cohabitation des deux termes apparemment contradictoires que réunit le mot stagflation : accumulation, concentration et complexité expliquent à la fois la perte d'efficacité des systèmes, le tassement de la croissance, la hausse des coûts et donc la conjonction de la stagnation, du chômage et de la hausse des prix.

Dans cette perspective, les variables économiques traditionnelles (prix, monnaie, revenus, changes, échanges...) jouent un rôle de relais, de propagation nationale et internationale (en particulier vers les pays en voie de développement) et d'amplification. Si elles ont, à ce titre, leur importance, elles ne sont cependant, en aucune manière, des causes fondamentales. Les politiques portant exclusivement sur ces variables — indispensables dans le court terme, et l'on peut discuter ici sur les mérites comparés des régulations par l'offre, la monnaie ou la demande — ne touchent en rien aux racines profondes de la crise. Et il n'est pas certain que, manipulées hors de toute perspective à moyen terme, elles n'en aggravent les conditions.

En fait, le système tout entier est entré dans une phase de rendements décroissants où les surplus qu'il produit se révèlent de plus en plus faibles. Il a perdu sa capacité de réponse. Les « ruses » du monétaire ont épuisé leurs effets.

### *III — Une mutation à gérer*

Nous ne sommes donc plus dans les situations décrites par l'économie classique ou par l'économie keynésienne. Lorsque J.M. Keynes préconisait une relance par les revenus, l'investissement et la dépense publique, les appareils productifs, sous-utilisés, conservaient une certaine aptitude à répondre aux sollicitations de la demande. Lui-même, c'est une justice à lui rendre,

envisageait d'ailleurs très explicitement l'hypothèse où, les flux réels ayant perdu leur élasticité, tout renforcement des flux monétaires ne pourrait se résoudre qu'en inflation.

C'est, semble-t-il, dans cette situation que, pour des raisons différentes de celles qu'il évoquait, nous nous trouvons aujourd'hui. La rigidité des appareils productifs, liée à des facteurs d'ordre structurel, constitue la cause principale de la crise. Ce n'est pas par hasard si partout (aux Etats-Unis actuellement, en France sous Raymond Barre malgré la reconstitution des liquidités des entreprises, sous le gouvernement socialiste malgré la reprise de la consommation) l'investissement se dérobe.

Un changement d'organisation, de nature à provoquer une économie considérable de moyens, semble donc seul en mesure de tenir en échec le jeu de la loi «quadratique».

Encore une fois, la théorie de l'information nous apporte ici quelques lumières. Shannon (31) qui en est le grand initiateur, nous montre que si, dans un système de communications, au lieu de réunir un ensemble  $N$  de correspondants par l'intermédiaire d'un central unique, on les distribue entre des centraux primaires d'une capacité  $\sqrt{N}$ , interconnectés eux-mêmes par des centraux secondaires (structure à deux étages) le nombre total de contacts, dans le réseau, n'augmente plus qu'en  $N\sqrt{N}$  au lieu de  $N^2$ ; avec une structure à plus de deux étages, on peut théoriquement réduire ce nombre à  $N \log_2 N$ ; dans ce dernier cas, pour fixer les idées, avec 12 millions d'abonnés ce n'est plus 12 millions de fois 12 millions de contacts qui sont nécessaires, mais seulement 23,5 fois 12 millions.

La thermodynamique des structures dissipatives, à laquelle s'attache le nom de Prigogine, nous apporte des enseignements du même ordre. Lorsqu'il est soumis à des forces l'éloignant suffisamment de l'équilibre de Boltzmann (32), un système que des contraintes ne figent pas dans une structure donnée, adopte spontanément un mode d'organisation lui permettant d'échapper à la loi quadratique.

C'est, en hydrologie, l'apparition de structures tourbillonnaires permettant le maintien d'un débit que l'accroissement des flux d'entrée finirait paradoxalement par tarir sous l'effet des résistances auxquelles se heurterait un écoulement laminaire. C'est, dans l'expérience de Benard, l'apparition, au-delà d'une certaine température, de structures hexagonales favorisant la circulation respectivement ascendante et descendante des molécules chaudes et froides, dans un liquide huileux.

Dans ces deux cas «la dissipation d'énergie et de matière — généralement

---

(31) C.E. Shannon. — *Bell System Technical Journal*, 1950, Vol. 29, pp. 343-349.

(32) Equilibre correspondant à l'étalement des énergies qui caractérise l'entropie. Cf. R. Passet. — «La thermodynamique d'un monde vivant : des structures dissipatives à l'économie», in *Futuribles*, décembre 1980.

associée aux idées de perte de rendement et d'évolution vers le désordre — devient, loin de l'équilibre, source d'ordre» (33).

En matière d'information comme en thermodynamique, un phénomène de nucléation provoque une baisse des dépenses fonctionnelles qui peut réduire la dépense totale, représentée par le métabolisme interne (structural et fonctionnel) du système.

Interprétés dans cette perspective, certains signes, qu'il ne faut pas refuser de percevoir, au moment où tout semble aller mal, peuvent laisser présager l'émergence, lente et laborieuse, d'un nouveau type d'ajustement. La «lecture» de ces signes s'impose comme un préalable à la recherche d'une politique cohérente.

### *Le sens d'une mutation*

Derrière les difficultés présentes, une double mutation — qui pourrait être l'annonce d'une reconstruction — semble s'esquisser tant du côté de la demande que du côté de l'appareil productif.

De la satisfaction des besoins organiques au mieux-être physique, puis aux aspirations de l'être, l'évolution de la demande — même si elle s'appuie, dans les deux premières phases, sur une forte accumulation de moyens matériels — traduit une sorte de dématérialisation des aspirations des hommes au fur et à mesure que leurs besoins les plus élémentaires sont satisfaits. Cela débouche «in fine» sur une mutation considérable où le leadership économique paraît devoir se fixer sur des activités dont les bases matérielles sont tout à fait secondaires et qui s'adressent à des besoins non saturables...

L'appareil productif — avec un retard dont nous venons de voir les conséquences — semble bien se préparer à répondre à cette sollicitation. De l'utilisation du sol comme convertisseur d'énergie solaire, aux puissances libérées par les énergies nucléaire ou physico-chimiques, en passant par les énergies naturelles et fossiles, c'est toujours sur une base énergétique et matérielle qu'a reposé le développement des sociétés humaines. Et voici qu'au moment où ces forces touchent à leurs limites, s'imposent des technologies d'une nature totalement différente: l'informatique, la télématique, le micro-processeur, les biotechnologies; demain, sans doute, le mariage des deux courants informationnel et biologique sous la forme de la biotique. Partant d'une base matérielle qui ne saurait être remise en cause, le relais se déplace, ici aussi, vers l'immatériel (34) que représentent la maîtrise de l'information et

---

(33) I. Prigogine et I. Stengers. — *La Nouvelle Alliance* (métamorphoses de la Science). — Paris, Gallimard, 1979, p. 156.

(34) Selon Christopher Evans, si l'on appliquait à l'automobile les réductions de dimensions, de poids et de prix survenues en électronique au cours des vingt dernières années, une Rolls-Royce coûterait 10 francs, consommerait 1 litre d'essence par million de kilomètres et il serait possible d'en loger une douzaine sur une tête d'épingle...

la domestication des processus du vivant. Cette révolution n'a de comparable que celle qui s'est produite au néolithique, lorsqu'en se sédentarisant, les populations apprenaient à maîtriser l'énergie.

Pour autant que les premiers indices annonciateurs de l'économie qui s'ébauche aujourd'hui peuvent être perçus, c'est toute une logique qui semble être remise en cause. Trois traits fondamentaux devraient, sur ce plan, caractériser l'économie de l'avenir :

— la disparition de la notion de productivité marginale : dans le domaine de l'information comme dans celui des biotechnologies et de la biotique, coûts et productivité se déplacent, en amont, vers les stades initiaux des processus (production des logiciels, conception et mise en route des réactions...) ; après quoi, la production se déroulant «à volonté», de façon continue, quasi-automatique, pour un coût marginal à peu près nul (35), c'est toute la base d'un calcul économique — sur lequel repose la formation des prix — qui disparaît ;

— la notion de rendement des facteurs (et en particulier du travail) n'a donc plus de sens, puisque ce rendement ne dépend plus de l'intensité de leur utilisation ;

— toute la base de la répartition doit alors être révisée dans la mesure où les revenus ne peuvent plus être considérés, à proprement parler, comme la contrepartie d'un effort productif, sans doute s'achemine-t-on alors vers une économie où la répartition reposera sur une base distributive dont l'importance prise par les revenus sociaux pourrait être la préfiguration imparfaite.

Au terme de ces considérations, nous ne devons donc pas nous étonner si nos modes de production, nos habitudes de vie et nos façons de penser en sortent quelque peu bouleversés : ce que nous appelons la crise économique ne représente que le petit côté d'une profonde crise de civilisation.

### *Les problèmes de la transition*

Cela doit commander notre attitude. Toute politique conjoncturelle — qu'elle s'appuie sur la monnaie, les coûts ou les revenus — que n'encadre pas un ensemble cohérent de mesures destinées à faciliter et à contrôler la mutation en cours, ne peut déboucher à terme que sur l'échec. Si, comme nous l'avons vu, le blocage des appareils productifs est lié à la forme polarisée qu'a revêtu leur développement, le rétablissement de leur capacité de réponse appelle la décentralisation, la suppression des circuits inutiles, le soutien des petites et moyennes cellules de production (structures efficaces, lieux d'innovation et d'emploi), le contrôle général des charges de la nation et surtout la

---

(35) A propos des biotechnologies, J. Robin évoque «un processus de fermentation par antibiotiques, efficacement programmé, avec ses synthèses en chaîne et ses enzymes immobilisés. La production, dit-il, y est automatisée et sans fin» «Technologies de l'Informatique et crise mondiale», in *le Figaro*, 4 décembre 1982.

stimulation des formes nouvelles de l'innovation (économies en espace, en travail, en matières et en énergie), dont le meilleur ne pourra cependant l'emporter que si l'on garde une claire conscience des dangers qui les accompagnent.

1. Toutes les grandes révolutions technologiques ont été marquées, en leur début, par des phénomènes de crise, des problèmes d'emploi et des déséquilibres monétaires.

Les nouvelles technologies, selon la manière dont elles seront utilisées, sont susceptibles d'offrir le pire ou le meilleur : l'informatique, pour ne parler que d'elle, peut être l'instrument de la commande à distance et d'une centralisation renforcée derrière laquelle se profile le spectre du Big Brother d'Orwell (télématique) ; mais elle peut être aussi (microprocesseur) l'instrument de la décentralisation et de la société conviviale à échelle plus humaine. S'il ne nous appartient pas de refuser une mutation qui, en tout état de cause est en train de se produire, il nous revient en revanche d'en orienter le développement. C'est ici, également, l'indépendance technologique et la compétitivité des nations qui se jouent. Cela appelle la coopération internationale — au sein de la CEE notamment — si l'on veut atteindre les seuils à partir desquels la production de nouveaux équipements sera capable de résister à la pression de la concurrence mondiale. Cela exige aussi quelques précautions en faveur des pays en voie de développement dont les bas salaires risquent de perdre le rôle d'attraction qui avait conduit certaines entreprises à transporter dans ces pays une partie de leurs activités ; la rémunération du travail ne représentant plus qu'une fraction amoindrie des coûts de production, la tentation peut être grande d'opérer certains rapatriements — unités de montage, textile... — vers les pays industrialisés.

Sur un plan strictement économique, en effet, les économies en énergie, en capital, en main-d'œuvre, en espace, la plus grande souplesse d'adaptation, l'ouverture de nouveaux champs, dont ces technologies sont porteuses, paraissent de nature à réduire les charges de fonctionnement des systèmes et à leur redonner ce dynamisme que leur a fait perdre un mode de développement concentré, souvent centralisé, et fondé sur les forces de la thermodynamique. Cela est vrai dans tous les secteurs : agriculture, industrie et tertiaire même, où l'on voit poindre la perspective d'importants accroissements de productivité.

2. C'est sous cet éclairage que doit être resitué le problème de l'emploi. Le chômage actuel est-il autre chose que la première manifestation d'une réduction des besoins en main-d'œuvre, par laquelle la machine accomplit simplement sa fonction qui est de remplacer les hommes à la peine et qu'il

nous faudra bien apprendre à transformer en temps libre également réparti et si possible enrichissant pour tous ?

Le capital technique et le travail ont toujours été reliés par une double relation de complémentarité et de substituabilité ; ils ne peuvent produire l'un sans l'autre, mais le même produit peut être obtenu avec beaucoup de travail et peu de capital ou peu de travail et beaucoup de capital. Jusqu'à ce jour, la complémentarité a dissimulé la substituabilité : en pays sous-développé, où règne un sous-emploi chronique, c'est en développant les équipements que l'on crée des emplois ; et dans les économies de type keynésien, qui ont prévalu en Occident jusqu'à une date récente, c'est par l'investissement que l'on remédiait au sous-emploi conjoncturel de la main-d'œuvre et par la distribution de salaires que l'on relançait l'investissement. Aujourd'hui, la relation de substituabilité passe au premier plan (36). La machine prend la place de l'homme dans les tâches de production. Mais, dans le court terme, la compétition — internationale notamment — nous interdit de tirer pleinement parti de ces perspectives. Nous réagissons, en outre, dans un contexte socio-économique inchangé, selon nos habitudes héritées du passé. Le travail libéré se traduit alors en chômage et c'est là, évidemment, la plus mauvaise de toutes les solutions.

Si cette vision n'est pas trop inexacte, toute tentative en vue de rétablir le plein-emploi selon les normes du passé semble vaine. C'est plutôt vers la satisfaction des besoins de formation liés aux nouvelles technologies, vers la mise en place de formules amorçant la transition vers un nouvel équilibre (temps choisi, temps réparti...) et vers l'édification de structures destinées à faire du temps libre autre chose que le temps vide de la désespérance, le temps contraint de la récupération étatique ou le temps aliéné de la récupération mercantile, qu'il convient d'orienter les efforts.

3. En attendant, la stimulation du tissu économique profond peut permettre d'étaler le problème dans le temps.

On serait tenté — mais c'est sans doute une analogie à manipuler avec prudence — de voir dans le jaillissement spontané d'activités dites informelles au sein de toutes les économies (à l'Est comme à l'Ouest et au Nord comme au Sud) un phénomène d'auto-organisation comparable à la formation de structures dissipatives. Partout en opposition avec la logique dominante des systèmes où elles apparaissent, ces formes d'activités sont cependant partout tolérées ; c'est que partout elles constituent des palliatifs indispensables aux paralysies de l'économie formelle. On a pu montrer que la réalisation des plans soviétiques serait définitivement compromise sans la

---

(36) René Passet. — « Temps de travail et volume de l'emploi », in *Futuribles*, n° 21, mars 1979.

persistance d'un minimum d'activités marchandes (37) et l'on sait, à l'opposé, à quel point l'existence d'activités non marchandes apparaît comme une condition de survie de l'économie italienne.

Tenons-nous en cependant à l'économie formelle. Une étude économétrique fondée sur les données de la Centrale des Bilans du Crédit National, et portant sur un échantillon de 839 entreprises françaises de toutes tailles, employant plus d'un million de travailleurs (38) met en évidence :

— d'une part, une confirmation de la «loi de l'effet proportionnel» de Gibrat (1931) : les entreprises de différentes tailles croissent au même rythme, ce qui remet en cause la croyance assez générale que les entreprises les plus concentrées sont les plus aptes à soutenir la croissance ;

— d'autre part, l'existence d'une relation inverse entre la taille individuelle des entreprises et leur efficacité mesurée par des indicateurs comme la productivité apparente du travail ou le rendement économique du capital avancé.

Les «meilleures tailles» pour la croissance, l'efficacité et la rentabilité, sont atteintes pour des dimensions d'entreprises généralement inférieures à 100 ou 200 personnes.

Parmi les causes de cette situation, les analyses de corrélation permettent de placer, au tout premier rang, l'existence dans les P.M.E., d'une plus grande mobilité, d'une rotation plus rapide du capital et d'une intensité capitalistique moins poussée. Ce sont là des éléments liés au degré de complexification moindre qui caractérise les petites unités (39).

De plus en plus, à des degrés évidemment divers selon les secteurs et les nations, la P.M.E. apparaît comme un lieu d'innovation. Une étude réalisée pour la National Science Foundation par l'Institut Gellmann (40), indiquait que, sur 319 innovations majeures mises sur le marché au cours de la période 1953-1973 aux Etats-Unis, 48 % étaient dues à des entreprises de moins de 1000 personnes et montrait que la productivité de chaque dollar investi en Recherche-Développement, dans ces entreprises, était quatre fois plus élevée que celle constatée dans les grandes unités.

La P.M.E. apparaît aussi comme un lieu de création d'emplois. Michel Didier estime qu'en France, entre 1974 et 1981, derrière la façade d'une légère augmentation des effectifs ouvriers, se dissimule un double mouve-

---

(37) G. DUCHENE. — «Le travail non officiel dans les économies socialistes de type soviétique». — L.E.S. Paris 1, 1980.

(38) S. Evraert. — «Croissance, efficacité et rentabilité des petites et moyennes entreprises». — Thèse, Toulouse, 1978.

(39) A noter cependant que la mortalité des petites entreprises est plus élevée dans les deux premières années de leur existence.

(40) Institut Gellmann. — «International Trends in Science and Technology», 1975. — Publié dans Science Indicators N.S.F., 1976.

ment de réduction touchant 550 000 personnes dans les établissements de plus de 200 salariés, et d'augmentation de 550 000 emplois dans les établissements de moins de 20 salariés, les établissements intermédiaires ayant créé pour leur part 150 000 emplois (41). Le fait se vérifie dans plusieurs pays comme le montre notamment un rapport récent de l'OCDE (42).

«Small» aurait-il cessé de n'être que «beautiful» pour devenir «efficient»? (43)

4. En ce qui concerne l'organisation : les déplacements liés à la centralisation, les lourdeurs, les retards, les rigidités et les coûts qui en résultent pour l'appareil économique, permettent de comprendre les avantages d'une répartition territoriale des pouvoirs qui rapprocherait les centres de décision des niveaux où celle-ci produit ses effets. C'est à cela et non à une superposition d'échelons de délibération supplémentaires que doit aboutir une décentralisation bien conçue.

Nous avons dégagé ailleurs (44) et nous n'y reviendrons pas, les principes théoriques, inspirés d'une approche systémique (interdépendance, décentralisation par niveaux d'organisation, réduction des contraintes et bouclage des contrôles...) qui nous paraissent devoir présider à une organisation efficace du pouvoir de décision au sein de la société.

Il s'agit ici d'aménager la complexité afin de réduire la complication.

5. C'est en particulier par cette voie que passe la maîtrise des charges générales de la Nation dont nous avons dit l'impact sur l'appareil productif. La part des prélèvements obligatoires dans le P.I.B. s'élève de 35,4 % en 1970-1973 à 38,8 % en 1974-1979 et 43,9 % en 1982. Ces charges, comme nous l'avons vu, inévitablement répercutées par un canal ou par un autre — quel que soit leur mode de financement — finissent toujours par s'exprimer, à travers les prix de production, sur la compétitivité de l'appareil productif et finalement sur l'emploi.

---

(41) M. Didier. — «Crise et concentration du secteur productif», in *Economie et statistique*, n° 144, mai 1982, tableau 4 p. 6.

(42) OCDE. — *L'innovation dans les petites et moyennes entreprises*. — Paris, OCDE, 1982, notamment pp. 12 et suivantes.

(43) Gardons-nous évidemment de tout simplisme : certaines activités lourdes ne peuvent être le fait que des grandes entreprises ; les unités de taille plus modeste prospèrent souvent à l'ombre de ces dernières et il s'établit entre elles un partage des tâches et des risques qui nous interdit de séparer totalement les performances des unes de celles des autres. En outre, si la plupart des travaux utilisés ici nous parlent bien des entreprises c'est, dans le cas de l'étude de M. Didier, d'établissements qu'il s'agit. Mais le phénomène des groupes et des multinationales (facteurs incontestables de diffusion mondiale de la crise) peut alors être abordé sous son jour véritable : une unité financière susceptible — lorsque cela paraît nécessaire — d'être remise en cause sans qu'il soit forcément porté atteinte aux conditions d'efficacité du système qui se situent à un autre niveau.

(44) R. Passet. — *L'économie et le vivant*. — Paris, Payot, 1979. III<sup>e</sup> partie, chap. II. (Coll. Traces).

On pense, bien sûr, aux dépenses de l'Etat mais aussi aux charges sociales de la Nation, à propos desquelles il convient de se garder de deux tentations extrêmes :

— la politique des «supply-siders» qui fait supporter par les plus démunis le poids des économies nécessaires et aggrave les injustices ;

— à l'opposé une politique généreuse et impatiente qui, oubliant les contraintes de l'économie finit, à terme, par saper sa propre base de financement. Une stratégie se développe dans le temps. La première mesure sociale est de rétablir l'appareil productif qui permet à chacun de vivre de son travail.

Il n'est pas certain, de ce point de vue, que les créations d'emplois improductifs dans le secteur des services, contribuant au renforcement des charges et à la perte de compétitivité du système, ne se paient ailleurs par des suppressions plus importantes d'emplois productifs.

Ce n'est pas enfin, faire preuve d'un antimilitarisme primaire et ridicule que de souligner le poids des dépenses militaires. Le développement de ce secteur joue ici un rôle ambigu : par les recherches qu'il stimule et les débouchés qu'il ouvre, il contribue à soutenir une économie qui s'étiole ; mais par l'absorption des moyens qui lui sont nécessaires il contribue à l'asphyxie de ceux-là-mêmes qu'il s'efforce de maintenir en état de survie. Et, quoi que l'on en dise, l'importance de ses retombées technologiques sur l'ensemble de l'économie est restée modeste jusqu'à ce jour.

\*  
\* \* \*

On n'a évoqué ici que des mesures nationales, mais on aura compris qu'à travers elles c'est aussi de compétitivité internationale qu'il s'agissait. Ce parti-pris ne nous conduit pas à sous-estimer l'importance des interventions de court terme par les régulateurs économiques traditionnels. Il ne nous fait pas oublier, non plus, la nécessité d'une profonde remise en ordre du système monétaire international. Mais il paraissait essentiel de mettre l'accent sur des facteurs fondamentaux — généralement négligés — dont tout le reste semble dériver.

Demain, comme aujourd'hui, l'investissement, clé de toute reprise, ne réagira que si l'on s'attaque de front aux blocages structurels qui s'opposent à son efficience.

Par-delà l'économique, le bouleversement des forces de production et des modes de vie appelle la mise en place de nouvelles formes sociales ; l'évolution inévitable des systèmes de valeurs exige une attitude ouverte et réceptive.

Alors peut-être — chômage aujourd'hui, temps libre demain ? — les difficultés du présent n'auront-elles été en définitive que les signes annonciateurs d'un nouvel équilibre, toujours fragile et provisoire, des sociétés humaines.

# *La recherche scientifique en tant que création*

*Le cas de la Méditerranée : antécédents et prospective*

Mahdi Elmandjra (1)

*Pourquoi la créativité séculaire des peuples méditerranéens s'est-elle trouvée étouffée? Quelles furent les origines de cet exceptionnel rejet culturel et quelles sont aujourd'hui les chances et les obstacles — d'origines culturelle, sociale, politique — qui favorisent ou handicapent le développement culturel de cette région?*

Un fait incontesté dans l'histoire scientifique et culturelle de l'humanité est celui du rôle prépondérant joué par la Méditerranée en tant que lieu de naissance de trois religions monothéistes et en tant que berceau de cultures qui ont fortement marqué la destinée humaine en laissant des traces indélébiles dans les sillons de l'histoire. Il n'y a pas lieu de revenir sur ces évidences sauf pour constater deux autres évidences :

— Ces réalisations ont toujours été soit précédées, soit accompagnées par une grande créativité au niveau de la recherche scientifique prise dans son sens le plus large.

— La dynamique de la créativité et de la recherche dans la région méditerranéenne est en crise depuis au moins trois siècles. Sur la rive Sud et dans les pays musulmans du pourtour méditerranéen la créativité et la recherche ont commencé à baisser leurs rideaux à partir du XI<sup>e</sup> siècle lorsque des doctes ont décidé de fermer ce qu'on appelle la porte de l'*Ijtihad*. La décadence commença deux siècles plus tard vers le début du XIV<sup>e</sup> siècle. A ce stade la philosophie et la science arabe étaient déjà transmises à l'Europe par l'intermédiaire de l'Espagne.

---

(1) Professeur à l'Université Mohamed V, Rabat. Président de l'Association Internationale Futuribles. Ce texte a été présenté lors du colloque sur «la créativité méditerranéenne» organisé par l'Institut des Sciences de l'Homme. Barcelone, 26-28 avril 1982.

Sur la rive Nord le déclin s'est instauré à partir de 1650, d'après Fernand Braudel, et s'est amplifié après la révolution industrielle.

Deux mots sur une des causes majeures de la modification de la créativité dans la Méditerranée musulmane. Les sources du droit islamique sont par ordre hiérarchique :

- Le Koran : les paroles de Dieu
- La Sunna : la vie et les actes du Prophète
- Al Ijtihad 

}	<ul style="list-style-type: none"><li>• Al Qiyas : la déduction analogique</li><li>• Al Ijma' : le consensus</li><li>• Al Ray : l'avis personnel</li></ul>
---	--

Les deux premières sources sont des invariables tandis que les trois dernières qui constituent l'Ijtihad permettaient de chercher et d'innover. En fermant la porte de la recherche on a développé des structures mentales conservatrices, on a découragé l'innovation — «Al-Ibda'» — qui est devenu un tabou et on s'est rabattu sur le «taglid» ou l'imitation.

Cette évolution a rapidement débordé le domaine du droit pour envahir tous les autres secteurs de la pensée. La conservation et l'auto-reproduction ont pris la place de l'innovation et de la recherche.

Ce qu'Ibn Khaldoun écrivait au sujet de l'histoire dans sa *Muqaddima* (Discours sur l'Histoire Universelle) il y a exactement cinq cents ans s'appliquait à toutes les disciplines : «*On ne fait guère d'effort pour atteindre la vérité. La critique est myope, le plus souvent. La recherche historique allie étroitement l'erreur à la légèreté. La foi aveugle en la tradition (taglid) est congénitale*».

Les systèmes d'éducation ont maintenu pendant longtemps ce traditionalisme et ont de ce fait étouffé la créativité et la recherche. Les sciences, la littérature, l'architecture, l'artisanat, la musique et la poésie ont pris le même chemin.

Le poids du passé est lourd, c'est ce qui explique la fierté fort justifiée des Méditerranéens, leur sens d'identité et la relative stabilité de leur système de valeurs socio-culturelles. Ceci est un acquis indiscutable mais c'est aussi un frein à l'innovation si on ne parvient pas à dynamiser ce système de valeurs afin qu'il puisse favoriser la participation et l'anticipation.

La culture méditerranéenne a d'abord été une vision, un devenir et un projet de société avant de se transformer en une culture de musée avec des institutions sociales séculaires qui émettent de puissants anti-corps chaque fois qu'il est question de transformation.

Cette résistance au changement est véhiculée par les systèmes d'éducation et par la famille. Cette dernière, en particulier, est peut-être la caractéristique la plus spécifique à l'ensemble du pourtour méditerranéen — c'est un atout pour la cohésion et la stabilité de la société. Mais dans ses formes ancestrales et statiques tel que le statut de la femme elle constitue un obstacle qu'il

faudra franchir sans détruire les aspects positifs qu'elle devra continuer d'apporter à la construction de la société du XXI<sup>e</sup> siècle (2).

Après le passé et avant le futur, qu'en est-il du présent ? La Méditerranée aujourd'hui c'est trois cent trente millions d'habitants et un produit intérieur brut de plus de 1350 milliards de dollars (chiffre de 1980). La Méditerranée est une région riche avec des populations pauvres à cause des grandes inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays.

La France et l'Italie — avec 1/3 de la population totale — représentent à elles seules les 2/3 du P.I.B. de la région. Si on y ajoute l'Espagne cela fait 80 % du P.I.B. pour 45 % de la population. Avec la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie en plus on obtient 90 % du P.I.B. pour les 2/3 de la population des pays méditerranéens.

Démographiquement l'ensemble des Etats méditerranéens est à 70 % européen, en termes économiques il l'est à 90 %. Il est vrai que la Méditerranée est beaucoup plus un ensemble de populations et de cultures qu'un groupe d'Etats (l'Etat-Nation n'est pas une invention méditerranéenne).

Il y a une Europe du Sud — c'est une réalité socio-culturelle distincte de celle de l'Europe du Nord. Le dialogue Nord-Sud a d'abord commencé à l'intérieur des pays méditerranéens européens et se poursuit aujourd'hui entre l'Europe du Nord et celle du Sud en vue de surmonter la résistance que rencontre l'élargissement de la Communauté Economique Européenne.

Le Sud, avec 10 % des ressources et 30 % de la population méditerranéenne, un taux d'analphabétisme de 60 %, une économie extravertie qui n'est pas encore parvenue à couper le cordon ombilical qui le lie aux anciennes métropoles, une balkanisation qui provoque et attise les conflits armés, une ingérence directe ou par personne interposée des grandes puissances dans ses affaires intérieures, un manque de respect notoire pour le processus démocratique comme pour les droits de l'homme et la dignité de la personne, est loin d'avoir trouvé l'équilibre minimum et le sens des priorités que requiert le développement de la recherche scientifique. Le tableau est sombre et les défis qui attendent le Sud méditerranéen paraissent à ce stade presque insurmontable. Le plus urgent de ces défis c'est la mise sur pied de modèles de développement endogène sans lesquels on ne peut pas élaborer de politiques de recherche scientifique pertinentes.

La Méditerranée est une mer et une terre de miracles et peut-être verra-t-on ces modèles en œuvre avant la fin du siècle.

En l'an 2000 qui n'est pas bien loin, la population totale des pays méditerranéens passera de 330 à 440 millions. La population de la rive Sud, qui représente actuellement moins du tiers du total, passera alors à 52 %.

---

(2) Kenzo Tange le grand architecte japonais, a écrit : «La tradition en soi ne peut être la force motrice de la création, mais elle porte en soi la force pour stimuler la création».

Du point de vue des ressources l'écart sera encore plus grand entre le Nord et le Sud du bassin. Le Sud européen rattrapera sans aucun doute une bonne partie de son retard en matière de recherche scientifique grâce à l'économie d'échelle qu'offrira le marché commun et à l'augmentation accrue de ses compétences humaines. Les systèmes de valeurs socio-culturelles en feront les frais. Qu'advient-il aux «Destins collectifs» dont parle Braudel en utilisant le pluriel pour marquer l'unité dans la diversité ? La Méditerranée retrouvera-t-elle sa cohérence ou consolidera-t-elle sa bipolarisation ?

Si on laisse de côté pour un instant la géopolitique pour parler en termes géoculturels on constatera que la Méditerranée a déjà perdu son autonomie en tant qu'ensemble et qu'elle est fortement dépendante, au Sud comme au Nord, du monde industrialisé. Elle fait partie de cette «périphérie» qui ne se limite pas qu'au tiers-monde et elle gravite autour d'un «centre» qui la manipule à son gré.

Si l'on voulait prendre le risque de la simplification on serait tenté de dire que le Nord de la Méditerranée ne rêve que d'une chose : c'est d'intégrer le Centre, alors que le Sud n'aspire qu'à une chose : c'est de se libérer de cette force de gravité.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les progrès technologiques n'ont pas amélioré la circulation des idées, des biens et des personnes à l'intérieur du bassin méditerranéen. Si l'on se réfère aux statistiques que nous livre Braudel dans son magistral ouvrage on constatera qu'une lettre met plus de temps aujourd'hui entre Fes et Venise qu'il y a trois siècles. Il en est de même pour la traduction et la circulation d'ouvrages scientifiques malgré l'informatique, les communications spatiales et la télématique.

Au temps de Philippe II, et bien avant, il y avait tout autour de la Méditerranée, une passion pour la connaissance et l'innovation, un sens de la curiosité, et une tolérance intellectuelle mutuelle malgré les affrontements et luttes religieuses. Aujourd'hui malheureusement les choses ne sont plus les mêmes, au point où l'on peut se demander si l'on peut raisonnablement discuter de la prospective de quelque chose qui aurait déjà cessé d'exister.

Mon analyse est sévère. J'en suis conscient. La prospective de la recherche scientifique est avant tout une prospective de la culture et des systèmes de valeurs qui la sous-tendent. René Maheu disait : «Le développement c'est la science devenue culture». Une des thèses centrales de Prigogine, Prix Nobel de Physique, est que la culture a «une influence sur le contenu et le développement des théories scientifiques». C'est pour cela qu'il maintient qu'il «est urgent que la science se reconnaisse comme partie intégrante de la culture au sein de laquelle elle se développe» (3).

Je me réfère à Prigogine parce que sa démarche est capitale pour la pros-

---

(3) Prigogine, I. — *La nouvelle alliance*. — Paris, Gallimard, 1979, p. 23

pective de la recherche scientifique. Il a contribué à la démythification d'une idée qui a la vie dure — celle qui maintient que la science est neutre et qu'elle est universelle. Que dit-il à cet égard ? « *Nous pensons que notre science s'ouvrira à l'Universel... au moment où elle sera capable enfin d'un dialogue... avec les hommes de toutes cultures, dont elle saura désormais respecter les questions* » (4).

La question qui se pose est de savoir si à l'avenir la recherche scientifique méditerranéenne va être dans sa problématique comme dans sa méthode, son contenu et ses finalités, l'expression de son milieu culturel ou si elle va tout simplement se développer par transfert et par mimétisme. La recherche méditerranéenne sera-t-elle simplement un produit d'importation résultant d'une créativité culturelle exogène ou sera-t-elle également un produit d'exportation résultant d'un effort culturel endogène ? La réponse à cette question est vitale pour l'avenir de la recherche scientifique méditerranéenne. Permettez-moi de me référer encore une fois à Braudel qui dit : « *Il n'y a de civilisations vivantes que capables d'exporter leurs biens au loin, de rayonner. Une civilisation qui n'exporterait pas d'hommes, de façon de penser ou de vivre, est inimaginable* ».

Pour M. Riccardo Petrella, sociologue italien, responsable du Programme de Recherche FAST à la Commission des Communautés Européennes, le problème est réglé car : « *Les valeurs socio-culturelles spécifiques à la Méditerranée du Nord sont des valeurs résiduelles. A l'heure actuelle, la civilisation de la Méditerranée du Nord a été vaincue par une autre civilisation et se trouve en voie de disparition* » (5).

L'analyse de Petrella est valable même si à mon avis elle est un peu trop catégorique. La recherche scientifique méditerranéenne liée au milieu culturel méditerranéen étant encore très faible, elle ne pourra pas pendant plusieurs années à venir, résister sans difficultés aux pressions externes. Pourrait-on parvenir à une véritable transformation qui a assez longtemps tardé tout en surmontant l'attrait facile du mimétisme et sans s'exposer au déracinement et à l'aliénation dans le futur ?

Pour certains Méditerranéens du Nord il ne s'agit pas d'aliénation mais d'intégration. Il n'appartient pas à un Méditerranéen du Sud de se prononcer pour ceux du Nord car il est déjà assez difficile de le faire pour sa propre région. Au niveau de la recherche scientifique encore plus que dans les autres domaines, la Méditerranée ne constitue pas un ensemble homogène. Les pays du Nord dépensent actuellement environ 2 % de leur P.I.B. en moyenne pour la recherche et le développement (R & D) soit près de 25 milliards de dollars par an alors que ceux du Sud qui y affectent moins de 0,3 % en

---

(4) Prigogine, I. — op. cit., p. 28.

(5) Colloque de Rome sur l'élargissement de la communauté européenne, juin 1981.

moyenne ne dépensent que \$400 millions environ. Le rapport est de 1 à 60. Si on tient compte de la répartition démographique, le rapport demeure assez élevé : 1 à 25.

La rive Nord a à peu près 1 500 hommes de science et d'ingénieurs par million de population soit environ 350 000 alors que la rive Sud en a 250 par million soit un total de 25 000. Ces inégalités ne pourront que croître si les choses continuent sur leur lancée actuelle.

Le déséquilibre est tel que le scénario d'une «coopération» scientifique dans l'«interdépendance» et le «co-développement», pour reprendre des expressions à la mode dans le Nord, n'est plus objectivement défendable. La partie méridionale de l'Europe aura déjà accentué sa dépendance à l'égard du centre comme suite logique de son intégration économique. La rive Sud de la Méditerranée aurait alors à subir une dépendance au carré.

A court terme — c'est-à-dire durant la présente décennie, il y a de fortes chances que le Sud suive ce scénario dit de la «Coopération» car c'est celui qui est en cours en tant que produit de l'extraversion et du mimétisme. C'est celui du transfert de la science et de la technologie — comme si celles-ci se transféraient par des coups de plumes ou de chèques. Après l'usine «clé en main» on importe des idées «clé en tête».

De nouveaux modes de coopération ne pourront voir le jour que dans deux ou trois décennies après la rupture Nord-Sud qui se produira à cause de l'absence de vision du Nord qui essaie de maintenir sa domination à tout prix. Ce n'est pas une prospective pessimiste. C'est tout simplement la prévision d'une mutation indispensable pour la survie du système. Rupture ne signifie pas pour moi découplage («delinking») ou autarcie. Il n'est plus possible de vivre dans l'isolement. Je donne à ce terme «rupture» le sens que lui donne Piaget en psychopédagogie lorsqu'il décrit les stades d'évolution de l'apprentissage chez les enfants.

Le contenu de la recherche scientifique subira cela va sans dire d'importantes modifications. La société humaine dans son ensemble et plus particulièrement les pays industrialisés vivent actuellement une transition entre une civilisation de production qui agonise et une société de connaissance et de savoir qui émerge. L'information sera de plus en plus la matière première du développement grâce aux progrès de la biogénétique, de la neurophysiologie, de l'informatique, de la robotique et des sciences de l'espace. A cela s'ajoute la progression exponentielle de l'histoire. Le total de nos connaissances double actuellement tous les huit ans. Selon Neel, prix Nobel de physique (France) le volume de la production scientifique en 1985 sera égale à tout ce qui a été publié entre la Renaissance et 1976. L'absorption, la transformation, le stockage, et l'exploitation systématique de cette information constitueront le fondement de la société post-industrielle qui est aux portes du Nord. En l'an 2000 les deux tiers de la force active des Etats-Unis travaille-

ront dans les secteurs de l'information et du savoir. Le Sud y accédera en tant qu'auditeur libre par faveur, à un coût exorbitant — à condition qu'il accepte d'accroître sa dépendance.

Et ceci pour deux raisons relativement simples. Tout d'abord la recherche dans les disciplines sus-mentionnées requiert une économie d'échelle et des ressources financières dont le Sud de la Méditerranée ne disposera pas avant des décennies. A titre d'exemple, le coût d'une seule banque de données respectable est aujourd'hui de l'ordre de 30 millions de dollars.

La seconde raison est beaucoup plus sérieuse. Tout le monde sait que la recherche scientifique à des fins militaires dans les pays industrialisés est la source principale des développements dans les disciplines de pointe. On sait aussi que 60 % des chercheurs dans le monde travaillent pour le secteur militaire. Selon Robert Hollomon les trois quarts des dépenses de R & D aux Etats-Unis sont consacrés à la défense, à l'astronautique, et à l'énergie nucléaire. C'est ici que la science mène à la culture, à l'éthique et à la philosophie en posant les problèmes de finalité.

La civilisation industrielle a sacrifié le «pourquoi faire» pour le «comment faire». Nous vivons dans l'idolâtrie du «Know How» même si ce dernier a mené l'humanité à développer un arsenal capable de tuer dix fois la population du globe. On est bien loin de l'humanisme méditerranéen et de la recherche scientifique entièrement consacrée à l'amélioration de la condition humaine et qui alliait la science à la philosophie, à la poétique et à l'esthétique.

Aujourd'hui la prospective de la recherche scientifique, dans le monde comme en Méditerranée, est avant tout l'analyse de la problématique de la survie de l'espèce humaine. Les mêmes sociétés qui contribuent au développement hallucinant de la science sont pour le moment incapables de produire des structures politiques et socio-culturelles novatrices ni des systèmes d'éducation qui permettraient de maîtriser une complexité croissante et améliorer la qualité de la vie sur cette planète. L'élément humain ne figure pas dans l'équation du développement industriel. L'épanouissement n'est pas sa priorité.

Le foetus de la société post-industrielle semble suivre la même voie tout en l'accentuant.

La prospective de la recherche scientifique méditerranéenne c'est aussi la prospective de la dimension spirituelle qui a toujours caractérisé les cultures méditerranéennes depuis des millénaires.

Le spirituel est ce qui a souvent aidé les méditerranéens à atténuer l'arrogance — le premier ennemi de la science — et à se préoccuper des finalités de la recherche scientifique. Le spirituel valorise la conscience dans le phénomène de la créativité. Ceci est un sujet qui mériterait tout un colloque en soi. Je n'insisterai pas là dessus, mais il est inconcevable de parler de n'importe

quelle question concernant la Méditerranée sans évoquer le spirituel qui fait partie de son patrimoine culturo-génétique.

Vous comprendrez — à la lumière de tout ce qui précède — qu'il est difficile d'envisager dans les 10 ou 15 années à venir une véritable recherche scientifique méditerranéenne où des chercheurs des rives Nord et Sud travailleraient comme des partenaires égaux autour d'objectifs et de programmes définis en commun. C'est un rêve pour lequel il faudra œuvrer dès aujourd'hui tout en sachant que sa réalisation ne pourra voir le jour que vers le début du XXI<sup>e</sup> siècle car il requiert une redistribution plus équitable des ressources et une transformation des structures mentales qui demandera plus d'une génération. D'ici là le Sud de la Méditerranée aura peut-être trouvé une nouvelle vitesse de croisière et un minimum de cohérence politique, d'intégration économique, de libération sociale, d'identité culturelle et une qualité de vie lui permettant d'envisager des nouvelles formes de coopération avec le Nord du bassin. Quant au Nord de la Méditerranée, il aura surmonté son complexe d'infériorité à l'égard de l'Europe industrielle ainsi que son complexe de supériorité envers les anciennes colonies du Sud du bassin.

Il est utile de préciser que si la Méditerranée a de tout temps baigné dans des cultures qui s'interpénétraient, le concept de culture méditerranéenne n'était jamais évoqué.

La notion de «Méditerranéité» est récent. Elle date de l'occupation de l'Algérie quand la rive Nord s'est implantée sur les côtes méditerranéennes de l'Afrique. Vous ne trouverez aucune référence à la Méditerranée en tant qu'ensemble géo-culturel chez un auteur arabe avant les années 1920. Ces auteurs se comptent sur les bouts des doigts et faisaient partie de l'école des Levantins qui a fait long feu. Il y avait aussi Taha Hussein qui dans sa thèse de doctorat sur l'avenir de la culture égyptienne avait découvert l'Hellénisme et la Latinité et voulait en faire la base du développement culturel de son pays. C'était dans les années 30. Dix ans plus tard il avait changé d'avis.

Ces précisions sont importantes car la Méditerranée en tant que concept et non pas en tant que pluralité d'héritages culturels ou zone touristique est une invention de la rive Nord avec une motivation qui était beaucoup moins d'ordre scientifique que de nature coloniale. Le processus de décolonisation de ce concept a commencé, mais il reste un long chemin à parcourir.

Concluons sur quelques idées positives et constructives pour le court et moyen terme qui pourront faciliter ce qui ne pourra se réaliser qu'à long terme. Il est possible d'envisager dès demain de modestes programmes conjoints de recherche scientifique sur la Méditerranée par des méditerranéens des deux rives. A mon avis les domaines qui se prêteraient le mieux à une pareille entreprise seraient :

— La recherche agronomique, car le problème le plus sérieux du Sud est celui de l'autosuffisance alimentaire.

## *La recherche scientifique en tant que création*

— La recherche médicale, la Méditerranée a un taux de mortalité infantile élevé et un taux d'espérance de vie relativement bas. En outre certaines maladies qui sévissent autour du bassin sont de nature régionale.

— L'écologie et les études sur l'environnement pour faire face aux diverses pollutions qui menacent la Méditerranée.

— La recherche appliquée dans un secteur de pointe telle que l'informatique ou la biogénétique.

— La recherche historique pour corriger certains excès chez les historiens des deux rives qui ont volontairement déformé la réalité pour inculquer des préjugés qui subsistent encore.

— La recherche linguistique pour sauvegarder le pluralisme culturel de la Méditerranée et pour ne pas voir les langues de la région succomber, surtout dans les domaines scientifiques, à un impérialisme linguistique — d'où qu'il vienne.

— La recherche sur la créativité qui est sans aucun doute un des sujets les plus passionnants et les plus vitaux pour la survie des cultures méditerranéennes.

La mise en œuvre de ces projets de recherche devrait se faire de la manière la plus informelle possible, en évitant au maximum la bureaucratie des instances gouvernementales nationales comme celle des organisations internationales inter-gouvernementales et en se concentrant sur les universités et instituts de recherche. Pour éviter des déséquilibres et assurer une véritable parité au niveau de la créativité il y a lieu d'exclure le principe de l'aide financière en optant pour un financement conjoint.

Cette idée aussi peut paraître comme un rêve. Mais si on ne peut pas rêver dans un colloque consacré à la créativité où pourrait-on le faire ?

# Observations locales du changement social

Michel Forsé (1)

*« Faut-il penser qu'avec la moyennisation de la hiérarchie sociale, la consommation de masse, l'urbanisation des campagnes, etc. la société française s'homogénéise ? ». Les statistiques nationales et les grandes fresques sur le changement social cachent en fait de grandes diversités locales. Pour les mieux discerner, plusieurs équipes pluridisciplinaires se sont consacrées depuis cinq ans à l'observation continue du fonctionnement social dans diverses localités. Michel Forsé, sans prétendre rendre compte de tous les enseignements tirés de cet exercice, montre ici l'intérêt d'une telle démarche en l'illustrant par divers exemples concrets, relatifs aux domaines de qualification et d'emploi, à l'économie informelle et à l'articulation rural-urbain.*

Depuis à peu près cinq années, plusieurs équipes pluridisciplinaires (sociologues, économistes, juristes, géographes, ethnologues etc.) de chercheurs des universités ou du CNRS ont analysé de façon continue une soixantaine de terrains (2). Les mêmes lieux ont été observés pendant une longue période en prenant en compte la totalité du fonctionnement social de la localité. Autrement dit, les transformations d'institutions, les flux de personnes, les événements qui sont analysés, sont restitués dans la globalité de la société locale. Ces prémisses ne sont pas neutres sociologiquement, elles reposent sur un parti scientifique qui fut adopté au départ et dont nous essayerons de dégager les grandes lignes.

Bien sûr, il ne nous sera pas possible de faire un compte rendu exhaustif de tous les travaux (une soixantaine) qui ont ainsi été effectués et nous nous en excusons auprès des auteurs que nous ne pourrons citer. Nous avons donc

---

(1) Attaché de recherches à l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques.

(2) Observation Continue du Changement Social et Culturel (O.C.S.), sous la direction de J. Lautman.

choisi de nous attarder sur les recherches qui exposent les grandes problématiques d'approche de la localité et du changement qui se sont construites au fur et à mesure que les observations avançaient.

Enfin, nous prendrons trois exemples, les problèmes de l'emploi, l'économie informelle et l'articulation rural/urbain (domaines où d'ailleurs les recherches économiques semblent aujourd'hui piétiner quelque peu), pour montrer la spécificité et la fécondité de l'approche localisée. Ceci posera bien sûr le problème rémanent du rapport entre le micro et le macro social.

### *Le parti scientifique de départ : la localité et le changement social*

L'idée maîtresse du programme était qu'une grande partie des phénomènes de changement social ne peuvent s'analyser, de manière scientifique, qu'à l'échelon local parce que, là, les divers phénomènes réagissent les uns sur les autres et qu'il faut donc recomposer les divers aspects de la localité pour comprendre sa relative autonomie et sa dynamique propre.

Si l'ensemble des chercheurs semblent s'accorder sur cette idée, il n'en demeure pas moins des divergences sur le sens qu'il faut donner à la notion de localité. Pour les uns il s'agit d'une échelle où l'on peut mieux lire certaines tendances ou certains mécanismes qui sont, en quelque sorte, obliés par l'analyse nationale ; pour les autres, l'effet de localité est un objet d'étude en soi qui doit aboutir à la construction d'une véritable théorie.

Pourtant, même en ce second sens, tous les travaux de recherche ont, avant tout, une ambition empirique : décrire des mécanismes de changement dans leur environnement local compte-tenu des influences nationales. Ce ne sont donc ni les individus, ni les grands courants nationaux qui font l'objet premier des investigations. Cela signifie que le changement social n'est jamais conçu comme un processus de diversification des tendances nationales dans les différentes fractions de la société française qui ne laisseraient plus à l'individu qu'une certaine liberté d'adaptation. En ce cas, en effet, il se résumerait à un jeu de tendances lourdes, nationales ou internationales. Il serait « inventé » par des élites, des catégories dirigeantes et descendrait l'échelle sociale jusqu'à atteindre les couches les plus modestes ; certes, en « descendant » il pourrait se modifier, atteindre plus ou moins vite telle ou telle catégorie etc., mais il ne serait pas réellement réorienté.

Face à cette interprétation, certains chercheurs de l'O.C.S. ont, en quelque sorte, retourné la perspective et choisi de regarder le changement *comme s'il* était produit localement, à la base, par des individus, des institutions et des groupes — parti pris de recherche dont la valeur se mesurera à l'aune des résultats mais qui se fonde toute de même sur plusieurs observations.

Les monographies de village montrent que tout semble se passer comme

si les tendances nationales étaient si nombreuses et si contradictoires entre elles, que leurs incohérences donnent une possibilité de choix, une liberté stratégique aux agents économiques, sociaux et politiques. Non seulement, ils n'ont pas à s'adapter mais ils peuvent choisir, dans ce que leur propose la société globale. Ils peuvent détourner des mesures nationales pour les réorienter dans un sens favorable à leurs intentions. Par exemple, la même législation concernant les modes de faire valoir de la terre ou les droits de succession peut être utilisée en des sens exactement inverses en Bretagne, en Beauce ou dans le Midi. Il ne s'agit pas là d'un simple « archaïsme » hérité de structures paysannes. Les statistiques de l'INSEE sur la consommation nationale ont l'air de suivre une pente inchangée, comme si la tendance nationale était imperturbable. Au contraire à l'échelon local on observe des réagencements radicaux et il semble difficile de prétendre que les pratiques de consommation se distribuent continûment du haut en bas de l'échelle sociale. D'autres comportements paraissent d'ailleurs remonter cette échelle : les relations sexuelles pré-maritales puis la cohabitation juvénile, par exemple. Enfin, les études sur l'administration française, notamment celle de Pierre Grémion (3) ont montré que le développement des administrations nationales, loin de réduire les localités et les citoyens à une condition de sujet passif, nécessitait une revitalisation des responsabilités locales pour qu'un dialogue puisse s'établir entre fonctionnaires et élus locaux, ne serait-ce que parce que ces derniers servent à coordonner l'action de multiples administrations départementales concurrentes. Le système politico-administratif français est un mécanisme d'agencement entre le local et le national où il est difficile de dire qui influe le plus sur l'autre.

Adopter une telle conception du changement social implique de révoquer en doute l'idée selon laquelle notre société, en se massifiant, s'homogénéise. Ce diagnostic très répandu se fonde sur les statistiques nationales qui analysent la diffusion des biens de grande consommation et des pratiques collectives. Or, les études de terrain locaux montrent que les moyennes nationales cachent les diversités locales et régionales. Toutes ces différences résultent des stratégies des individus et des groupes qui cherchent à se définir, à se donner une image et une identité en se distinguant des « autres ».

Non seulement la massification de la consommation et la « moyennisation » de la hiérarchie sociale n'ont pas conduit à une homogénéité des modes de vie mais elles semblent plutôt avoir exacerbé « la logique de la différence » à l'œuvre tant au niveau local que national.

Etant donnée cette approche du changement, le problème est de savoir comment s'agencent entre elles l'homogénéisation prouvée par les statistiques de l'INSEE et les diversités locales constatées sur le terrain. Bien que de

---

(3) Grémion, Pierre. — *Le pouvoir périphérique*. — Paris, Le Seuil, 1976.

différentes manières, cette question de fond se retrouve dans toutes les problématiques développées par les chercheurs du programme.

Le changement social y est compris comme produit par une multitude de décisions individuelles ou collectives. Il est le résultat de l'agrégation de stratégies qui peuvent être celles des groupes domestiques, des groupes sociaux localisés ou des institutions.

## *Quatre problématiques d'analyse du changement social*

Dans la somme que représente les travaux de l'O.C.S., les directions de recherche ont été très diverses. Néanmoins, au fur et à mesure de l'avancement de ces travaux, quatre grands axes d'analyse locale du changement se sont précisés. Et l'on peut aujourd'hui penser que, peu ou prou, une bonne partie de ces recherches se rattache à une ou plusieurs de ces quatre problématiques.

### *L'analyse des modes de vie*

La famille est assurément une des médiations importantes du changement social et culturel et, en ce sens, une analyse de son organisation et de son fonctionnement pratique et idéologique devrait permettre de comprendre les possibilités de changement qu'elle recèle réellement.

A partir d'enquêtes sur les budgets-temps et les activités des ménages à Toulouse-le-Mirail, l'équipe de recherche de l'Université du Mirail (4) montre que la famille forme un ensemble d'activités dont l'observation permet de dégager le système. C'est ce système qui reflète et produit un mode de vie familial où les activités individuelles, à l'intérieur et à l'extérieur du ménage, sont en interdépendance ; ce qui contraint l'ensemble à se modifier dès que l'une d'elle varie. Le mode de vie sera alors défini comme : «l'ensemble des activités domestiques et sociales d'un groupe domestique considéré comme un système de contraintes et de ressources».

Le ménage est considéré comme le lieu où se retrouve ce qui lui est propre, sa vie intime, et ce qui lui est extérieur, le travail professionnel, la parenté, l'école, etc. Si le groupe domestique est bien ce système d'activités, chacune de celles-ci et leur ensemble nécessitent des ressources et produisent des contraintes. C'est le couple contraintes/ressources localisées (3) qui constitue la base du système.

---

(4) J. Curie et al. — «Le système des activités des ménages au Mirail : changement de la famille, changement par la famille», in *Cahiers de l'OCS*, vol. I, Paris, CNRS, 1982.

(5) Les activités se déroulant dans un environnement déterminé (essentiellement le domicile qui procure les ressources et détermine les contraintes).

Dans certains cas, l'augmentation du volume d'activité d'un individu peut être compensée par un transfert sur un autre membre du groupe domestique. Si le choix individuel apparaît par là comme pré-contraint par le système qui l'enserme, une modification, un choix d'activité devront être interprétés comme des orientations stratégiques. C'est toujours l'ensemble du système et le système individuel qui se trouvent modifiés. Cette constatation est corrélative de deux observations :

— il existe un noyau fondamental d'activités physiologiques et sociales que tout groupe domestique doit effectuer (sommeil, repas, etc.) ;

— les activités ont des degrés d'élasticité variables mais qui sont toujours affectés d'un seuil au-delà duquel le groupe domestique entre en crise ou disparaît parce qu'elles ne sont plus assimilables en son sein.

On peut ainsi penser que le travail domestique de l'homme devient de plus en plus nécessaire lorsque le couple travaille à l'extérieur. L'enquête effectuée au Mirail fait d'ailleurs apparaître une élévation importante de la part des hommes aux activités domestiques (6) par rapport à des résultats antérieurs.

Au total, l'analyse des modes de vie (compris comme produit et reflet des systèmes d'activités des ménages) montre que si la famille change, elle est aussi un des facteurs du changement social dans la mesure où les modifications qui se produisent en son sein, affectent les relations qu'elle entretient avec son environnement.

### *L'analyse des stratégies et l'identité sociale*

Un certain nombre de chercheurs du programme ont étudié les pratiques de sociabilité dans plusieurs quartiers résidentiels urbains (7). Ces pratiques recouvrent tout aussi bien les rapports de voisinage que la participation aux associations locales, les rencontres avec les parents, les amis... Mais l'accent a surtout été mis sur les relations sociales de quartier.

A des degrés divers, chaque quartier est porteur d'une image sociale (8) produit tant par son histoire locale que sa composition sociale actuelle et il joue, pour ses habitants, un rôle important dans leur recherche d'identité sociale. C'est dans les rapports avec les autres que se forge cette identité : ils vous renvoient votre propre image et votre conduite est déterminée (au

---

(6) Entre 1/3 et 1/4 du travail domestique est assuré par les hommes et 44 % chez les ouvriers.  
(7) cf. entre autres : B. Bensoussan et J. Bonniel. — «Le quartier de la Croix-Rousse à Lyon», in *Archives de l'O.C.S.*, Paris, CNRS, 1979, vol. I, pp. 101 à 138.

O. Benoit-Guilbot. — «Identité sociale, action collective et pouvoir résidentiel à Jaricourt», in *Cahiers de l'O.C.S.*, vol. VI, Paris, CNRS, 1982.

C. Modai et M. Robert. — «Sociabilité et associations à la place des fêtes (Paris XIX<sup>e</sup>)», in *Cahiers de l'O.C.S.*, vol. VI, Paris, CNRS, 1982.

(8) Il ne s'agit pas seulement d'une représentation gratuite des clivages sociaux, mais d'une perception d'autrui et de soi qui oriente les conduites dans tel ou tel type de situation.



moins en partie) par l'image que vous souhaitez recevoir d'eux. Autrement dit, dans cette sociabilité de quartier, les individus classent autrui et se classent eux-mêmes sur des échelles sociales où chacun tente plus ou moins de se donner et de recevoir une image favorable de lui-même.

On peut supposer à un moment donné, une adéquation entre l'image sociale d'un lieu de résidence et une partie de sa population (celle qui trouve dans cette image la marque de son identité sociale). Cette adéquation suggère un jeu stratégique possible : des acteurs miseraient sur leur lieu de résidence pour valoriser l'image d'eux-mêmes qu'ils souhaitent donner à autrui. Le lieu de résidence et les possibilités d'action qu'il autorise seraient alors utilisés en fonction du projet identitaire.

Si le quartier est bien un instrument qui sert à la construction de l'identité des individus, l'image du lieu peut servir d'appel à des individus qui viennent s'installer là parce qu'ils pensent qu'ils vont trouver un milieu avec lequel ils se sentent à ton. De ce point de vue, une des études les plus exemplaires concerne le XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris (9) où l'on a vu se succéder un certain nombre de populations. Les petits employés relativement âgés, ont été remplacés par des «soixante-huitards», pédago-psychologues (peut-être attirés par l'histoire locale) (10), puis par des cadres un peu plus argentés. Ces «soixante-huitards» ont défini l'image, puis les cadres ont revalorisé l'en-

(9) S. Chalvon-Demersay. — «La répartition des tâches ménagères chez les concubins du XIV<sup>e</sup>», in *Cahiers de l'O.C.S.*, vol. VI, Paris, CNRS, 1982.

(10) Le XIV<sup>e</sup> comptait de nombreux artistes jusqu'au milieu du siècle.

droit, si bien qu'à présent, les cadres supérieurs commencent à arriver et les lecteurs de *Libération* peuvent partir. De leur côté, les commerçants ont compris spontanément cette succession de styles de vie, ils s'y sont parfaitement adaptés et on même contribué à l'accuser. Il est bien clair que ces populations se sont succédées en quête d'identité et que c'est la raison pour laquelle ils ont choisi ce quartier.

Pour une sociologie du changement, cette problématique peut donc permettre de répondre à certaines questions sur la mobilité. Le choix du quartier, au-delà des critères économiques, est un choix de relations sociales et par conséquent de l'image sociale qu'elles renvoient.

### *L'analyse des groupes sociaux localisés*

Plusieurs observations ont conduit à penser que la stratification sociale nationale des macro-sociologues, les stratifications socio-professionnelles de l'I.N.S.E.E. ou les luttes de classes des marxistes ne prennent véritablement leur sens que si on les restitue dans la localité. Certains chercheurs ont donc essayé de reconstruire des groupes sociaux locaux en les définissant localement comme classes sociales (11).

La démarche pour définir ces groupes consiste à partir d'une analyse économique de la localité. Mais cela ne conduit encore qu'à une appréhension quantitative du poids relatif des différents groupes sociaux. Pour aller plus loin, il faut analyser le fonctionnement de ces groupes au niveau politique, organisationnel et des moyens mis en œuvre pour s'insérer dans la localité.

En suivant cette méthode, les travaux qui relèvent de cette problématique, comme les recherches sur les stratégies d'identité (dont nous venons de parler), s'accordent pour montrer que la situation des groupes dans les rapports de production n'est plus aussi déterminante qu'autrefois lorsqu'on essaye d'expliquer les clivages sociaux. Même en milieu rural, on retrouve cette idée. Les agriculteurs se hiérarchisaient surtout à partir de la dimension de leurs exploitations et de leur politique de gestion technico-économique. Aujourd'hui, les activités annexes fournissent des revenus mais aussi un statut social qui n'est pas directement dépendant de l'exploitation.

On peut donc identifier, dans chaque localité, une stratification de groupes sociaux qui ont chacun leurs ressources, leurs contraintes, leurs valeurs, leurs stratégies. L'analyse comparative montre que tel groupe dominant ici peut fort bien être dominé ailleurs. Si bien que le problème qui se pose finalement, pour cette approche, est celui de savoir comment ces innombrables stratifications locales peuvent s'agréger en une stratification nationale.

---

(11) cf. notamment : J.C. Garnier et P. Verges. — «Manosque au regard de l'histoire et de ses groupes sociaux», in *Cahiers de l'O.C.S.*, vol. IX, Paris, CNRS, 1982.

### *L'analyse des systèmes classifiants et unifiants de rapports sociaux*

L'approche localisée des problèmes de formation et d'emploi (12) fait apparaître un système d'analyse dont nous allons examiner ici les bases avant de revenir plus loin sur les conséquences. L'élément le plus important de ce système concerne la qualification.

Dans les chantiers de Port-de-Bouc (analysés par les chercheurs cités en note), la qualification est d'abord collective. Le travail est l'œuvre d'une équipe. On fait donc très attention à sa composition. Il est possible que tel ou tel soit un ouvrier médiocre mais qu'il se révèle très utile dans le travail en équipe. On a affaire à une qualification concrète qui intègre les savoir-faire et les capacités de coopération donc tout un système de relations. Cette qualification est produite en partie par l'école mais c'est surtout la socialisation aux règles du système social local qui fait qu'on n'imagine pas en l'occurrence pouvoir aller travailler ailleurs qu'aux chantiers Port-de-boucains, qu'on respecte la hiérarchie ouvrière et que l'on admet l'étroite imbrication des systèmes de relations au travail et hors-travail (famille, voisins, amis...) et le système d'embauche qui en résulte. Il s'agit, en somme, de *qualification sociale*. Bien sûr, à côté de cette qualification concrète, qui est inséparable des collectifs de coopération et d'échange (13) qui la produisent, il y a une qualification abstraite qui est considérée comme un attribut individuel. Elle est compatible avec tout mécanisme de gestion de la main-d'œuvre qui procède par décomposition des tâches collectives et recombinaison sur la base du poste. Pour définir un poste, on procède, a priori, à la recherche des aptitudes dont l'individu qui en est en charge doit être porteur. C'est l'individu qui est ici l'unité d'analyse. Au contraire, dans le cadre de la qualification concrète, les réseaux de coopération et d'échanges locaux représentent cette unité. Lorsqu'on parle des problèmes de formation et d'emploi, on a souvent le tort de ne considérer qu'un seul aspect. La qualification n'est pas soit un ensemble de connaissances et de savoir-faire (même une formation théorique est inséparable de la socialisation qu'elle présuppose), soit une capacité à s'insérer dans un milieu de travail donné, mais bien les deux.

Il faut donc distinguer, pour l'organisation du travail mais aussi pour tout ensemble local de rapports sociaux, deux systèmes : l'un «unifiant», fondé sur les collectifs de coopération et d'échanges ayant une action de fait, l'autre «classifiant», fondé sur l'individu en tant qu'il intègre certaines qualifica-

---

(12) A. Degenne et J. Duplex. — «Les réseaux de coopération et d'échange : une dimension de la localité», in *Cahiers de l'O.C.S.*, vol. IX, Paris, CNRS, 1982.

(13) Groupes de sociabilité non-institutionnalisés locaux (lieux de coopération et d'échanges où s'expriment certaines règles et solidarités) ou délocalisés (par exemple, pour les compagnons, la confrérie qui leur permet, en chaque endroit, de s'insérer dans un système local sans qu'elle soit jamais constitutive de la localité).

tions, normes..., abstraites et évaluées a priori (généralement à l'aide du diplôme). Aucune réalité sociale ne peut être vue comme un système totalement unifiant ou totalement classifiant.

Finalement, on pourrait dire que cette problématique s'ordonne autour de trois idées :

— la première est que tout système concret de rapports sociaux doit s'analyser au travers du rapport entre logique unifiante et logique classifiante ;

— la seconde, que ces logiques s'appréhendent par la forme que prennent localement les réseaux de coopération et d'échanges. Elle est d'autant plus unifiante que ces collectifs ont une place importante dans la coopération. En revanche, plus le système est classifiant, plus la coordination est abstraite et a priori, et plus les collectifs ont tendance à être réduits, distincts les uns des autres et peu pertinents ;

— la troisième idée est que la notion de qualification est inséparable des deux précédentes. Est qualifié celui qui est à l'aise dans ses rapports de travail parce que le réseau dont il dispose est compatible avec le système de coopération requis pour l'exercice de la tâche (14).

En appliquant cette approche (pour l'instant encore très «théorique») au problème de l'emploi et de la formation, nous serons mieux à même de discerner ce que l'observation locale peut apporter à l'étude du changement social. Nous le vérifierons par ailleurs pour deux autres aspects majeurs des changements contemporains : l'économie informelle et l'articulation urbain/rural.

## *Changements sociaux et changements économiques*

### *L'analyse des réseaux et les problèmes d'emploi et de formation*

A étudier les différentes façons d'aborder le problème de l'emploi et celui corrélatif de la formation, on pourrait se demander s'il n'y a pas un lien entre la conjoncture économique et les termes dans lesquels on pose ce problème. N'est-ce pas parce que jusqu'à une certaine époque (nous laissons aux conjoncturistes le soin de la dater avec précision) le marché du travail était relativement détendu que l'on a pu croire que le marché concurrentiel était un bon modèle de fonctionnement réel ? En revanche, on s'intéresse d'autant plus concrètement au placement professionnel que celui-ci devient difficile.

---

(14) Ceci reste vrai même lorsque la qualification requise est strictement abstraite (c'est-à-dire faite d'attributs individuels indépendants des conditions sociales de leur mise en œuvre). Par exemple, le professeur est dit qualifié parce qu'il exerce son travail sans autres relations avec ses collègues que celles qui sont requises par le système et, sans autres relations avec ses élèves, que celles qui consistent à leur transmettre individuellement un savoir abstrait.

Certes les théories économiques néo-classiques du marché concurrentiel et unitaire du travail ne sont plus en vogue depuis longtemps. Les économistes y ont apporté quelques aménagements (plutôt que transformations selon nous) en montrant comment le marché est structuré.

Pour les uns, il est structuré par les individus. La théorie du capital humain postule que chaque individu investit en formation jusqu'à ce que le coût marginal de formation supplémentaire égale le bénéfice escompté par ce supplément de formation (15). Pour que cela ait un sens, il faut supposer que les postes offerts (à l'issue des études) correspondent à une formation précise, hypothèse qui paraît contestable.

D'autres économistes ont donc pensé que le marché était, en fait, structuré par les firmes. C'est notamment le cas pour les théories de la segmentation du marché du travail. P.B. Doeringer et M.J. Piore (16) pensent que le marché est divisé en deux parties : un marché primaire qui correspond aux emplois stables, bien rémunérés, etc., et un marché secondaire où les conditions d'emploi sont beaucoup plus précaires ; cette partition correspondant à deux modes de gestion des firmes. Mais, plus les recherches empiriques s'accumulent et plus le strict dualisme paraît insuffisant. Dans un travail plus récent sur la France, M.J. Piore (17) distingue lui-même deux fractions dans le marché primaire et l'on a pu montrer aisément qu'il apparaissait en réalité comme un ensemble de filières cloisonnées. Certains auteurs vont jusqu'à parler d'une « balkanisation » du marché du travail. La théorie de la segmentation débouche donc sur une négation du marché et sur l'étude des réseaux et des filières d'accès à l'emploi.

Les études de réseaux se présentent comme des recherches empiriques où l'on étudie les relations concrètes par lesquelles un agent trouve un emploi (18). A ce stade, les sociologues se sont trouvés confrontés à plusieurs difficultés. Pour passer le cap de la simple description, il faut cesser de définir les réseaux seulement comme des systèmes de relations interpersonnelles, et étudier la qualification comme un rapport social. C'est précisément ce que A. Degenne et J. Duplex (19) font dans le cadre de leur étude locale du changement social.

---

(15) G.S. Becker. — *Human Capital*. — New-York, National Bureau of Economic Research, Columbia University Press, 1964.

(16) *Internal Labor Market and Manpower Analysis*. — D.C. Heath and Company, Lexington, Mass., 1971.

(17) M.J. Piore. — «Dualism in the Labor Market. A Response to Uncertainty and Flux. The Case of France», in *Revue Economique*, n° 1, 1978.

(18) Granovetter. — *Getting a Job*. — Harvard University Press, Cambridge, Mass., London, 1974.

cf. aussi S. Langlois. — «Les réseaux sociaux et la mobilité professionnelle. — Thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, Université Paris I, 1980.

(19) op.cit.

Nous avons déjà vu que leur approche mettait à jour deux logiques (unifiante et classifiante) qui permettaient d'envisager la qualification comme un rapport social. En d'autres termes, le fondement de la qualification réside concrètement dans les réseaux de communication et d'échange ; un tel réseau étant défini comme «l'ensemble des collectifs de coopération et d'échange auquel un individu participe».

Il faut bien mesurer ce que ces définitions remettent en cause. La notion de collectif (qui fonde celle de qualification concrète) s'entend comme un ensemble, organisé ou non, structuré ou non, au sein duquel l'individu évolue, qui a une existence sociale pour lui et ses membres, donc où s'effectuent des échanges et des coopérations et s'expriment certaines règles et solidarités. Un collectif a une existence sociale et en tant que lieu de formation et de transformation de certaines attitudes, valeurs ou normes, il doit être relativement durable. Dans cette perspective, les relations inter-individuelles ne peuvent plus représenter le fondement des réseaux. Elles n'apparaissent qu'au sein des collectifs. Bien sûr, il existe des collectifs locaux, mais d'autres peuvent parfaitement être délocalisés ; par exemple, les grands corps, la confrérie des compagnons, etc.

On peut dès lors distinguer trois grands types de réseaux :

- le premier à la forme d'une étoile. Il est centré sur un individu (ou un collectif) dans lequel les différents collectifs n'ont pratiquement rien de commun entre eux si ce n'est cet individu (ou collectif) central. Nous sommes ici dans le cadre d'une logique plutôt classifiante. Une personne en mutation fréquente, laissant derrière elle des réseaux disséminés géographiquement représente un bon exemple de cette situation ;
- au contraire, avec ce que l'on peut appeler les «réseaux intégrés», on a plutôt affaire à une logique unifiante. Ici les différents collectifs possèdent tous des éléments de recouvrement réciproque. Dans une commune rurale, par exemple, les lieux de rencontre, les groupes de coopération liés au travail, les groupes de voisinage, les associations, le village lui-même dans son entier peuvent se recouvrir largement ;
- enfin, il existe ce que l'on pourrait appeler des «réseaux à clé» où logiques unifiante et classifiante se trouvent partagées. C'est le cas par exemple des compagnons. Il s'agit là d'un collectif fondamental qui forme une sorte de toile d'araignée, un groupe compact socialement mais diffus géographiquement où tout se passe comme si l'appartenance au collectif de base, où que ce soit, déclenchait l'intégration à une série d'autres collectifs cette fois localisés. Cette clé fonctionne parce qu'elle garantit un certain type de socialisation donc la possibilité de s'intégrer à un réseau de type donné. Le diplôme est aussi une clé, mais formelle, garantissant l'efficacité d'une qualification dans un système classifiant de division du travail.

En considérant le réseau comme un ensemble de collectifs et non plus

seulement de relations inter-individuelles, on change complètement de perspective. Cela permet de dépasser la simple question : comment un individu, ayant une formation donnée, a-t-il connaissance des emplois concrets qu'il peut occuper ? Si la réponse à cette question est importante, elle ne permet pas de comprendre, par exemple, les mécanismes du chômage des jeunes sortant du système scolaire. Dans leur majorité ils ne disposent pas, avec leur seule formation théorique, d'un réseau de coopération et d'échanges efficace dans le monde professionnel (20). Ils n'ont acquis qu'une qualification abstraite et sont contraints de rechercher un poste adéquat à cette formation dans un système très classifiant. Or, ce n'est là qu'une partie du marché. Pour trouver un poste dans des systèmes plus unifiants, ils devront mobiliser les ressources que leur procurent les différents collectifs de coopération et d'échange dont ils font partie. Il n'y a plus ici adéquation stricte entre la qualification formelle et le poste, si bien que, souvent, leur accès à l'emploi nécessitera une reconversion professionnelle. Si ces différentes ressources s'avèrent inefficaces, ils ne pourront trouver un emploi et feront alors, dans de nombreux cas, des chômeurs de longue durée.

Cette problématique favorise une meilleure compréhension des mécanismes de l'emploi. Mais, si une approche localisée paraît nécessaire, il reste à inventer la méthodologie qui permettrait d'identifier «à coup sûr» les collectifs pertinents pour le thème étudié.

### *L'économie informelle*

Au-delà de la construction des réseaux, on peut se demander ce qui transite à travers ces réseaux. Bien sûr, il transite de la sociabilité, mais certaines équipes de l'O.C.S. se sont particulièrement intéressées à tout ce qui pourrait avoir éventuellement un prix dans les échanges (21). Un certain nombre d'enquêtes ethnographiques ont été réalisées afin de décrire et de comprendre les échanges de biens et de services qui pourraient être marchands mais qui, de fait, ne le sont pas.

En effet, les statistiques nationales ne peuvent enregistrer de façon valable les activités domestiques de production (ou l'auto-consommation) et le travail noir est, par nature, inavouable à un enquêteur. Puisque les écono-

---

(20) Dans le cas contraire, le réseau à clé (ancien élève d'une grande école) les aidera à s'insérer localement.

(21) C. Legrain. — «L'économie informelle à Grand-Failly», in *Cahiers de l'O.C.S.*, vol. VII, Paris, CNRS, 1982.

M. Segalen. — «De la sociabilité au réseau ou le changement dans la continuité à Saint-Jean-Trolimon». — Archives de l'O.C.S., Paris, CNRS (à paraître)

S. Tiévant. — «Vivre autrement : échanges et sociabilité en ville nouvelle», in *Cahiers de l'O.C.S.*, vol. VI, Paris, CNRS, 1982.

cf. aussi : H. Mendras. — «Economie et sociabilité». — Archives de l'O.C.S., vol. III, Paris, CNRS, mars 1980, pp. 121 à 136.

mistes ne peuvent aborder ces problèmes, c'est peut-être aux sociologues et aux ethnologues de relever le défi. D'autant plus que cela semble être un bon moyen pour aborder la question des modes de vie. Regarder l'économie à travers les relations sociales et celles-ci à travers l'économie devrait permettre une nouvelle vision de la sociabilité, de la société et de son économie. C'est en tous cas en suivant ce chemin que les sociologues de la famille ont redécouvert l'importance de la parentèle dans nos sociétés d'aujourd'hui. Evidemment, cela n'aurait pas grand sens, du moins de notre point de vue de sociologue, de vouloir donner un prix aux échanges informels mais une remise en question de la comptabilité nationale, comme système d'analyse idéologique prédominant de notre société, est impliquée par ces recherches.

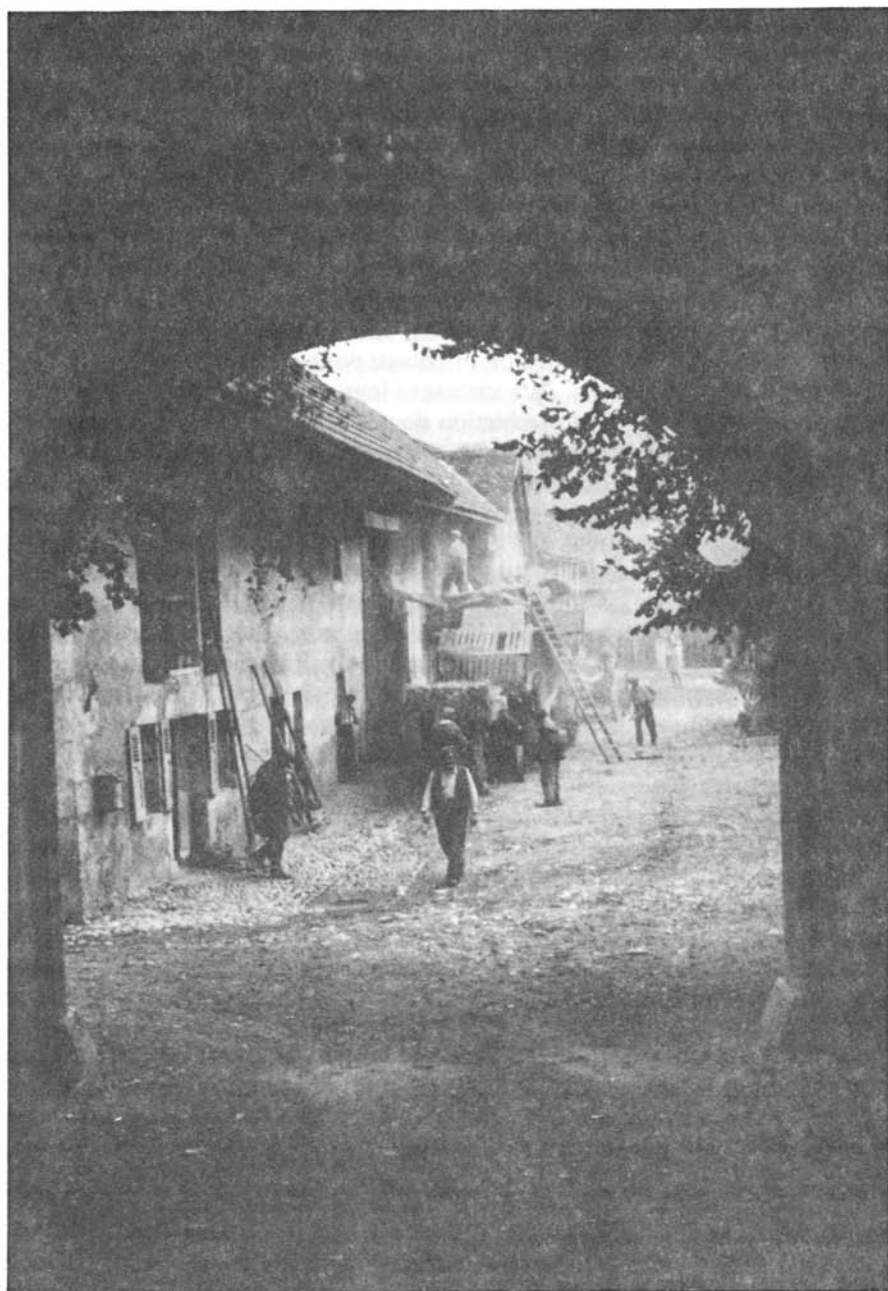
La stratégie des ménages dans la construction de leur mode de vie et dans la gestion de leur carrière sociale consiste, en grande partie, à établir, en fonction de leurs ressources, de leurs contraintes et de leurs ambitions, un équilibre particulier entre quatre types d'économie : économie formelle (marchande), économie domestique (au sein du groupe domestique), économie informelle monétaire (travail noir) et économie informelle non monétaire (troc).

Nous avons montré (22) qu'il convenait de distinguer, du point de vue de la sociabilité, deux types d'économie informelle selon que l'échange prend ou non la forme monétaire. Lorsqu'on paye, par exemple, un baby-sitter pour garder son enfant (sans le déclarer), la relation de sociabilité n'est pas essentielle ; on a simplement utilisé son réseau pour trouver la garde. La sociabilité est un moyen et on se rapproche de l'économie marchande. En revanche, lorsqu'on demande à un ami de garder son enfant et qu'il le fait gratuitement, on se trouve dans une situation don-contre-don (il sera difficile de lui refuser ensuite un service jugé équivalent) où la sociabilité est au centre de l'échange. On choisit «stratégiquement» de part et d'autre d'activer cette relation précise et l'on se rapproche de l'économie domestique. De même, lorsqu'un groupe domestique fait appel à un ami pour l'aider à réparer sa maison, s'il n'y a pas de rémunération monétaire, c'est que l'autarcie qui en résulte a pour fonction d'entretenir et d'activer les rapports de sociabilité. Plusieurs enquêtes (23) ont également montré que les parents qui aident matériellement leurs enfants, attendent «en échange» de l'affection. Ainsi, l'étude des «stratégies de sociabilité» (choix d'activer telle ou telle relation, plutôt que telle autre, qui ne peut être neutre) peut permettre au moins en partie de rendre compte de l'équilibre entre les quatre pôles d'économie choisi par les groupes domestiques.

---

(22) M. Forsé. — «Quelques éléments sur la sociabilité : vers une analyse stratégique des réseaux de relations hors-travail». — Thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, Paris, Inst. d'Etudes Politiques, 1980.

(23) cf. A. Pitrou. — «Le soutien familial dans la société urbaine», in *Revue Française de Sociologie*, XVIII, 1977, pp. 47-81.



En sens inverse, les transformations de l'économie globale remettent en cause constamment cet équilibre. A Grand-Failly (village lorrain, banlieue de Longwy), Claire Legrain a montré que la diminution du temps de travail, puis le chômage dans la sidérurgie ont modifié l'économie domestique des ménages et les rapports entre groupes sociaux du village. L'économie informelle a, en quelque sorte, joué un rôle d'édredon pour la crise de l'économie formelle : «La crise a eu pour effet de produire du temps disponible dans les ménages ouvriers, ce qui conduit à un véritable retournement des conditions de vie des ménages habitués à une période d'expansion de la consommation monétaire... Lorsque les revenus de ces ménages ont diminué (à la suite de la suppression des heures supplémentaires), ceux-ci ont été poussés à utiliser leur temps libéré à des activités de bricolage pour eux-mêmes d'abord, puis pour les autres. Par ailleurs, ils accroissent leur auto-consommation, ensuite il en viennent à vendre leur production domestique (moutons par exemple). *En quelque sorte, ils remplacent leurs anciennes heures supplémentaires par des heures d'économie informelle*» (24).

Faut-il en conclure que la crise et le chômage que nous connaissons ont conduit à un développement de l'économie informelle ? La réponse doit être beaucoup plus nuancée. Une étude menée par F. Stankiewicz sur les chômeurs de l'agglomération lilloise (25) révèle que pour la plupart, ils ne sont pas retournés vers le bricolage ou le travail au noir. Ils cherchent ou attendent un travail véritable. Pour eux, «bricoler» serait déchoir. De plus, du fait de leur licenciement, ils ont perdu certains moyens matériels et certaines relations qui sont indispensables pour cette activité et ne se sont pas retrouvés dans un environnement (relations de voisinage ou de parenté) susceptible de leur procurer des occasions de s'employer au noir.

Si le fait d'être au chômage peut, en créant un besoin d'argent frais échappant à l'œil de l'Etat et en libérant du temps, créer des conditions favorables à un développement de l'économie informelle, cette condition, qui n'est d'ailleurs pas nécessaire, n'est en tous cas nullement suffisante. Pour se développer, l'économie informelle exige surtout un tissu social favorable, c'est-à-dire fortement structuré, fait de réseaux complexes et diversifiés de parentèles, de voisinages et d'affinités. La crise et le chômage peuvent activer ces réseaux mais ne les créent pas s'ils n'existent pas.

Il reste que tous les observateurs s'accordent à penser que l'économie informelle s'est développée durant les dix dernières années. D'où un regain d'intérêt pour la sociabilité (ce n'est plus du «temps perdu») que l'économie marchande triomphante tuait.

---

(24) C. Legrain, op. cit. (nous soulignons).

(25) F. Stankiewicz et al. — «Travail noir, production domestique et entraide», in *Cahiers de l'O.C.S.*, Paris, CNRS, n° 18 (à paraître).

Si cette tendance persistait, il en résulterait des conséquences sur les services collectifs et sociaux qui avaient été créés comme substitut à la sociabilité du village ou du quartier d'antan.

N'assistons-nous pas alors à une remise en cause de la dichotomie, devenue idéologique, entre la consommation et la production ? Après s'être disjoints, le « professionnel » et le « domestique » sont peut-être en train de se rejoindre par la multiplication des activités mi-professionnelles, mi-domestiques, que provoque le développement du troc et de l'auto-consommation.

### *L'urbain et le rural*

Ce phénomène est sans doute dû aussi au fait que l'articulation entre le rural et l'urbain s'est considérablement modifiée.

Durant les vingt-cinq dernières années, la campagne française a connu des mutations sociales d'une ampleur qui n'avait sans doute jamais été égalée auparavant. Le nombre des exploitations agricoles et partant la population des ménages d'agriculteurs se sont réduits environ de moitié (26). Dans le monde rural lui-même, force est de constater que les actifs non-agricoles (employés, ouvriers, cadres moyens travaillant sur place ou le plus souvent dans le voisinage) surclassent actuellement en nombre les agriculteurs. La campagne pénétrée de toute part par la « ville » (« urbanisation » des emplois, média de masse, résidences secondaires, révolution des transports, etc.) a accepté et vite adopté les mœurs de la consommation de masse. Comment en serait-il autrement d'ailleurs, lorsque la paysannerie, attirée hors de son espace local et familial traditionnel, se tourne de plus en plus vers l'extérieur ? Les transformations radicales du groupe domestique de base l'y conduisent. Pour celui-ci, les activités externes n'ont cessé de croître : l'allongement de la scolarité des enfants y a mené inéluctablement mais, plus encore, le développement de la pluri-activité dont la réalisation au sein du groupe domestique est l'un des facteurs les plus importants du changement social.

Ainsi, en même temps que l'enquêteur découvre une « villagisation » des quartiers des grandes villes (27), ce qui apparaissait comme caractéristique de la ville n'est plus étranger au village. Cette disparition des anciens termes de la dualité espace urbain/espace rural est attestée par tous les travaux des équipes de l'O.C.S. L'équipe de Montpellier en a d'ailleurs fait une hypothèse de travail : « L'agriculture était la base de la société paysanne. L'industrie et le tertiaire jouaient le rôle essentiel en milieu urbain. L'évolution du contenu économique et social de ces deux espaces atténue progressivement

---

(26) La population agricole passe de 20 % à moins de 10 % de la population active nationale dans la période considérée.

(27) S. Chalvon-Demersay, op. cit.

cette opposition en suscitant des contrastes internes à chacun d'eux de plus en plus vifs. La diffusion des villes, tant sous l'impulsion du phénomène résidentiel que par la relocalisation des unités de production, s'accompagne d'une transformation du secteur agricole et d'une redécouverte de la nature par les participants à la société de consommation et de loisir» (28).

Entre les deux, les villes moyennes se révèlent de plus en plus semblables aux localités rurales nouvelles manières. Pourtant, si l'opposition entre *urbs* et *rus* tend à disparaître il n'en demeure pas moins que les quartiers des grandes villes restent structurellement différents des petites villes et des localités rurales. Au-delà de l'intégration économique, des diversités sociales persistent. Mais pour en rendre compte, il faut tout d'abord accepter de modifier l'échelle d'analyse. Le seuil de «ruralité», aujourd'hui encore à moins de 2 500 habitants dans nos statistiques nationales, n'a plus grand sens. Henri Mendras propose d'élever ce seuil aux environs de 15 000 à 20 000 habitants (29).

En passant d'un côté à l'autre de ce nouveau seuil, on observe alors des différences sociologiques fondamentales. Les formes de sociabilité et de pouvoir, le rôle des associations et des notables, le niveau d'interconnaissance..., changent manifestement de nature et de fonction.

Cette apparente contradiction entre l'urbanisation des campagnes et la naissance d'un nouveau contraste entre société à trame rurale et société à trame urbaine s'est imposée à toutes les équipes de recherche et fournit l'occasion de poser de façon nouvelle le problème de l'homogénéisation des pratiques et de l'hétérogénéité persistante des modes de vie.

Faut-il penser qu'avec la moyennisation de la hiérarchie sociale, la consommation de masse, l'urbanisation des campagnes etc., notre société s'homogénéise ? Toutes les études de localités du programme arrivent à des conclusions inverses : les diversités locales persistent.

Un dernier exemple le fera mieux comprendre. La télévision — qui comme chacun sait, est la même pour l'ensemble de la France — est utilisée de façon radicalement différente par des régions, des villages, des groupes sociaux. On ignore souvent combien elle renforce les diversités locales ; au lieu d'être un instrument d'homogénéisation, c'est déjà à l'heure actuelle un instrument de diversification de la société.

En observant localement le changement social, on est conduit à penser que, contrairement à ce que l'on entend trop souvent, la société française de demain sera sans doute plus diverse que celle d'hier.

---

(28) A. Berger, Y. Le Bot, M. Noël, Y. Rouzier. — «Typologie communale et fonctionnement économique», in *Cahier de l'O.C.S.*, vol. X, Paris, CNRS, 1982.

(29) cf. *La sagesse et le désordre*. — Paris, Gallimard, 1980.

C'est alors 45 % de la population qui est rurale.

# Crise de l'identité moderne

Philippe d'Iribarne (1)

*La crise des sociétés occidentales est liée à la transformation des processus par lesquels chacun a le sentiment de valoir quelque chose.*

*Dans les sociétés traditionnelles, ce sentiment était lié à l'appartenance à un groupe tandis que dans les sociétés modernes ce sentiment était attaché aux performances individuelles. Mais les critères qui servaient à définir ces performances sont aujourd'hui en crise, de sorte que l'individu ne sait plus à quoi se référer. En réponse à la crise du nous, caractéristique de l'appartenance à un groupe, et à la crise du je, performant et libre de toute attache, se développent cependant de nouvelles aspirations qui s'expriment par de nouvelles manières d'être individuelles et collectives.*

L'économie et l'Etat «modernes» sont en crise. Le chômage devient une véritable hantise, et l'Etat protecteur butte sur des problèmes dramatiques de financement. Pendant ce temps, les activités «informelles» fleurissent. Certains proposent de mettre en place une société duale où un secteur géré de manière «moderne» co-existerait provisoirement avec un secteur «attardé». Et ceux qui, malgré tout, ne veulent pas renoncer à construire une société meilleure, plus juste, plus solidaire, s'interrogent.

Les racines de la crise que nous observons, sa nature même, ne sont pas claires. D'où proviennent les difficultés liées au fonctionnement d'une économie et d'un Etat «modernes»? Comment s'articulent-elles avec la « crise des valeurs» que l'on observe simultanément? En fait, nous sommes plongés dans une crise plus générale de la modernité elle-même, manière originale d'organiser la société et l'existence des individus; «modernité» qui représente non pas le fin du fin, mais une étape dans l'évolution des sociétés occidentales et qui déjà date. Cette crise repose essentiellement, me semble-t-il, sur l'incapacité toute particulière des sociétés «modernes» à donner à la

---

(1) Responsable du CEREBE, Centre de Recherches sur le Bien-Etre.

majorité des individus, le sentiment — dont l'homme ne peut se passer — qu'ils valent quelque chose. Et la sortie de cette modernité, qui commence à se produire sous nos yeux et en nous-mêmes, demande à être accompagnée par un renouveau profond de l'action publique.

Au cours de ces derniers siècles, les sociétés occidentales ont été marquées, pas seulement dans leurs idéologies, mais encore et surtout dans la vie concrète de tout un chacun, par un mouvement extraordinaire, sans précédent dans l'histoire des sociétés : la mise en place progressive d'une société «moderne» (2). Cette transformation a revêtu des aspects multiples. L'un d'entre eux paraît décisif dans les difficultés que nous connaissons : la transformation touchant les voies par lesquelles chacun trouve le sentiment qu'il vaut quelque chose.

### *Une autre façon de sentir que l'on vaut quelque chose*

Le sentiment de valoir quelque chose est tout à fait central dans l'existence humaine. Le perdre conduit au désespoir, parfois au meurtre ou au suicide. Combien d'existences sont marquées de bout en bout par une recherche de revanches contre des humiliations qui ont blessé au cœur (3). Inversement quelles épreuves, quelle faim, quelle soif, quelle solitude, quelle insécurité ne peut-on supporter quand est en jeu l'image que l'on se fait de sa dignité d'homme ? Dans ces conditions, toute transformation de taille dans les fondements de ce sentiment de valoir quelque chose, est porteuse de changements profonds dans l'existence humaine. Et c'est bien une telle transformation qu'a apportée la modernité.

Dans les sociétés «traditionnelles», le sentiment qu'a chacun de valoir quelque chose est intimement associé à l'appartenance à un groupe (un lignage, une cité, un peuple), dont la valeur en tant que groupe, donne valeur à chacun de ses membres. C'est à travers un «nous» que l'on vaut, en tant que membre d'une famille ou d'une classe qui se rattache à un ancêtre prestigieux, réel ou mythique, en tant que membre d'une cité qui brille par sa puissance ou la perfection de ses lois, en tant que membre d'un peuple que Dieu a élu, etc. Le seul fait d'appartenir au groupe donne à chacun des membres quel qu'il soit et indépendamment des actes qu'il pose, le sentiment de valoir : sentiment qui est d'autant plus vif qu'au «nous» s'oppose un «ils» (les gens d'ailleurs, les barbares, les impies, les rustres, les méchants.) Pareille

---

(2) Mouvement bien analysé par les grands sociologues du tournant du siècle : Durkheim, Toënies, Max Weber, puis par Talcot-Parsons et ses successeurs.

(3) cf. par exemple ce qu'on décrit en la matière Voltaire ou Rousseau de leur propre expérience.

fierté de groupe ne se rencontre pas seulement dans les groupes dominants, mais aussi dans de nombreux groupes dominés : dans des familles dominées mais qui se trouvent des motifs de fierté (cf. le Cheval d'Orgueil) ; dans des groupes ou peuples dominés, avec en particulier toutes les fiertés messianiques associées à un sentiment d'élection, par Dieu ou par l'histoire (du messianisme du peuple juif à celui de la classe ouvrière, sans compter les nombreux messianismes africains ou brésiliens, etc.). La croyance de tous les membres du groupe en la véracité de leur idéologie commune (idéologie qui fonde la valeur du groupe) permet à chacun d'y croire (et l'on sait combien est fabuleuse la capacité de l'homme à croire dans les choses les plus extraordinaires, du moment qu'il se trouve dans un groupe où tout le monde y croit).

Dans pareilles situations, le sentiment que chacun a de valoir quelque chose, est étroitement lié à la fidélité sans faille de tous au groupe et à son idéologie. Quitter le groupe pour un autre (les Montaigus pour les Capulets ou vice-versa), c'est mettre en doute la valeur du groupe auquel on appartient. Remettre en cause l'idéologie du groupe, même dans des détails qui peuvent paraître sans importance pour des yeux étrangers (des rites, des pratiques culturelles), c'est remettre en cause ce par quoi le groupe définit son identité ; identité à laquelle est accrochée l'impression de valoir quelque chose. Et les traîtres, les déviants, sont l'objet de châtiments terribles (4). Socrate et Jésus qui défendent les droits de l'individu face au groupe ne peuvent être que mis à mort. Simultanément, s'il est ainsi très exigeant en matière de conformité, le groupe au contraire ne l'est pas en matière de performances. On demande à chacun de respecter les normes, mais pas mieux.

Bien sûr, pareil type d'existence restreint considérablement les libertés de l'individu. Celui-ci ne peut guère sortir de l'état que lui a attribué sa naissance, que celui-ci soit brillant ou misérable, ni échapper aux normes associées à cet état. Il vit sous le regard des autres membres du groupe qui exercent sur lui un contrôle de tous les instants. Son appartenance de groupe, qui est connue de tous ceux qu'il rencontre, lui colle à la peau. Toute relation avec autrui (y compris le mariage) est au premier chef un rapport qui met en présence des groupes, fait intervenir ceux-ci en tant que tels. Le point de vue personnel des individus concernés passe au second plan.

Dans les sociétés « modernes » (d'autant plus en pratique qu'elles sont allées plus loin dans la modernité — il n'existe aucune société purement « moderne » —), ce qui donne à chacun le sentiment de valoir quelque chose est tout différent. On ne vaut plus comme élément d'un « nous », mais comme un « je ». On n'est plus enfermé par sa naissance dans un groupe, qui fixe la

---

(4) cf. l'analyse du droit pénal dans les sociétés traditionnelles par E. Durkheim, dans *De la division du travail social*.

valeur que l'on a sans que l'on y puisse grand chose. Mais on vaut par ses performances propres, sociales et plus encore morales : ses succès en matière d'études et de profession, son niveau de consommation, son honnêteté, sa vertu, etc. (succès qui dans l'idéal, si on était dans une société vraiment moderne, ne devraient dépendre que de l'individu *seul*, toute influence des groupes auxquels il appartient étant éliminée). En tout cas, chacun peut par ses efforts améliorer ce qu'il vaut (aux yeux d'autrui comme à ses propres yeux). Il est d'autant moins dépendant d'un groupe particulier que les critères qui servent à définir ce que chacun vaut ne sont pas (de manière stricte en principe) particuliers à un groupe, ne dépendent pas d'une tradition particulière, mais sont une expression de la raison et de la conscience universelles. Etranger nulle part, il est citoyen du monde. L'Etat dont il relève devrait dans l'idéal être mondial et représenter l'humanité.

La modernité conduit l'identité même de chacun à ne plus dépendre de ses «particularismes» reçus, mais de ses seules performances, la légitimité de tout particularisme étant passionnément niée. La manière dont il est traité ne doit en principe faire intervenir (outre le fait qu'il est un être humain et bénéficie comme tel des droits de l'homme) que ses performances. Tenir compte des autres traits qui font sa spécificité (son sexe, sa religion, ses opinions, son origine géographique ou ethnique, etc.) est considéré comme une conduite discriminatoire à prohiber. Le patron, l'agent de la loi, et même souvent le père ou la mère ne doivent pas laisser des liens particuliers (y compris leurs sympathies ou antipathies personnelles) troubler une juste appréciation des performances de leur employé, assujetti, enfant, etc. Ils doivent traiter autrui avec «impartialité», c'est-à-dire en fonction de ses seules performances.

Ce passage du «nous» au «je» diminue considérablement la pression que chaque groupe exerce sur ses membres pour qu'ils ne trahissent pas le groupe et agissent suivant ses normes. Car si quelqu'un agit différemment, c'est maintenant «son problème». Les autres membres du groupe ne voient pas leur sentiment de valoir quelque chose remis en cause et peuvent devenir infiniment plus tolérants. Les limites des groupes deviennent floues. On tend vers une collection d'individus. Le droit pénal qui traduit le sentiment du groupe devient infiniment plus clément et voit disparaître toute référence aux «sacrilèges» qui touchent l'identité du groupe. Pendant ce temps, le droit civil règle de manière beaucoup plus fine les rapports entre individus (5). Ce qui était affaire des groupes devient affaire des individus (cf. le mariage). Au total les libertés individuelles se développent énormément.

Au cours de ces derniers siècles, pareille manière d'exister a pris un poids croissant au sein des sociétés occidentales, même si c'est de manière inégale

---

(5) cf. E. Durkheim, *op. cit.*

(plus chez les bourgeois que dans les couches populaires, plus dans les villes que dans les campagnes, plus dans l'Europe du Nord que dans les pays latins). Et son développement s'est intimement associé au développement de l'économie de marché et de l'Etat.

Ces derniers utilisent et cultivent des manières d'être où autrui est traité sans discrimination en fonction de ses seules performances, avec un mélange d'honnêteté et de distance sans lesquelles la vie des affaires, comme les bureaucraties publiques, ne peuvent guère fonctionner (et l'on voit a contrario combien l'économie «moderne» et l'Etat «moderne» ont du mal à fonctionner dans les sociétés où, suivant nos critères, on agit trop en fonction des liens particuliers entretenus avec autrui : n'étant pas suffisamment fiables pour ceux qui sont étrangers — «ils» — et ne sachant pas assez repousser les demandes de ceux qui sont proches — «nous» —). L'impersonnalité du service public qui traite les citoyens sans considération de personne, répond à l'impersonnalité des échanges monétaires et du contrat de travail. Chacun trouve une part essentielle de son identité comme rouage très spécialisé d'une grande machine ou d'une grande œuvre, à la limite comme *le* spécialiste mondial d'un domaine infime (6). Il en trouve une autre dans des performances ayant valeur universelle, sa consommation, ou son sens du devoir. Pour sa sécurité, il dépend de moins en moins du groupe particulier de ceux dont il est le plus solidaire, mais du fait qu'il est citoyen en général d'un Etat. Celui-ci multiplie les organes de protection sociale. Il pousse de plus en plus loin la substitution de règles générales et des droits de l'individu aux particularismes des solidarités familiales (et va jusqu'à suggérer aux grand-mères qui gardent leurs petits enfants de le faire dans un système salarié de droit commun avec inscription à la Sécurité Sociale (7)).

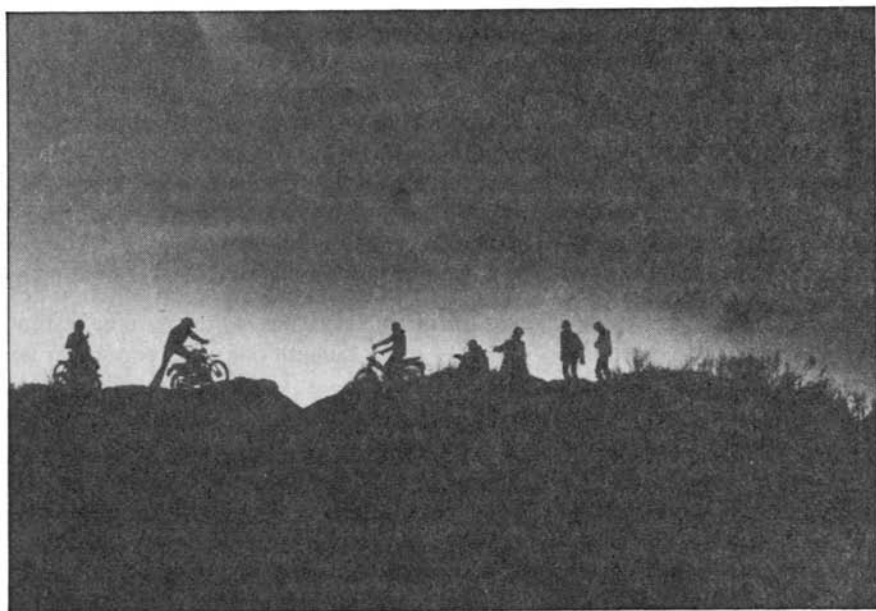
En tout état de cause, les règles sociales et morales qui protègent les individus contre la pression de leur famille se sont considérablement développées. Les règles et techniques qui encadrent la conduite de la bonne mère, du bon père, etc., ont pris un grand poids par rapport à des manifestations plus spontanées (et souvent erratiques) d'affection. Les particularismes liés aux langues régionales et aux traditions populaires se sont effacés devant l'universalité de la culture française bourgeoise.

Depuis la dernière guerre, en France, le progrès des valeurs et pratiques de la modernité, a été foudroyant. L'ouvrier «traditionnel» plongé dans la solidarité du groupe de voisinage, et y trouvant son identité, est devenu l'ou-

---

(6) cf. les analyses de Durkheim sur les liens entre division du travail et identité dans les sociétés modernes.

(7) cf. une publicité faite à la télévision il y a quelques années... si mes souvenirs sont bons ce n'était pas le 1<sup>er</sup> avril.



vrier «d'abondance», libéré de la tutelle du groupe et s'affirmant par sa consommation. Les pratiques «traditionnelles» de gestion d'entreprises mettant l'accent sur une solidarité informelle entre ceux qui travaillent ensemble, ont peu à peu cédé devant une recherche pure et dure de rentabilité où l'employeur s'en tient strictement à ses obligations contractuelles et suit alors les règles sans considération des personnes, ceux qui sont «inefficaces» étant impitoyablement rejetés. Maints agriculteurs «dynamiques» se sont affranchis de la tutelle du village, pour entrer dans la course aux performances économiques. Les vieux ont été de plus en plus pris en charge par la collectivité, etc. Mais tout ce mouvement a conduit à une crise profonde qui dépasse, et de loin, le développement exponentiel du chômage.

### *Les impasses de la modernité*

La société moderne s'est révélée remarquablement efficace sur de nombreux points. Ses performances économiques comme sa capacité à développer les libertés individuelles sont admirables. Mais elle conduit la plupart de ses membres à douter profondément de leur propre valeur, touchant ainsi à quelque chose de tout à fait fondamental dans l'existence humaine.

Certes associer le sentiment que l'on vaut quelque chose aux perfor-

mances personnelles permet de faire échapper ceux qui réalisent de telles performances au poids de leur condition native. Mais qu'en est-il pour ceux qui ne sont pas ou guère, performants ? Qu'en est-il, dans notre société, pour les vieux qui n'étant plus «bons à grand chose» sont rejetés des activités valorisantes (même si leur sécurité matérielle s'est fabuleusement améliorée) ? Qu'en est-il des chômeurs ? Qu'en est-il des «exclus» du quart-monde qui n'arrivent pas à s'intégrer, sont méprisés et se méprisent eux-mêmes ? Qu'en est-il des jeunes qui traînent dans des scolarités médiocres, au sein de C.E.S. misérables ou d'un enseignement professionnel de deuxième zone ? Qu'en est-il de plus en plus des femmes «inactives», quand les activités «ménagères» ne sont plus socialement valorisées ? Qu'en est-il même pour ceux, dans les usines et les bureaux, qui accomplissent les tâches les moins qualifiées sous la férule routinière de petits chefs ? Quelles performances valorisantes accomplissent-ils ? Quelle image d'eux-mêmes leur renvoie la société, et quel sentiment peuvent-ils avoir de leur propre valeur ? Or à eux tous, ne forment-ils pas la majorité de la population ?

Et que penser de la condition des autres ?

Pour trouver une qualité réelle d'identité dans les performances que l'on accomplit, il faut croire aux critères qui servent à définir ces performances. Comment trouver une identité dans le pouvoir si l'on ne croit pas au pouvoir, dans la richesse si l'on ne croit pas à la richesse, dans la vertu si l'on ne croit pas à la vertu ? Or aujourd'hui les critères de performances sont en crise. Songeons à l'ouvrier ou à l'employé modeste qui travaillait dur il y a quinze ans pour que ses enfants aient un avenir meilleur, grâce à plus d'instruction et à une vie matériellement plus facile. Il trouvait dans ses sacrifices pleins d'espoirs un vif sentiment d'être quelqu'un... et que ressent son successeur de 1982 qui sait combien son fils, sa fille, ont peu de chance de progresser dans l'échelle sociale, et qui voit les limites de ce qu'apporte le confort. Songeons à l'homme de bien qui marchait droit il y a vingt ans sur les chemins austères du devoir et de la vertu... que ressent son successeur de 1982 quand les valeurs morales sont en crise, quand ses enfants le considèrent comme un vestige, et quand on ne sait plus trop où est vraiment le bien.

Qui reste-t-il pour se satisfaire de ses performances ? Les grands requins, ivres de pouvoir, qui, en s'entredéchirant au sommet des entreprises multinationales et de l'appareil d'Etat, ont le sentiment d'exister intensément (tout au moins tant que la retraite ne menace pas et qu'aucun accroc sérieux ne s'est produit dans leur carrière). Les vedettes qui brillent au firmament du spectacle et du sport (mais elles vivent dans un sentiment interne de précarité, tant leur identité même est quotidiennement menacée). Peu de monde.

Et tout cela est d'autant plus grave que les moyens «traditionnels» de trouver le sentiment de valoir quelque chose dans le cadre d'un groupe qui fonctionne comme un «nous», ont largement déperlé. Pas totalement certes,

et c'est ce qui permet à notre monde de vivre, mais suffisamment pour qu'il soit en crise.

Beaucoup, déracinés, vivent en étrangers dans de grandes banlieues anonymes où ils n'existent pour personne. Le milieu de travail fournit souvent certes, un mode relativement «traditionnel» d'identité, mais les gens y vont et y viennent, la reconnaissance que l'on y obtient reste superficielle et provisoire, et le poids des performances y reste lourd. La sociabilité de voisinage s'accommode mal des tours et des barres. Il y a des bandes pour les jeunes, mais bien précaires, et où la reconnaissance dont chacun bénéficie peut toujours être remise en cause. Pour ceux qui le peuvent la famille étendue, où l'on est reconnu pour la vie, continue à jouer un rôle qui surprend les experts, mais les relations qu'on entretient avec elle ne jouent dans la vie de la plupart qu'un rôle marginal, et sont souvent très limitées par les distances à parcourir. L'esprit de clocher, qui se manifeste dans les compétitions sportives, ne fournit pas un «nous» très fort. Celui-ci reste remarquable pendant les guerres, mais il n'y en a pas toujours.

Une autre manière, semi-traditionnelle, d'avoir le sentiment de valoir quelque chose à travers un «nous» auquel on appartient, non pas par naissance mais par choix, a dépéri elle aussi, même s'il en reste quelque chose. Pareils groupes constituent des églises (ou des sectes) religieuses ou laïques. Ils sont associés à une cause à défendre, en luttant contre un monde mauvais. Ils procurent, en contre-partie d'un grand dévouement et d'abandons notables en matière de jugement personnel, un sentiment aigu de valoir en tant qu'instrument d'une cause juste. Ceux de ces groupes qui se déclarent «laïques», et au premier chef l'Eglise communiste (8), constituent en quelque sorte une récupération des idées «modernes» par une manière «traditionnelle» d'exister. Car l'idéologie du groupe se présente non comme l'expression d'une tradition particulière à fondement explicitement sacré, mais comme fruit de la raison universelle. Mais cette idéologie joue bien le même rôle que les mythes fondateurs dans les groupes traditionnels. Pour que le service d'une telle cause puisse donner aux fidèles (aux militants) le sentiment qu'ils valent quelque chose, il faut qu'ils y croient. Or actuellement les causes sont en crise. Songeons par exemple à l'instituteur, au professeur du début de siècle. Il avait le sentiment aigu de répandre les lumières, la connaissance, la vérité, en faisant reculer l'obscurantisme et la superstition, de servir par l'instruction le bien de l'Humanité... et quelle cause sert son successeur de 1982 dans un monde tellement déçu du savoir. Après Prague, le goulag, Pol Pot et la bande des quatre, la foi dans le Socialisme est minée

---

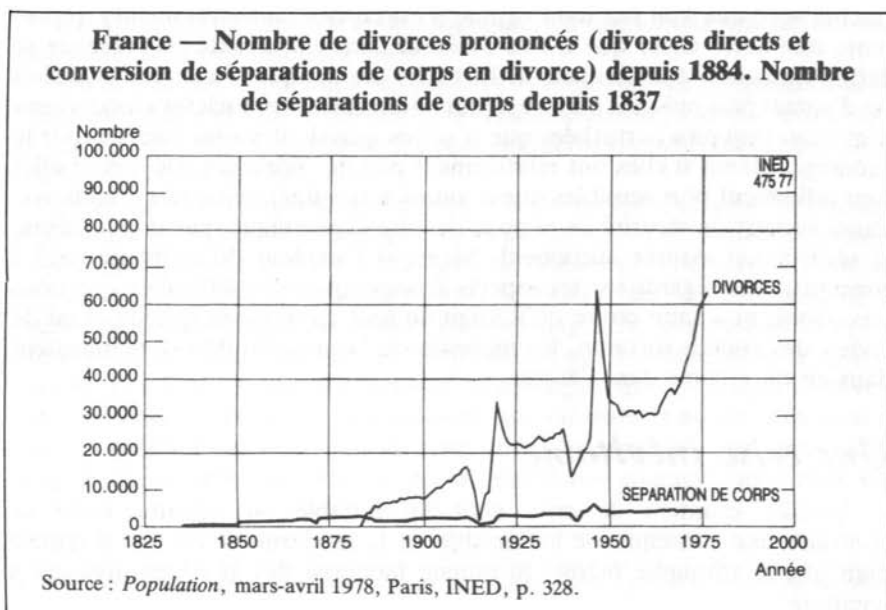
(8) cf. l'article de Jeannine Verdes Leroux. — «Une institution totalitaire auto-perpétuée : le Parti Communiste Français», in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 36-37, février-mars 1981.

par le doute. L'esprit de corps qui cimentait l'armée et fondait l'identité de ses membres a du plomb dans l'aile. Il y a bien quelques entreprises où règne un esprit de «boutique» puissant, mais cela ne va pas très loin.

Il reste bien sûr, la vraie famille — papa, maman et les enfants — et essentiellement le «couple», dernier «nous», ultime rempart contre l'anonymat de la modernité. Mais elle a bien du mal à supporter une charge aussi lourde. Elle est minée elle aussi par les exigences mutuelles de performances et le désir de chacun d'être «pleinement lui-même». Et les divorces montent en flèche, plus d'un mariage sur deux se termine ainsi aux Etats-Unis, près du tiers en France.

### Un sentiment de crise

Ce n'est pas d'aujourd'hui, certes, que le type d'existence que propose la société «moderne», donne un sentiment de vide et que la recherche d'existence par la performance, sociale ou morale, est dénoncée. Goethe, Musset, les Romantiques l'ont dénoncée avec des accents admirables. Il y a longtemps que les artistes et les poètes critiquent le monde bourgeois où le désir d'être «quelqu'un» socialement et moralement rend sans sensibilité et sans âme. S'il n'a pas saisi les ressorts profonds de ce mode d'être, Marx a perçu certains de ses effets quand il stigmatise le règne de la marchandise. Pourtant



jusqu'à il y a peu, ces voix discordantes restaient très minoritaires, et vif l'enthousiasme suscité par la société «moderne». Dans les années vingt, la critique a pris quelque ampleur, vite balayée par des problèmes plus urgents, la grande crise, la guerre. Celle-ci a apporté un renouveau d'enthousiasme qui s'est prolongé dans la fièvre de la reconstruction, et la belle croyance des années cinquante dans le bonheur, pour soi et pour ses enfants, par le progrès scientifique et technique, le développement économique, le bien être matériel, la généralisation de l'instruction. Les grandes causes au service desquelles on pouvait trouver une identité ne manquaient pas, et l'affirmation de soi par les performances consommatoires avait pour beaucoup le charme de la nouveauté. Mais depuis la fin des années soixante, le désenchantement qui a éclaté en mai 1968 s'approfondit.

La recherche du progrès matériel paraît toujours utile et agréable, mais ne constitue plus une œuvre qui permet de trouver une identité en la servant. En l'absence d'œuvre à accomplir et de vie de groupe qui tient au chaud, l'ennui menace, qui pour beaucoup n'est repoussé qu'avec peine grâce à la télévision et autres «distractions». La conscience du nombre des laissés pour compte du monde moderne, pèse sur les plus généreux. Dans ce contexte la crise économique prend un relief dramatique, même si à côté des taux de chômage ou d'inflation, qui sont monnaies courantes dans d'autres sociétés, les nôtres paraissent dérisoires. C'est qu'être chômeur dans une société où l'on trouve une part fondamentale de son identité dans son rôle de travailleur (même si ce que l'on fait dans ce rôle n'est en rien enthousiasmant), représente tout autre chose que d'être chômeur dans une société où l'identité se définit de façon «traditionnelle». Et l'effet dramatique d'une telle situation est d'autant plus puissant qu'on est plus «déraciné». Les sociétés «modernes» sont beaucoup plus perturbées que d'autres quand elles sont frappées par le chômage, même si elles ont relativement peu de chômeurs. De même elles sont infiniment plus sensibles que d'autres à la vulnérabilité des grands systèmes sociaux de sécurité en période de crise économique, parce qu'ailleurs, la sécurité est assurée autrement. Même si l'ampleur du chômage tend à concentrer les regards sur les aspects économiques des difficultés que nous traversons, et à faire croire qu'il s'agit de tout autre chose que du «mal de vivre» des années soixante, les impasses de la «modernité» se manifestent dans un cas comme dans l'autre.

## *Une crise inévitable*

Pareille situation de crise était-elle évitable ou constitue-t-elle au contraire une conséquence inéluctable de la modernité? En fait il semble bien que le triomphe même du monde moderne devait nécessairement y conduire.

Lorsque la partie «moderne» de la société est très minoritaire, ses membres constituent à leurs propres yeux une «élite», par le seul fait qu'ils sont «modernes» et que les autres sont «attardés». Cela leur permet d'avoir un sentiment aigu de leur propre valeur (cf. de nouveau l'exemple des instituteurs du début du siècle). De plus ils peuvent interpréter les problèmes qui se posent à la société comme liés à l'insuffisance de sa modernisation, ce qui leur donne l'impression d'être au service d'une grande œuvre (la modernisation qui conduira à une société meilleure). Simultanément du reste, ceux qui ne sont pas «modernes» peuvent, s'ils croient encore aux valeurs «traditionnelles» liées aux particularismes des divers groupes, avoir chacun l'impression de valoir en tant que membre de son groupe. Mais quand le «moderne» triomphe, et que tous vivent selon sa logique, il n'y a plus d'«attardés» à regarder de haut et seuls les plus «performants» peuvent avoir l'impression de valoir quelque chose, et encore souvent de façon précaire. De plus, comme l'on constate que les problèmes de la société demeurent, et que les explications par l'insuffisance de modernisation perdent leur crédibilité, le sentiment qu'en étant «moderne» on œuvre pour une grande cause, s'effrite. Une société très majoritairement «moderne» paraît condamnée aux maux que nous connaissons.

### *Une amorce de réaction*

Les difficultés créées par le développement d'une société «moderne» ont engendré de nombreuses réactions.

On voit se développer des aspirations (9) et des modes d'organisation de l'existence qui sont aux antipodes de la société moderne, soit par retour vers le passé, soit, dans les segments les plus «modernes», par le développement d'attitudes «post-modernes».

Le modèle de l'individu performant et libre de toute attache est concurrencé dans les segments plus «en avance» par celui de l'élément d'un groupe sympathique. On trouve un grand désir de donner plus de place à l'affectif par rapport à ce qui relève de la raison, des règles, des performances, de la recherche de standing. Il se produit un désengagement par rapport aux problèmes de la société globale au profit de ce qui se passe dans la sphère proche. Les particularismes régionaux ou ethniques que le culte de l'Universel conduisait à dénoncer, sont de nouveau valorisés. Les activités «informelles» sont valorisées, depuis les rencontres «informelles», sans protocole, jusqu'à l'économie «informelle» où la qualité des contacts entre ceux qui

---

(9) cf. en France les travaux sur les courants socio-culturels faits par la Cofremca, ou les enquêtes de B. Cathelat. Des travaux analogues réalisés dans d'autres pays donnent le même type de résultat.

œuvrent ensemble prend de l'importance par rapport aux performances productives. De nombreux «groupes» fleurissent. Le «néo-traditionnel» (néo-rural, néo-artisanal, etc.) fait fureur.

Pendant ce temps ce qui reste de la société ancienne résiste beaucoup mieux qu'on ne l'aurait cru il y a dix ans. Ainsi l'agriculture «traditionnelle» est loin d'avoir été balayée par la vague de «modernisation». Les «honnêtes gens» s'affirment en tant que groupe, par des attitudes beaucoup plus dures envers les déviants. Les jurys redeviennent plus sévères. Les délinquants constituent de nouveau des «ils» que l'on rejette et face à qui on renforce le sentiment que l'on a de sa propre valeur, et moins des frères en difficulté.

Mais ce mouvement ne va pas sans problèmes, en tout cas chez les «post-modernes». Les rêves de mai 68 où l'on croyait possible de s'affranchir de l'anonymat et de la course aux performances pour retrouver une vie plus chaleureuse, ont débouché sur des réalités difficiles. Les «communautés» qui en sont nées et qui mimaient la société traditionnelle, en cherchant plus ou moins à joindre l'archaïsme social et l'archaïsme technique, ont largement échoué. Le règne de la modernité semble toujours solide dans les faits, sinon dans les aspirations, ce qui y échappe étant rejeté vers une situation marginale. Il reste beaucoup à faire pour sortir des impasses où elle est engagée.

Les aspects les plus positifs de cette amorce de réaction à la modernité, demandent à être considérablement amplifiés, tout en étant démêlés de ce que pareil mouvement véhicule de discutables. Car il ne suffit pas pour résoudre nos problèmes de prendre le contre-pied systématique et sur tous les plans, de ce que sont devenues nos sociétés au cours de ces dernières décennies.

Comment donc trouver des manières d'être individuelles et collectives, ainsi qu'une organisation de la société, qui permettent à chacun de se sentir suffisamment reconnu pour ne pas trop douter de lui-même ? Et comment le faire sans retrouver pour autant les aspects qui nous paraissent intolérables des sociétés «traditionnelles», et spécialement l'absence de libertés individuelles ? Quels compromis vont-ils être nécessaires ? Quels types d'insertion parmi ses semblables peuvent-ils permettre de les mettre en œuvre ? Quelles institutions, quelles politiques publiques sont-elles compatibles avec ces types d'insertion, voire capables de les favoriser ? Que faut-il rejeter et que peut-on garder des innovations de tous ordres, techniques et institutionnelles, qui ont accompagné la modernité, et dont on peut se demander dans quelle mesure elles lui sont liées ? Qu'est-ce qui fait réellement problème ou au contraire est acceptable ou même positif dans ce qui s'est développé dans le cadre de l'Etat «moderne», de l'économie «moderne» ? Il est urgent d'appeler des réponses à ces questions.

# **futur-informations**

Janvier 1983

*Bulletin d'information sur les principales activités des centres de prospective et sur les idées et faits porteurs d'avenir, réalisé par le service d'information de l'Association Internationale Futuribles ; responsable Armelle de Kerros (55, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : (1) 222 63 10).*

## **Les nouvelles de la prospective**

### **Séminaire de recherche en prospective**

Le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) et le CESTA (Chaire d'économie et statistiques industrielles) organisent à l'initiative de M. Godet un séminaire de recherche en prospective de novembre 1982 à mai 1983. Celui-ci se tient le premier jeudi de chaque mois de 17 h 30 à 19 h dans les locaux du CESTA. Il est destiné aux chercheurs dans les domaines de la prospective, afin de leur permettre d'approfondir les problèmes méthodologiques qu'ils rencontrent dans leurs études. Le séminaire est principalement consacré à des exposés scientifiques, au cours desquels les intervenants ne présentent pas seulement les résultats de leurs travaux, mais surtout la méthode qu'ils ont utilisée pour appréhender de manière prospective des phénomènes complexes, interdépendants et incertains. Animé par Jacques Lesourne, il porte notamment sur des thèmes de prospective économique, technologique, politique et sociale.

CESTA, Chantal René-Gabriel, 5, rue Descartes, 75005 Paris. Tél. 634 33 33, poste 144.

### **Une grande foire internationale**

Pour la première fois, une foire-exposition pour des technologies et techniques autonomes ayant comme objet l'énergie va se tenir en Europe. La manifestation aura lieu sous le nom d'Énergie 83 et se tiendra du 19 au 23 avril 1983 à Hambourg.

Consacrée à la production, l'accumulation et la récupération progressives d'énergie quelles qu'elles soient, la foire est placée sous le patronage de M. Etienne Davignon, vice-président de la Commission européenne. La France est représentée au comité d'organisation par M. Jean Couture, président de l'Institut français de l'énergie. De nombreux experts de tous les pays industriels et de différentes organisations intéressées, tels que M. Ulf Lantzke, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie, et le professeur Herwig Schopper, directeur général du CERN, font également partie du comité.

Ayant pour but de favoriser les rencontres entre les nations industrialisées, les représentants politiques et ceux de l'économie et des sciences des Etats pour lesquels le renforcement des positions énergétiques constitue une

tâche urgente, la manifestation couvrira cinq thèmes :

- recherche et développement en matière d'énergie ;
- production et approvisionnement énergétiques ;
- techniques de l'économie d'énergie ;
- énergie et transport ;
- stands collectifs internationaux traitant l'ensemble des branches de l'économie et de la technologie en matière d'énergie, ainsi que les techniques commercialisables.

Représentation en France : Chambre officielle franco-allemande de commerce et d'industrie, 18, rue Balard, 75015 Paris. Tél. : 575 62 56

### Déclaration de Taroudant

*L'Association Marocaine de Prospective, créée en 1980, organisait du 19 au 21 novembre son troisième séminaire annuel. Consacré à «l'impact de l'informatique sur la société marocaine, une vision prospective», ce séminaire a été l'occasion de débats fructueux sur les opportunités et les dangers que pouvait présenter le rapide*

*essor de la micro-électronique pour un pays en développement. La déclaration finale, que nous reproduisons ici, résume brièvement les idées forces qui se sont dégagées de cette rencontre.*

1. Les disparités économiques et sociales entre les pays industrialisés et ceux du tiers-monde ne font que croître. Toutes les indications nous avertissent que cet écart risque de doubler sinon de tripler d'ici l'an 2000. Une des causes principales de ce déséquilibre alarmant se situe au niveau de l'inégalité dans le développement de l'éducation, de la science et de la technologie, surtout les technologies de pointe et en premier lieu l'informatique et celles qui s'y apparentent (télématique, bureautique, robotique....)

2. Ces technologies qui constituent désormais non seulement un outil indispensable de développement mais une partie intégrante de sa stratégie, ne doivent cependant pas investir le champ socio-économique de la société marocaine sans un certain nombre de précautions, de finalités maîtrisées et de conditions préalables : volonté politique, élimination de l'anal-

Réunions : calendrier rappel		
Dates/Lieu	Thème	Organisateur
27-28 janvier 1983 Paris (France)	Recherche Famille 83	Secrétaire d'Etat chargé de la famille
2-4 mars 1983 Paris (France)	Planification d'entreprise et ré-industrialisation	AFPLANE
2-8 avril 1983 Tunis (Tunisie)	Interdépendance et co-développement	Fédération des Organisations Internationales Scientifiques et Technologiques pour le Développement, CISTOD
16-21 avril 1983 Le Caire (Egypte)	Environnement et développement rural	SCDPE et l'Académie Egyptienne de Recherche Scientifique et Technique
19-23 avril 1983 Hambourg (RFA)	Energie 83	RFA
28-30 avril 1983 Madrid (Espagne)	La ville et la paix	Fédération mondiale des villes jumelées
24-27 mai 1983 Paris (France)	Banques et bases de données	INFODIAL 83
5-8 juin 1983 Philadelphie (USA)	Méthodes de prévision et utilisation des prévisions	International Institute of Forecasts

phabétisme, généralisation de l'enseignement, choix de société et de modèles de développement, identité culturelle et systèmes de valeurs, participation, pertinence sociale, recours à la langue nationale, recherche et développement, imagination et créativité, capacité de transformation, préoccupation pour les libertés individuelles et publiques ainsi que pour l'épanouissement des êtres humains.

3. A l'approche du XXI<sup>e</sup> siècle, où une partie privilégiée du monde s'apprête à délaissier une société de production en faveur d'une société de savoir qui dépendra avant tout de l'organisation, du traitement, de la mise à jour, de l'utilisation rationnelle de l'information et de sa diffusion, les pays en voie de développement doivent prendre conscience de l'enjeu, celui de leur survie.

4. Le choix de société s'il préoccupe fondamentalement les adultes, est déjà pris en charge par les jeunes qui, par la conscience aiguë de la problématique d'un devenir qui est le leur, accentuent la distance qui sépare leur acception de celle que véhiculent parents, administrateurs, enseignants. L'expérience du lycée Ibn Souleimane Roudani (Taroudant) (1) est édifiante à cet égard. L'intensité des échanges a prouvé que l'innovation et le sens créatif par l'appréhension de la méthodologie prospective et des techniques de pointe telles que l'informatique ne constituent pas la préoccupation exclusive des chercheurs mais aussi celle des jeunes qui en font un apprentissage quotidien.

5. Pour que l'informatique contribue au développement, il y aurait lieu de :

a) Elaborer une stratégie et une politique pour un développement harmonieux de l'informatique tenant compte de la demande sociale et afin de satisfaire les besoins les plus pressants des citoyens ;

b) Repenser les systèmes d'apprentissage, d'éducation et de formation afin de faciliter la transformation des structures mentales et le mode relationnel ;

c) Doter l'ensemble du territoire d'infrastructures et de supports de la communication pour favoriser la démocratisation de l'informatique.

d) Intensifier le financement de la recherche

et développement (R & D) pour générer une indispensable maîtrise des technologies, de leur évolution comme de leur intégration dans le milieu socio-culturel ;

e) Promouvoir l'implantation d'industries électroniques et les ingénieries afférentes sur le plan national, sous-régional ou régional en fonction des moyens disponibles en tenant compte des spécificités et des possibilités des marchés.

f) Prendre conscience de la nécessité d'une déontologie de la pratique informatique afin de protéger les individus comme les collectivités des méfaits que pourrait provoquer un usage abusif et incontrôlé de l'informatique.

L'informatique, loin d'être la panacée ou le miracle du devenir de l'homme, condamnée d'emblée si elle s'insère en choix désespéré dans un contexte de fuite en avant, demeure un outil précieux dont aucune société ne pourra se dispenser sans délaissier l'épanouissement de l'homme.

### Quelle famille pour demain ?

«Recherche famille 1983» est le titre du colloque organisé par le Secrétaire d'Etat chargé de la famille auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale Français, avec le concours du Ministre de la Recherche et de l'Industrie, à Paris les 27 et 28 janvier 1983. Une journée préparatoire, destinée aux chercheurs et aux cinq groupes de travail qui se réunissent depuis deux mois sur ce thème aura lieu le 26 janvier.

Ce colloque vise à dresser l'état de la recherche sur la famille en France, dégager les tendances en cours, définir les orientations souhaitables et les moyens à mettre en œuvre. Ce sera une occasion d'échange entre chercheurs et partenaires sociaux (familles, syndicats, organismes spécialisés...). M. Mitterrand, Président de la République et M. Bérégozovoy, Ministre des Affaires sociales y participeront.

Cinq thèmes ont été retenus, trois approches transversales se retrouvant implicitement dans tous les groupes (la crise, les classes sociales, le monde agricole et rural) : les modèles familiaux, structures et cycles de vie ; les modes de vie : pratiques familiales et consommation ; vie de famille et travail professionnel ; famille et socialisation de l'enfant ; famille, environnement social, Etat. La dimension prospective ne sera pas oubliée : les orientations de recherche les plus importantes seront définies pour les années à venir, quant aux thèmes de travail, aux méthodes, aux disciplines.

(1) Projet pilote pour l'introduction de micro-ordinateurs dans les lycées, programme initié par l'Association Marocaine de Prospective avec la collaboration du Bureau Intergouvernemental pour l'Informatique (I.B.I.), à l'occasion de la tenue du séminaire sur «L'Impact de l'Informatique sur la société marocaine : vision prospective» (Taroudant).

Ce colloque se tiendra à l'UNESCO à Paris.

Colloque recherche famille, Madame Jacqueline Oran, Direction de l'Action Sociale, 8 avenue de Segur, 75007 Paris. Tél. : 306 40 05

### **Planification d'entreprise et réindustrialisation**

L'AFPLANE (Association Française pour la Planification d'Entreprise), organise son IX<sup>e</sup> congrès mondial de planification les 2, 3 et 4 mars 1983 à l'Hôtel Méridien à Paris (France). Trente conférenciers, dont la moitié de l'étranger, viendront traiter de la planification d'entreprise face aux exigences de ré-industrialisation de nos économies occidentales. Les thèmes débattus au cours de ces journées s'organiseront autour des axes suivants : l'évolution technologique, les courants sociaux dans et autour de l'entreprise, l'intervention des autorités publiques, la création et le maintien d'avantages concurrentiels, les méthodes de planification des années quatre-vingt, le rôle évolutif du planificateur d'entreprise. Le congrès sera introduit par M. Michel Rocard Ministre du Plan français.

Trois commissions de réflexion préparent le congrès, sur :

- le phénomène de ré-industrialisation
- l'évolution créatrice des techniques de planification
- le rôle évolutif des planificateurs dans la gestion stratégique.

AFPLANE, 32, avenue du Château. 92190 Meudon-Bellevue. Tél. : 355 39 08, poste 410 (Mademoiselle Bourdoncle)

### **Transformation des modes de vie**

Le Centre d'Etudes Sociologiques du CNRS organise un séminaire public de recherche sur «les technologies nouvelles et les changements du mode de vie», animé par Pierre Bouvier, Pierre-Alain Mercier et Victor Scardigli. Partant du principe que nous sommes au seuil d'une société de l'information, d'une biosociété, d'une nouvelle révolution aussi importante que les premières révolutions industrielles, les intervenants et participants doivent garder à l'esprit quatre interrogations majeures autour desquelles se structure la problématique globale du séminaire :

- une interrogation sur les chemins qui mènent de la technique au mode de vie et vice versa ;
- une interrogation sur la réalité et l'ampleur des transformations induites par les technologies nouvelles ;

• une interrogation sur le sens profond que prend la technicisation du quotidien ;

• enfin, une interrogation sur le caractère universel des phénomènes constatés. Le séminaire se tiendra le jeudi de 10 h à 12 h 30 au centre d'Etudes Sociologiques. Les prochaines réunions sont le 20 janvier 1983 sur «pratiques de communication : l'exemple du téléphone», dirigé par Norbert Alter, et le jeudi 17 février 1983 sur «articulation entre informatique et organisation», dirigé par Yvette Lucas. Des séances ultérieures auront lieu les 17 mars, 14 avril et 9 juin ; enfin, le 5 mai, une journée de rencontres sera organisée sur le thème «technologies et sens du travail».

Centre d'Etudes Sociologiques, Victor Scardigli, 80-82, rue Cardinet, 75017 Paris. Tél. : 267 07 60

### **Libérer l'intelligence**

Comme le disait Albert Einstein : «il est plus facile de détruire un atome que de détruire un préjugé»; le programme 1982-1983 de l'Entreprise de Demain, dont le siège est à Bruxelles, s'y attaque avec confiance. Le thème de ce programme concerne en effet l'intelligence : il faut libérer l'intelligence, la développer et l'utiliser davantage pour assurer à tous les hommes de notre époque les conditions optimales d'espérance. Tous les aspects de la libération de l'intelligence ne seront certes pas traités dans les 8 rencontres-débats prévues de décembre 1982 à septembre 1983, mais l'ensemble est suffisamment large pour être intéressant : ainsi mardi 11 janvier 1983 (17 h 30), le thème sera la créativité (naissance et développement des idées dans les communautés scientifiques, économiques et administratives) avec Rémy Chauvin, Professeur à la Sorbonne et Florence Vidal, Conseil d'entreprise et maître de conférence à l'ENA ; le mercredi 9 février 1983 un forum est organisé sur «qu'est-ce que l'intelligence ?» avec Jacques Vonèche, Professeur de Psychologie de l'enfant et l'adolescent à Genève et Georges Thines, Professeur à Vell et Kul. Le mardi 8 mars «la parapsychologie : science ou illusion ?» sera présenté par Ambroise Roux, Président d'honneur de la Compagnie Générale d'Electricité. Les autres séances auront lieu les 12 avril, 10 mai, 26 mai et le 6 septembre.

Ces rencontres concernent aussi bien les universitaires que les chercheurs, les industriels, les entrepreneurs, etc.

L'Entreprise de Demain, Avenue Franklin Roosevelt, 118. B-1050 Bruxelles, Belgique. Tél. : (2) 648 00 52, 649 91 97

## Les villes européennes et la paix

La Fédération Mondiale des Villes Jumelées (FMVJ), organisera à Madrid du 28 au 30 avril 1983 une conférence des capitales nationales et régionales de l'Europe sur le thème de «la ville et la paix».

Le fait qu'elle se tienne à Madrid, où se passent depuis plus de 2 ans les travaux de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe n'est pas une coïncidence : «nous voudrions justement montrer que les villes peuvent peut-être réussir là où les Etats s'embourbent» a confié le Président délégué de la fédération M. Jean-Pierre Bressant (fondateur il y a trente ans de cette association, qui a maintenant 7000 jumelages à son actif aussi bien au nord qu'au sud, à l'est qu'à l'ouest). Seront au centre du débat la détente, le désarmement, la sécurité et la coopération. Ce sera l'occasion d'élargir les horizons des élus municipaux à l'heure de la décentralisation tous azimuts des compétences.

D'autre part, la FMVJ a mis en place, depuis quelques années, des structures de coopération régionales, notamment dans la zone méditerranéenne et dans les Caraïbes. Cette coopération

concerne essentiellement les problèmes d'urbanisme, d'environnement, de préservation des sites, de lutte contre la pollution et d'administration publique. Des conférences internationales ont eu lieu sur des sujets comme les énergies renouvelables dans les municipalités du Nord ou du Sud, ou la question des responsabilités publiques des femmes dans l'administration des villes. En Méditerranée, où les relations entre villes existent depuis la Charte de Beyrouth en 1974, les préoccupations — lorsqu'elles ne sont pas gênées par les problèmes politiques de la région — englobent entre autres la préservation des rivages, les cultures méditerranéennes, et la pollution. Dans les Caraïbes où ce type de coopération existe depuis janvier 1982, l'initiative a bien démarré et deux centres spécialisés devraient s'ouvrir, l'un au Mexique sur les problèmes de développement économique de la région, et l'autre au Venezuela sur la lutte contre la pollution pétrolière dans la mer des Caraïbes. Un centre inter-universitaire est en projet. Une réunion sur cette coopération dans les Caraïbes est prévue pour janvier 1983.

FMVJ, Mme Denise POULAIN, 2, rue Logelbarch, 75017 Paris. Tél. : (1) 766 75 10.

## Actualités Prospectives : idées et faits porteurs d'avenir

### Die Grünen

Depuis près de deux années un nouveau parti politique a marqué des résultats de plus en plus impressionnants en République fédérale d'Allemagne : *Die Grünen*, les verts. Jusqu'ici ils sont entrés aux parlements de six *Länder*. Depuis les dernières élections au niveau fédéral, le seul échec qu'ils ont connu a été l'élection au *Land* de Bavière en octobre dernier. On s'attend à ce qu'ils entrent au *Bundestag* aux élections de mars 1983. Dans deux des *Länder* — Hambourg et Hesse — aucun des grands partis n'est en mesure de former un gouvernement à lui seul et il

n'existe que trois partis au sein de ces assemblées : les deux grands, CDU et SPD, et les *Grünen*. Or, ni l'un ni l'autre des grands ne semble prêt à accepter une coopération avec les *Grünen* — et vice versa — ce qui amène à des gouvernements de minorité ou bien à de «grandes coalitions» entre CDU et SPD.

En RFA — comme dans beaucoup de pays européens — l'on peut appeler les socialistes «les rouges» et les conservateurs «les noirs» — héritage de l'époque où les conservateurs étaient étroitement liés au clergé. Les *Grünen* ont fini par n'adopter

que la couleur comme nom de parti — ce qui est significatif des difficultés de trouver un nom qui exprimerait de façon plus explicite le programme du parti. *Die Grünen* — c'est un nom qui n'en est pas un, qui laisse chacun libre d'y voir ce qu'il veut. La couleur verte dans le nom du parti est, bien entendu, le symbole de l'écologie : mais en faire le nom même du parti constitue en quelque sorte une substitution du nom par son abréviation. Les *Grünen* sont de tendance écologiste, mais ce qu'ils seront concrètement dans l'avenir reste tout à fait incertain.

Mais le succès initial du parti est lié à l'ambiguïté de ses origines. L'essor des *Grünen* est en grande partie lié au problème nucléaire, et aussi plus récemment au problème du désarmement et à l'essor du mouvement pacifiste sous ses multiples facettes. Ainsi le parti reste pour l'instant un rassemblement de tendances mal représentées dans les trois partis traditionnels ; à part la tendance écologiste prédominante, on peut distinguer au sein de ce parti plusieurs autres tendances : la tendance pacifiste ainsi que des groupements communistes, anarchiques et, paradoxalement, même conservateurs, et des dissidents socialistes se sont tous retrouvés sous le libellé «fourretout» de *Die Grünen*.

La nécessité pour plusieurs tendances de se réunir dans un seul parti provient du système électoral allemand : pour accéder à une assemblée d'élus à n'importe quel niveau — il

en existe au niveau local, régional, des *Länder*, fédéral et européen — il faut obtenir au moins 5 % des voix. Or, aucune des tendances réunies au sein des *Grünen* n'a réussi à franchir cette barrière à elle seule avant le lancement des *Grünen*. Pour l'instant, la préservation de réussite électorale ainsi que la nécessité de franchir cette barrière des 5 % semblent garantir la cohésion du parti.

Les succès des *Grünen* sont tout d'abord autant d'incapacités des partis traditionnels. Les deux grands partis — SPD et CDU — sont devenus des partis de masse au profil assez ambigu pour permettre à un maximum de personnes de s'identifier à eux. Ils ont un rôle d'intégration à jouer et il est certain que leur incapacité à présenter des alternatives acceptables du point de vue écologique est à l'origine du succès des *Grünen*. La plupart des tendances à l'intérieur des *Grünen* existaient auparavant, c'est la tendance écologique qui a été l'élément commun qui a permis au parti de germer. La question essentielle est maintenant de savoir si les *Grünen* vont devenir une force durable dans la vie politique de la RFA. Il est trop tôt pour se prononcer là-dessus mais certaines observations s'imposent.

Les partis traditionnels se trouvent devant un grave dilemme : ayant laissé échapper la tendance écologiste de leur champ d'activité, il est maintenant trop tard pour la réintégrer par une simple manœuvre d'ouverture. Tant que les *Grünen* existent et réussissent à franchir le seuil

des 5 %, les mesures que peuvent adopter les partis existants sans craindre des contradictions internes ne suffiront pas pour réintégrer la tendance écologiste. Cela aurait peut-être été possible il y a quelques années, mais pour l'instant le moment est passé. Les partis traditionnels n'ont donc pas la possibilité de modifier à eux seuls la situation actuelle. Celle-ci en effet leur rend la vie beaucoup plus difficile, car les *Grünen* sont actuellement en passe de devenir le troisième parti de la RFA. S'ils continuent à obtenir 6 à 8 % des voix, la constellation de Hesse et de Hambourg pourrait s'étendre à d'autres *Länder* (et peut-être même au niveau fédéral). Elle aboutit à ce qu'aucun des partis n'a de majorité suffisante pour former à lui seul un gouvernement. Les coalitions ne paraissent pas réalisables entre SPD ou CDU et *Die Grünen*. Mais d'autre part l'option d'une grande coalition entre CDU et SPD n'est défendable devant les électeurs qu'en cas de crise manifeste et elle laisserait le champ de l'opposition entière aux *Grünen*, ce qui leur donnerait plus de crédibilité et de poids. Les grands partis sont donc dans une situation très inconfortable et ils ne peuvent en sortir qu'avec une aide indirecte des *Grünen*.

Or les *Grünen* mêmes risquent d'avoir encore plus de problèmes. Jusqu'ici ils ont réussi à éviter des décisions difficiles qui risquent de faire éclater leur cohésion délicate. Maintenant qu'ils sont dans les parlements, ils n'ont pas seulement à se

prononcer sur les projets des autres, ils doivent formuler leurs alternatives de manière réalisable et surtout ils devront tôt ou tard décider s'ils veulent ou non accepter des responsabilités de gouvernement. Cette dernière question risque de constituer une épreuve décisive. Il existe au sein du parti un mouvement de refus de toute responsabilité exécutive ; mais admettre cette position, c'est en dernier ressort se vouer à l'inefficacité. Cela comporte le risque de perdre l'adhésion de ceux qui ne veulent que témoigner de leur désaffection à l'égard des partis établis et qui acceptent le principe du compromis qui est à la base de tout système démocratique. C'est aussi donner raison à ceux qui les traitent d'irresponsables en général. Mais d'autre part, dans la mesure où ils adhèrent à une alliance avec d'autres forces politiques, ils risquent d'encourir le reproche de «contamination» de la part de certains de leurs adhérents. Dans chacun des cas ils risquent de retomber en deçà des 5 %, ce qui entraînera vraisemblablement l'éclatement du parti à cause des contradictions existant entre les diverses tendances.

Pour l'instant l'hypothèse selon laquelle les *Grünen* ne constitueraient qu'un phénomène passager semble encore la plus probable : le but ultime de tout parti politique est le pouvoir, mais en démocratie le pouvoir c'est le compromis et un parti qui n'a pas encore donné les preuves de sa capacité de compromis judicieux ne s'est pas encore vérita-

blement introduit dans la vie politique.

Seul ce fait peut en quelque sorte expliquer une opinion qui se manifeste dans les autres partis : dire que les *Grünen* sont un danger pour la démocratie. Prétendre cela d'un parti qui a su recueillir jusqu'à 8 % des suffrages (pour quelle que raison que ce soit) fait preuve d'un mépris extraordinaire pour l'électeur. C'est l'une des contradictions quotidiennes de la RFA que ce genre de déclarations qui se veulent inspirées du souci de l'avenir de la démocratie dans le pays. Au contraire, l'essor des *Grünen* a au moins le mérite de créer du mouvement dans un système politique qui semblait avoir perdu la capacité de changement — et même de la réflexion sociétale.

*Konrad Von Moltke*

### **Changer l'école africaine ?**

La conférence panafricaine de l'éducation mondiale des organisations de la profession enseignante (CMOPE) et le syndicat national des enseignants du Niger (SNEN) a eu lieu à Niamey (Niger) du 1 au 9 août 1981 pour réfléchir autour du thème : faut-il changer l'école africaine ? pourquoi et comment ? Elle a publié par la suite un ouvrage qui résume les travaux et les conclusions de la conférence dont nous rendons compte dans cet article.

En Afrique, il existe deux types de système éducatif : l'éducation traditionnelle, marquée dans certaines régions africaines par l'éducation

islamique qui se caractérise par ailleurs essentiellement par l'authenticité, la progressivité, la polyvalence, la prise en charge communautaire et la promotion collective.

L'éducation néo-coloniale, qui pour les conférenciers africains est un facteur d'aliénation culturelle, de dépendance économique et politique, parce qu'elle ignore les valeurs culturelles africaines et leur substitue une culture d'emprunt. Ce hiatus entre éducation scolaire et cultures africaines est une des causes de l'inefficacité du système d'enseignement. La réhabilitation de la culture africaine, reconnue aujourd'hui comme faisant partie intégrante des contenus de l'éducation, constitue un impératif prioritaire. Cependant, cette entreprise pour réussir exclue toute improvisation et doit se fonder sur une politique de consolidation de la souveraineté nationale sous toutes ses formes, rappelle le rapport de synthèse. Les facteurs déterminants de ce changement sont : les langues nationales, l'étude du milieu, l'école institution communautaire. Pour beaucoup, une réforme scolaire appelle en fait une réforme de société. La volonté de réformer le système scolaire est d'ailleurs une préoccupation constante des Gouvernements africains, mais les réformes entreprises n'ont pu résoudre les problèmes du système éducatif car elles ont porté davantage sur les effets que sur les fondements du système scolaire hérité de la colonisation ; de nouvelles orientations devraient être données à l'école pour

répondre à des besoins précis : auto-suffisance alimentaire, augmentation de la productivité, créativité, authenticité culturelle, formation technique, santé, etc.

Certaines innovations ont déjà été appliquées et ont influencé durablement l'éducation. Il s'agit surtout de l'emploi des mass media, de l'utilisation des langues nationales, de la ruralisation ou de l'introduction du travail productif à l'école, du développement de l'enseignement des sciences et de la technologie, de l'étude du milieu. Cependant, ces innovations se sont heurtées à de nombreuses résistances et n'ont souvent été que des changements superficiels d'un enseignement inadapté. Aussi pour les participants les réformes futures devront-elles être entreprises après des recherches sur les besoins des populations, une planification précise des étapes de l'expérimentation ainsi que du coût de l'opération. L'information, la participation de toute la communauté sont des conditions nécessaires pour le bon fonctionnement d'une école nouvelle.

On met souvent en parallèle l'éducation et le développement, or la croissance de l'éducation n'a pas abouti à une amélioration et à une répartition plus juste des revenus et des services sociaux. Le concept de développement a lui-même changé. Entendu d'abord comme modernisation, il est devenu plutôt synonyme d'amélioration des conditions de vie : une école essentiellement africaine ne pourrait-elle pas être non seulement fac-

teur mais moteur du développement ?

Le souci de rester proche de la réalité a conduit les participants à insister sur la nécessité de préparer minutieusement les changements de l'école africaine ; des propositions précises ont été formulées telles que : un choix clair et décisif du type de société, une réforme profonde et globale du système éducatif, l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement, un contrôle transparent et efficace exercé par la collectivité. Cependant, des étapes sont prévues pour préparer progressivement l'avènement de cette école, notamment par des aménagements mais aussi par l'amélioration de la coopération interafricaine en matière d'éducation. Reste un élément fondamental : la décision politique. Les Gouvernements africains sont-ils prêts à planifier dans ce domaine ? Ont-ils vraiment le pouvoir de le faire ? L'éducation fait partie en quelque sorte du long terme, or la situation économique est telle dans les pays africains que la priorité est rarement donnée à des projets à long terme.

### **La retraite à 35 ans**

Combien de personnes rêvent dans les pays occidentaux de prendre leur retraite avant 60 ans ? Et combien aussi rêvent de prendre leur retraite quand elles le veulent, après ou avant 60 ans ? Nous assistons pour le moment dans ces pays à des mouvements plutôt contradictoires : au

Japon, l'âge de la retraite obligatoire est en augmentation (de 55 vers 60 ans), en France il est en baisse (de 65 ans à 60 ans). Cependant c'est l'Italie qui semble battre le record de l'âge de retraite le plus jeune : en effet, l'Etat italien accorde à ses fonctionnaires la possibilité de prendre leur retraite après vingt années de service, réduit à seize années pour les femmes ayant un enfant. Cette possibilité est largement utilisée, puisque rien que dans les huit premiers mois de 1982 plus de 450 000 fonctionnaires ont demandé à bénéficier de ce privilège. Pourquoi le font-ils à un âge (35 ans - 40 ans) où l'on commence en fait à gravir les échelons d'une carrière administrative, sinon politique ? Que font-ils après leur départ de l'administration ? Est-ce parce qu'ils veulent changer d'activités et avoir la possibilité de travailler dans des secteurs plus dynamiques où le salaire est plus important ?

La plus grande partie le fait pour une raison très prosaïque et préoccupante pour le budget national : ils ne veulent pas perdre le bénéfice de ce privilège qui permet de toucher immédiatement la retraite après l'âge minimum et en même temps de trouver un autre travail rémunéré davantage que le premier, qu'il soit au noir ou officiel. Le système s'est tellement étendu qu'actuellement la moitié des retraites (environ 13 millions de retraités en tout) servies par l'Etat l'est à des personnes âgées de 35 à 42 ans et que le total du montant des retraites payées a été de 6 200

milliards de liras en 1980, soit 10 fois plus qu'en 1970. Il est par conséquent question, pour alléger les charges de l'Etat, de faire passer l'âge de la retraite de 60 à 65 ans : une politique qui contribuerait sans doute à diminuer le poids de ces versements, mais pèserait sur l'emploi. Cela paraît illusoire car ce qui vient d'être écrit prouve que la retraite à 60 ans ne concerne qu'environ la moitié des retraités.

### **Plan européen pour la recherche**

On parle beaucoup d'informatique, de micro-processeurs, de circuits intégrés, de l'électronique, de robotique, ces derniers mois en Europe. Les industries traditionnelles (sidérurgie, charbon, chantiers navals, textile), et même les industries de pointe comme la chimie, connaissent en effet une situation difficile, aussi se pose-t-on des questions sur les industries du futur et leur maîtrise : la concurrence est en effet féroce entre la Communauté européenne, le Japon et les Etats-Unis pour la suprématie dans ce domaine. Que font les Européens sur cette question ?

Pas aussi bien qu'ils le devraient, estime la Commission européenne, et pourtant ils ne manquent ni de fonds ni de cerveaux. Ainsi la Communauté a dépensé quelques 470 millions de dollars pour le développement des micro-processeurs. Le Japon n'en a dépensé que 240, mais a tout de même réussi à se tailler 40 % du marché mondial, laissant

40 % aux Américains et 20 % seulement aux Européens.

Certains Etats-membres ont commencé à réagir en mettant en place des programmes nationaux destinés à développer la recherche. En France, par exemple, 20 milliards de dollars ont été investis dans le secteur de l'électronique au cours des cinq dernières années. Cependant des efforts communs ont déjà été entrepris dans un grand nombre de secteurs en Europe : des groupes privés et publics ont signé des accords comme Thomson (France), Grundig (RFA) et Philips (Pays Bas) sur le marché de la vidéo.

Mais un des projets les plus ambitieux au niveau européen est celui de la CEE intitulé ESPRIT (European Strategic Programme for Research and Development in Information Technology) qui va être mis en route le 1<sup>er</sup> janvier 1984. Le but de ce projet à long terme (10 ans) est de faire travailler ensemble les laboratoires de recherche de grandes sociétés électroniques européennes, afin de combattre la domination des firmes américaines et japonaises sur le développement de nouveaux types d'ordinateurs, de robots et de matériels électroniques et de bureautique : un milliard de dollars, provenant en partie du budget de la communauté et en partie des sociétés elles-mêmes (ainsi les firmes Plessey, GFC, ICL en Angleterre sont-elles d'accord pour coopérer avec leurs propres fonds), devrait être consacré à des projets tels que le développement de l'ordinateur de la

cinquième génération, l'ordinateur qui pourra être manipulé par l'homme de la rue.

Le programme Esprit est très positif dans la mesure où jusqu'ici la coopération dans le domaine de la recherche s'est faite presque uniquement au niveau des gouvernements : cela permettra une plus grande coopération entre les firmes européennes spécialement dans le développement de projets de recherche et la mise en commun des techniques. Cela favorisera aussi le mouvement vers une plus grande normalisation, particulièrement en robotique et dans le domaine des télécommunications. A titre expérimental, une série de projets pilotes (16) seront mis en œuvre en 1983 et par la suite, en fonction de l'expérience acquise, une stratégie à long terme plus importante sera mise en place.

Ces expériences pilotes devraient coûter au total quelques 25 milliards de dollars, financés pour moitié par la Communauté et pour moitié par les sociétés privées. Un certain nombre d'autres programmes ont été mis en œuvre, notamment le programme de quatre ans (1979-1983) destiné au développement des micro-processeurs, d'un coût de 28,5 millions de dollars. Son objectif essentiel est la promotion de nouvelles méthodes de transmission et la création de références techniques communes. Par exemple, des subventions ont été accordées en vue de mettre en place un langage informatique commun et d'établir un système d'information transnational destiné aux ports mari-

times et aux compagnies de navigation. Ce programme pourrait être prolongé jusqu'en 1986 avec des crédits supplémentaires de l'ordre de 34 millions de dollars. Dans le domaine des circuits intégrés, un programme de quatre ans, d'un coût de 45 millions de dollars a également été lancé pour développer la recherche et la coopération...

Cependant, le développement de ces activités «nouvelles» ne va pas sans conséquence sur l'emploi et la formation professionnelle : la CEE l'a bien compris en consacrant quelques 3,9 millions de dollars au recyclage des travailleurs touchés par l'introduction de nouvelles technologies et pour encourager l'apprentissage de l'informatique dans les écoles et les universités.

### **Petite centrale hydro-électrique portable**

Un nouveau développement intéressant a été réalisé en un an par des scientifiques du centre de recherche de Seibersdorf (Basse-Autriche). Ils ont construit un appareil ne pesant que 60 kilos qui peut produire du courant même à très haute altitude. L'agrégat — qui est transporté dans une litière — fonctionne pendant environ 70 000 heures de travail sans entretien, ce qui représente un fonctionnement nuit et jour pendant huit ans et demi.

La «petite centrale hydro-électrique» peut être installée sans atteinte à la nature. Elle peut être placée directement dans le lit d'un ruisseau. Un tuyau flexible amène l'eau à partir d'un endroit situé plus haut à la turbine de la mini-centrale. Production d'énergie : 2 000 watts (on travaille à Seibersdorf à une installation de 4 000 watts).

Source : Informations d'Autriche, 2 décembre 1982

## **projet**

**Revue mensuelle**

**numéro spécial, janvier 1983**

Ces étrangers qui sont aussi la France

Histoire de l'immigration — L'implosion des cultures — Les immigrés et nous, dans la ville et dans l'entreprise — Culture dominante, cultures dominées — Pour une politique de l'intégration —.....

Par G. Cottin, Y. Ducloux, J.P. Garson, J. Janin, A. Jeannié, J. Leca, S. Mangin, P. Mayol, P. Mongin, A. Perotti, V. de Rudder, A. Sayad, M. Serain, G. Verbunt, C. de Wenden.

PROJET, 14 rue d'Assas, 75006 Paris Tél. : 548 52 51  
En vente aussi dans les kiosques, drugstores et librairies. Ce numéro 35 F.  
Abonnement 1 an 188 F (étudiants 160 F)

# *Analyses critiques*

**BANQUE MONDIALE.** — «**IDA : Etude rétrospective. — Les deux premières décennies de l'Association Internationale pour le Développement.**» — Banque Mondiale, 1982. — 42 p. (français ou anglais)

L'aide internationale n'a pas toujours bonne presse. Elle est accusée par certains courants radicaux et tiers mondistes de reproduire un modèle de domination qui contribue à appauvrir les pauvres et accentuer les inégalités. Elle est aussi accusée par certains courants conservateurs — qu'on appelle aussi «cartiéristes» en France — d'inefficacité et de gaspillage. Exemples et contre exemples sont nombreux pour appuyer ou infirmer ces critiques. L'étude rétrospective réalisée par la Banque Mondiale, apporte à ce débat l'expérience de vingt ans de fonctionnement de l'IDA, l'Association Internationale pour le Développement. Cette filiale du groupe de la Banque Mondiale a été créée en 1960 pour aider au financement du développement des pays les plus pauvres, grâce à des prêts à des conditions très avantageuses : taux d'intérêt nul, maturité 50 ans. Au cours de ses vingt années de fonctionnement, l'IDA a financé 1302 projets de développement dans 78 pays, pour un montant de 27 milliards de dollars. Quel bilan peut-on tirer de cette expérience ?

Deux éléments ont permis d'établir ce bilan : la continuité et le suivi des relations entre l'IDA et ses pays membres, qui font que chaque projet est suivi étroitement de sa conception à la fin de sa réalisation sur le terrain par les équipes de techniciens de la Banque Mondiale ; la création il y a dix ans d'un Département d'évaluation des projets, indépendant des structures administratives de la Banque Mondiale, et dont la seule tâche consiste à comparer prévisions et réalisations pour chaque projet et à porter un jugement, dans la mesure du possible quantifié, sur le bilan de chaque opération.

Après une présentation historique de l'institution IDA et de son rôle dans le financement du développement, l'étude citée en référence analyse le bilan des opérations qu'elle a financées, de leur répartition sectorielle et géographique, des raisons qui font d'un projet un échec ou un succès.

Sur le plan historique, on retiendra que 27 pays ayant pendant une partie de la période obtenu des prêts de l'IDA ont par la suite cessé d'en bénéficier parce que leur niveau de revenu par tête ou leur accès à d'autres sources de financement ne les rendait plus éligibles. C'est le cas notamment de l'Égypte, du Cameroun, de la Corée, de la Turquie, du Maroc, de la Côte d'Ivoire, de l'Indonésie. On retiendra également que le nombre de pays qui fournissent à l'IDA ses ressources financières sous forme de dons renouvelés tous les trois ans, s'est accru au cours des années, de 17 en 1960 à 33 en 1982, dont 9 pays en voie de développement. La répartition sectorielle et géographique des actions de l'IDA montre la prépondérance du développement rural et de l'Asie : 37 % des financements sont allés vers l'agriculture et le développement rural, 59 % vers l'Asie du Sud, l'Inde seule en recevant 39 %. La part de l'Afrique au Sud du Sahara a augmenté, pour s'élever au dessus de 25 % dans les dernières années.

Le bilan à la fois quantitatif et qualitatif des projets financés par l'IDA apparaît globalement très positif. Dans les projets dont on peut calculer un taux de rentabilité économique pour le pays bénéficiaire, le taux moyen de rentabilité s'élève à 18 %, et 90 % des projets ont un taux de rentabilité positif. Sur le plan qualitatif, il apparaît que les projets IDA ont eu une action positive qui dépasse la simple rentabilité. Ils ont souvent été des projets pilotes qui ont servi de catalyseur à un ensemble d'actions et de politiques gouvernementales en faveur des populations concernées. La phase de conception et de mise en route des projets de l'IDA est longue, et prend souvent plusieurs années. Elle est l'occasion d'une réflexion approfondie, au niveau des projets étudiés mais aussi de leur environnement sectoriel et national, sur les politiques et les actions qui assureront ensemble le succès des opérations entreprises. Elle s'accompagne presque toujours de la création ou du renforcement d'institutions capables de gérer le processus de développement, et souvent d'actions de formation en faveur des gestionnaires et des bénéficiaires de ces projets.

Quelles sont les raisons qui conduisent à l'échec d'un projet ? L'étude rétrospective en identifie quatre, illustrées de nombreux exemples : causes climatiques (sécheresse ou inondations), causes politiques (guerres, luttes internes), causes économiques (par exemple chute des cours des produits exportés, prix au producteur pas assez rémunérateurs), mauvaise conception et mauvais suivi de la réalisation sur le terrain.

Au cours des années soixante, la communauté internationale a créé des institutions multilatérales, telles l'IDA, dont on commence maintenant à évaluer l'efficacité et à apprécier le rôle important qu'elles jouent pour la partie la plus pauvre de cette communauté. Alors que cette évaluation donne des résultats globalement positifs, paradoxalement cette même communauté internationale, traversant une crise économique sérieuse, semble vouloir limiter son soutien à ces institutions. Les difficultés financières qui ont secoué

l'IDA en 1982, et les incertitudes qui pèsent sur son financement futur en sont une illustration. Il y a cependant plus que jamais besoin d'institutions internationales fortes et efficaces pour aider les pays les moins avancés durement touchés par la crise actuelle, et leur permettre de rejoindre le groupe des pays qui n'ont désormais plus besoin d'elles. Le maintien de ces institutions relève plus des notions de gestion du monde et de coexistence que de la simple notion d'aide, dont la connotation humanitaire ne suffit pas à traduire l'ampleur des enjeux.

Yves Franchet

**GAULLIER, Xavier. — *L'avenir à reculons — chômage et retraite.* — Paris, Les Editions ouvrières, 1982. (Collection Economie et Humanisme). — 239 p.**

Dans la gamme des avenir envisagés, succès oblige, par un nombre sans cesse croissant d'auteurs, que ces avenir soient sans futur (à moins que ce ne soit l'inverse) ou qu'ils ne soient écrits nulle part, il en est un qui n'avait encore jamais retenu l'attention : l'avenir à reculons. Avec le livre de Xavier Gaullier, cette lacune est désormais comblée.

Un titre qui répond certes aux canons de la mode pour ce genre d'ouvrage, qui en donne la tonalité mais qui laisse au sous-titre « chômage et retraite » le soin d'en préciser le domaine d'application.

Dans une France où il est plutôt de bon ton, au moins au stade des discours, de dissocier ces deux épineux problèmes, voilà une association titre-sous-titre qui laisse augurer d'un livre dense et dénonciateur d'idées reçues et de pratiques devenues monnaie courante consistant à exclure de la vie active, à un âge de plus en plus précoce, des individus en pleine possession de leur art. En d'autres termes, on s'attend à une critique argumentée et constructive d'une politique de la vieillesse dorénavant davantage conçue comme un élément majeur de la politique de l'emploi.

S'il n'en est rien et si, à bien des égards, « l'avenir à reculons » nous paraît être avant tout le livre des occasions perdues, cela tient tout autant au mode d'investigation retenu par l'auteur qu'à son hypermétropie politique.

Xavier Gaullier qui a beaucoup travaillé sur les politiques sociales et sur la dynamique des générations et l'avance en âge, notamment dans la vie professionnelle, est avant tout un sociologue. Est-ce pour cette raison que les indices quantitatifs l'indisposent autant ?

Nous apportons volontiers de l'eau à son moulin quand il estime que « la connaissance des inégalités de situations socio-professionnelles, de revenus,

de santé, d'isolement ne dispensent pas de l'interrogation sur les personnalités, leurs identités, leurs crises». S'il est vrai qu'à trop privilégier le langage des nombres, aussi pertinent soit-il, on finit bien souvent par égarer ses lecteurs au fil des pages (ce qui n'est pas le moindre des paradoxes à une époque qui ne voit plus qu'à travers le prisme des mathématiques et de l'informatique), il reste toujours cependant une base qu'un relecteur plus soucieux de vulgarisation pourra éventuellement reprendre à son compte.

A trop privilégier par contre le langage des mots, non seulement on ne se prémunit pas nécessairement contre le risque de perdre ses lecteurs en chemin mais surtout on encourt le risque, bien plus grave à nos yeux, de ne pouvoir servir de référence à d'autres en quête d'un «plus» sur la voie de la connaissance.

Faute de vouloir aussi quantifier et relativiser, l'auteur de «l'avenir à reculons» risque fort de ne laisser qu'une œuvre creuse.

Dans son ouvrage, hormis peut-être une formule «vieux chômeurs-jeunes vieux» et un slogan politique «vieillir à gauche», on cherche désespérément un apport susceptible de passer à la postérité.

Sa critique de la politique de cessation anticipée d'activité et notamment sa critique de la garantie de ressources, un système parmi les plus ambigus et les plus créateurs d'inégalités qui soit, est certes fondée. Mais en regard de celle antérieurement formulée dans le rapport Lion «Vieillir demain», où réside la nouveauté ?

Dans l'analyse de la crise vécue entre 50 et 65 ans par des individus qui ne sont ni des retraités parce que non pris en charge par les Caisses de retraite, ni des salariés bien que souvent l'entreprise paie tout ou partie de leur indemnité, ni des chômeurs comme les autres parce que définitivement exclus du travail ? Certainement pas.

Aux questionnaires «passe-partout» qui l'indisposent au moins autant que les indices quantitatifs (qui dit questionnaires dit aussi, il est vrai, enquête ; qui dit enquête dit constitution d'un échantillon représentatif ; et qui dit constitution d'un échantillon représentatif dit existence d'une base de sondage et connaissance préalable des principales caractéristiques de la population que l'on souhaite étudier plus particulièrement sous tel ou tel aspect «suffisamment» méconnu pour justifier d'une enquête), l'auteur préfère les biographies.

Que nous enseignent ces biographies de «vieux chômeurs-jeunes vieux» de «la sidérurgie, du textile et d'ailleurs (?)», représentatives, à en croire la présentation du livre (car sur ce point de la représentativité, l'auteur reste prudemment silencieux) «de l'histoire sociale d'une génération de la fin de la guerre 1914 à l'an 2000» ?

Que la cessation anticipée d'activité est généralement vécue comme une crise ? Que cette crise varie en fonction de l'âge, du sexe, du statut profes-

sionnel et de l'environnement économique et social des individus qui la subissent ? Certes, mais encore.

Zola y aurait peut-être puisé de quoi ajouter un passionnant volume à la Fortune des Rougon mais le lecteur n'y trouve pas son compte.

Ce que Xavier Gaullier présente au lecteur et voudrait que celui-ci considère comme l'analyse d'une crise ne constitue guère que la phase préparatoire à toute enquête de qualité, phase qui consiste à tester sur un pré-échantillon certaines hypothèses de travail et la lisibilité des questionnaires. En d'autres termes, une phase dont la présentation des résultats ne figure pas nécessairement en annexe.

Quant aux pages qui suivent cette pseudo-analyse et sur lesquelles l'auteur conclut, on imagine sans aucun mal que leur contenu pourrait constituer l'essentiel de la rubrique «Politique de la vieillesse» d'un tract appelant à voter en faveur d'un candidat socialiste aux prochaines élections présidentielles par exemple.

Pour Xavier Gaullier, il convient de distinguer, depuis la fin des années soixante, trois grandes périodes dans la politique de la vieillesse en France : — de la fin des années soixante à un «récemment» (sic) que le lecteur pourra approximativement situer vers le début du précédent septennat, une période durant laquelle se développent des orientations favorisant l'insertion sociale des personnes âgées ;

— de «récemment» (resic) à la victoire de la gauche aux élections de mai-juin 1981, une période caractérisée par la fin de l'Etat-providence. «L'idéal d'insertion devient l'exclusion, la politique de la vieillesse est remplacée par une politique de l'emploi», à un moment où la société française, pour faire face à la crise nationale et internationale «doit, pense-t-on, appliquer aux diverses populations des gestions économiques et sociales différentes : la société duale». Au groupe minoritaire des «économiquement performants», des hauts salaires, un niveau de consommation élevé et une forte protection sociale, aux autres, l'insécurité sociale et une protection sociale limitée au minimum. «On va vers l'avenir mais au prix du dualisme social ; l'avenir à reculons» ;

— depuis la victoire de la gauche, une période où il fait à nouveau bon vieillir. La société duale est rejetée. «Dès l'arrivée au pouvoir, une politique globale est élaborée» dans laquelle «la vieillesse est prise d'emblée dans sa triple dimension d'emploi, niveau de vie, mode de vie». Une notion clé : «le partage du travail» qui justifie, entre autres douceurs, l'abaissement de l'âge de cessation d'activité. La création d'un Ministère de la Solidarité qui permet de relier «la réforme concernant l'abaissement de l'âge de la retraite à celle du financement de la Sécurité Sociale et de ses structures comme à la situation économique et aux problèmes de l'emploi». La création d'un Secrétariat aux personnes âgées chargé de tout ce qui touche au mode de vie de ces per-

sonnes et qui devra élaborer à terme une politique de «l'âge et des générations».

Pour ce qui concerne sa présentation de la politique de la vieillesse en France jusqu'au 10 mai 1981, nous serions plutôt globalement d'accord. Globalement seulement car si la première période qu'il distingue peut effectivement passer pour une période beaucoup plus rose que la seconde, il convient cependant de nuancer le jugement qu'a posteriori elle peut inspirer. Ne serait-ce que parce qu'en regard des propositions contenues dans des rapports aussi ambitieux que le rapport Laroque ou le rapport de l'Intergroupe du VI<sup>e</sup> Plan, le bilan des réalisations ne nous paraît pas flatteur au point de susciter un tel débordement d'enthousiasme. Déjà durant cette période et en dépit des discours officiels, il y avait, au sens où l'entend l'auteur, une France performante et une autre France. Cette autre France n'est pas soudainement apparue dans les années qui ont suivi. Simplement, bien des projets critiquables ont été alors mis en œuvre pour que ce soit cette autre France qui gagne du terrain sur la première et non l'inverse. En revanche, en ce qui concerne la situation présente, notre point de vue diffère radicalement du sien.

Tout d'abord, nous ne voyons pas en quoi la création d'un Secrétariat aux personnes âgées constitue réellement une avancée sociale. Nous serions plutôt de ceux qui n'y voient qu'une reculade et qui souhaitent la réintégration définitive — et pas seulement donc à titre intérimaire — de ce Secrétariat au sein d'un Ministère élargi de la Famille.

Nous ne voyons pas non plus en quoi l'actuel programme de réduction des dépenses de Sécurité Sociale marque un réel changement avec celui précédemment en vigueur et dont il s'inspire.

De même, nous ne voyons pas où se situe le changement en matière d'exclusion des travailleurs vieillissants si ce n'est qu'on essaie aujourd'hui de transformer un renvoi en acte de fierté. Là où l'auteur concède du bout de la plume que la notion ambiguë de partage du travail constitue un projet à suivre, nous ne voyons qu'un projet dont la mise en œuvre déjà ancienne s'est fort bien accommodée de l'alternance politique.

Que l'auteur de «l'avenir à reculons» éprouve une réelle sympathie à l'égard de la nouvelle équipe dirigeante en France et qu'il fonde en elle beaucoup d'espoir, c'est un fait dont on ne peut certes pas disconvenir. Qu'un sympathisant soit tout naturellement enclin à la bienveillance, c'est là un sentiment bien humain, qui plus est, guère repréhensible. Mais que ce même sympathisant, surtout lorsqu'il se targue d'être aussi un chercheur en sciences humaines, ne soit pas tout aussi naturellement enclin à l'objectivité voilà qui constitue un manquement autrement plus grave à nos yeux.

*Alain Parant*

**GODELIÉ, Maurice.** — *Les sciences de l'homme et de la société en France. Analyse et propositions pour une politique nouvelle. Rapport au Ministre de la recherche et de l'industrie.* — Paris. La Documentation Française, 1982. — 559 p.

Au début de 1982, le Ministre de la recherche et de l'industrie charge Maurice Godelier d'établir un rapport sur l'organisation de la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales. C'est ce rapport que vient de publier la Documentation Française et qui est suivi par un deuxième volume rassemblant les contributions demandées à un certain nombre de spécialistes.

Ce rapport est d'abord un bilan délibérément objectif. Que ce soit dans l'introduction de synthèses ou dans les développements particuliers sur l'état de telle ou telle recherche, il n'existe pas de volonté d'occulter les réussites du passé. Les rapporteurs soulignent les résultats indéniables atteints dans certaines disciplines : l'historiographie, l'ethnoscience, les études sur l'antiquité tardive pour tout ce qui concerne la philologie, l'archéologie, l'iconographie ; parfois les jugements sont plus nuancés, du fait même que la méthode du questionnaire — liste de questions adressée aux divers chercheurs — utilisée pour établir ce rapport aboutit à l'enregistrement de réponses contradictoires ; les sociologues ne sont pas unanimes pour apprécier positivement l'état de leur discipline ; les démographes se plaignent d'une triple pression exercée par : l'orientation américaine des recherches, l'INSEE, le ministère de tutelle ; les linguistes ont conscience d'être au bord d'une crise. Ces bilans, positifs dans certains domaines, ne peuvent pas faire oublier l'énorme retard pris dans l'histoire des sciences et des techniques ou dans les recherches sur les femmes ou les problèmes féministes par exemple.

La confrontation de ces exposés fait apparaître une insuffisance patente de moyens matériels et financiers. Le manque de locaux, la faiblesse des effectifs, la modestie des crédits de mission et d'enquête, les délais et les difficultés d'impression, la situation catastrophique des bibliothèques et des centres de documentation constituent des handicaps importants. Ils devaient nécessairement provoquer l'affaiblissement de la recherche fondamentale au profit des recherches finalisées qui faisaient l'objet de contrats ; pour survivre, des chercheurs acceptaient un objectif d'investigation souvent extérieur, étranger même à leurs intérêts intellectuels ou à ceux de leur spécialité. Cette faiblesse et ces lacunes de l'infrastructure de recherche s'expliquent, en partie, par la méfiance du pouvoir politique vis-à-vis des sciences de l'homme et par la conception utilitaire des sciences sociales ; un chiffre donne une idée de la situation constatée par les auteurs du rapport : au sein du CNRS, les crédits consacrés aux divers champs disciplinaires de ces sciences représentent 11,6 %, salaires compris, du budget total de cet organisme, soit 4,9 % pour les sciences humaines et 6,7 % pour les sciences sociales.

Si le gouvernement de gauche veut redonner un dynamisme aux sciences sociales et aux sciences de l'homme, c'est, comme le dit le rapport, en évitant de substituer «un dirigisme de gauche à courte vue et bassement utilitaire... au dirigisme de droite qui régnait auparavant». Cette volonté de restituer à la recherche un caractère d'authenticité nous vaut une analyse de l'opposition recherche fondamentale/recherche finalisée qui fait apparaître la fausseté d'une telle problématique. «Recherche fondamentale et recherche finalisée, bien loin de s'opposer, devraient se compléter dans une perspective critique». Le chercheur ne sera pas un technicien du social et, dans tous les cas, seule la communauté scientifique traduira «en objectifs de connaissances des réalités qui font problème et que la société, dans toutes ses composantes, l'Etat, les entreprises privées, les partis..., lui demandent d'analyser». C'est dans ce cadre de liberté intellectuelle totale que seront prises en compte toutes les demandes de recherches, y compris les recherches dites spontanées ou impliquées (celles des personnes ou des groupes qui poursuivent une interrogation systématique sur leur pratique professionnelle ou sur leur vie sociale. On lira la défense de ce type de recherche par Gérard Mendel, p. 531).

Huit propositions sont retenues pour remettre à flot le dispositif de la recherche et lui impulser une vie nouvelle. Elles s'ordonnent selon trois idées directrices ; la première consiste à doter les sciences de l'homme et de la société d'une infrastructure matérielle qui corresponde aux conditions modernes de la production des connaissances ; la deuxième consiste à susciter l'innovation en favorisant l'interdisciplinarité des recherches, la mobilité des chercheurs et le décloisonnement des institutions. Enfin la dernière cherche à démocratiser l'activité scientifique, d'une part en luttant «contre le ghetto dans lequel a tendance à se retrouver la communauté scientifique», d'autre part en associant tous les éléments du corps social au développement et au partage des connaissances.

Programme ambitieux ; mais déjà la réflexion générale organisée sur le plan national, l'augmentation du budget consacré à la recherche et la réorganisation récente du CNRS laissent bien augurer de l'inflexion nouvelle donnée au développement des sciences de l'homme et des sciences sociales.

*Louis Arénilla*

**«La science telle qu'elle se fait. Anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise». Ouvrage collectif. — *Pandore*, n° spécial, 1982.**

Sociologues ou historiens des sciences se sont penchés sur le problème de savoir dans quelle mesure les sciences étaient soumises à l'influence de la société au sein de laquelle elles se développaient. Les chercheurs, surtout

ceux qui avaient subi l'influence marxiste, s'appliquèrent à retrouver dans les modèles ou les types d'explications scientifiques une homologie ou une familiarité avec une certaine vision du monde de l'époque, déterminée par les structures des relations sociales ou des activités économiques. A l'exception de certains travaux, la majorité des recherches restaient sur un plan général, montrant surtout qu'une théorie ou une préoccupation scientifique s'implantait d'autant mieux qu'elle allait dans le sens de l'idéologie ambiante.

On retrouve ce point de vue dans deux études qui figurent dans cette «anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise» qui nous est proposée. L'une analyse le débat sur la génération spontanée et montre que si Pouchet était un expérimentateur moins ingénieux et moins convaincant dans l'argumentation que Pasteur, celui-ci dut surtout sa victoire au fait que sa théorie avait «l'avantage d'être au service des préjugés du parti de l'ordre et des intérêts de la théologie»; la seconde porte sur la querelle phrénologique au XIX<sup>e</sup> siècle à Edimbourg; elle met en évidence le rôle des motivations sociales aussi bien du côté des tenants d'une théorie que du côté de ses détracteurs. Mais en montrant que la controverse mène les protagonistes, pour légitimer leur projet idéologique, à un approfondissement de leurs recherches bénéfique pour le progrès des connaissances, les auteurs pénètrent au cœur des mécanismes d'élaboration de la science, justifiant le titre même de l'ouvrage: «La science telle qu'elle se fait».

Ce qui constitue l'originalité de cet ensemble d'études est la volonté de découvrir les conditions dans lesquelles ou par lesquelles s'effectue la production des connaissances scientifiques. Outre les deux articles évoqués sur la génération spontanée et la phrénologie, les cinq autres — sur le développement de la radioastronomie, la détection des ondes gravitationnelles, l'anomalie des neutrinos solaires, le contexte social et local des chercheurs, le paranormal — cherchent à répondre à la question: comment se fabriquent concrètement les sciences.

Une des conclusions les plus intéressantes, et qui s'accorde parfaitement aux conditions actuelles de la recherche scientifique, est celle qui met en valeur l'idée de crédibilité, la notion de crédibilité combinant ce qui relève traditionnellement de l'épistémologie, de la sociologie et de la psychologie. Les chercheurs sont des investisseurs en crédibilité sur les marchés où s'exprime une demande pour de l'information crédible. Finalement, les scientifiques sont de bons entrepreneurs qui «choisissent soigneusement leurs stratégies d'investissement en vue d'obtenir des résultats favorables pour accroître leur crédibilité.»

*Louis Arénilla*

## **Comptes rendus**

- **AGLIETTA M. ; OUDIZ G. — *Problématique pour des scénarios de l'économie mondiale.* — Paris ; Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, 1982. — 32 F. : tabl. (Dynamique des Grandes Economies) (SACHEM-OUEST : document de travail).**

Etude du CEPII sur les tendances de l'économie mondiale, ses incertitudes et essai de définition de scénarios en fonction des enchaînements probables et des forces dominantes. Trois hypothèses centrales sont proposées : les incertitudes de l'économie américaine, le degré d'instabilité financière internationale, la perception des tensions sociales à l'intérieur de l'Europe. Deux scénarios de «fractionnement» (autonomie des nations) et deux scénarios d'«intégration» (influence du système monétaire) sont développés. L'évolution de la politique économique est déterminante pour le reste du monde et, en particulier, l'Europe. Un seul de ces quatre scénarios permet d'espérer une issue heureuse pour l'Europe : il postule des formes nouvelles de régulation sociale dans le cadre d'une social-démocratie et implique une coopération recensée entre les pays d'une même zone (3 zones : Europe, Etats-Unis, Japon). C'est en fonction du scénario qui sera adopté que l'on peut élaborer les objectifs de la planification française.

- **BOURRINET, Jacques ; FLORY, Maurice (sous la dir. de). — *L'ordre alimentaire mondial.* — Paris, *Economica*, 1982. — 332 p., tabl.**

Etude du Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires, université d'Aix-Marseille III.

L'évolution récente de la production alimentaire mondiale n'a pas permis d'éloigner le spectre de la faim. Elle apparaît à la fois insuffisante dans son rythme de croissance globale et trop inégale dans sa répartition spatiale. Or, on prévoit en 2020 une concentration de 85 % de la population mondiale dans les pays du tiers-monde. Ni le développement agricole dans son ensemble, ni la nécessité d'une approche intégrée de la politique alimentaire nationale ne semblent avoir bénéficié de la priorité nécessaire. Dans ces conditions, les situations de dépendance alimentaire structurelle se sont multipliées au cours des dernières décennies. Il faudrait que la communauté internationale fasse preuve d'une volonté commune pour s'organiser afin de répondre aux besoins essentiels et envisager un Ordre alimentaire mondial.

- **GUINDANI, Silvio ; BASSAND, Michel. — *Maldéveloppement régional et identité : pour un développement endogène.* — Lausanne ; Presses Polytechniques Romandes, 1982. — 200 p. ill., Tabl., bibl. (coll. Villes Régions et Sociétés).**

Maldéveloppement régional signifie pour les auteurs le processus par lequel les diverses régions d'une société se transforment sur le mode inégal et dépendant : certaines régions ne cessent de s'enrichir au dépens d'autres qui ne cessent de s'appauvrir. Les premières régions réussissent à maintenir une autonomie économique et politique, alors que les secondes sont toujours plus assistées et ne survivent que grâce à la "générosité" des premières. Cette étude examine les rapports entre culture et développement régional à partir d'observations dans trois régions de montagne, en Suisse. Un scénario pour un développement endogène est proposé en conclusion.

- «La mécanisation du travail». — numéro spécial de *Pour la science*, novembre 1982, n° 61, pp. 18-147 (éd. française de *Scientific American*).

Ce numéro spécial traite de l'introduction des nouvelles technologies dans le milieu du travail et des conséquences économiques et sociales de cette révolution technique. Le remplacement de la main-d'œuvre humaine par la machine a déplacé deux tiers de la masse salariale de la fabrication de produits à des activités de service. Les articles traitent des différents aspects de l'influence des sciences et des techniques modernes sur le travail des hommes. Il s'agit de : la mécanisation du travail, par Eli Ginzberg ; informatique, robotique et emploi, par Alfred Sauvy ; la mécanisation de l'agriculture aux Etats Unis, par Wayne Rasmussen ; la mécanisation de l'extraction minière, par Robert Marovelli et John Karhnak ; la mécanisation du commerce, par Martin Ernst ; les femmes et la mécanisation du travail, par Joan Wallach Scott ; l'automatisation du travail de bureau, par Vincent Giuliano ; la répartition du travail et du revenu, par Wassily Leontief.

- US CONGRESS. OFFICE OF TECHNOLOGY ASSESSMENT. — «Séminaire exploratoire sur les impacts sociaux de la robotique», juillet 1981 : résumé et documents de travail. (*Exploratory Workshop on the Social Impacts of Robotics. Summary and Issues*). — Washington, D.C., OTA, 1982. — 136 p., tabl., bibl.

Les participants de ce séminaire — chercheurs en robotique, représentants de fabricants de matériel robotique et représentants de firmes utilisatrices de matériel robotique — ont discuté de l'état de la technologie, du marché, des relations de la robotique avec d'autres nouvelles techniques d'automatisation, de la politique fédérale américaine. Tout changement dans la productivité et l'emploi de ces prochaines années sera imputable à l'évolution de l'automatisation, de l'utilisation de systèmes informatisés pour la gestion et l'intégration de toutes ces technologies dans des systèmes de fabrication flexibles. Les quatre documents de travail suivant ce résumé et qui ont servi de base de discussion sont : l'industrie japonaise des robots : organisation, impacts socio-économiques, applications ; robots industriels et amélioration de la productivité ; robotique, automatisation programmable et compétitivité accrue ; la robotique et l'usine automatisée.

## Vient de paraître

- LA ROCHEFOUCAULD, Bernard de. — *L'abondance foncière. Une attitude industrielle appliquée à l'espace*. — Paris, Dunod, 1982. — 182 p. (Coll. Aspects de l'Urbanisme).
- LASFARGUE, Yves. — *L'avenir de la robotique*. — Paris, Ed. d'Organisation, 1982. — 208 p., 136 F. (Avis et rapport du Conseil Economique et Social).
- LECERF, Jean. — *Créer l'emploi : la microéconomie*. — Paris, Le Hameau, 1982. — 224, p., 69 F (Coll. Formation).
- LEPAGE, Henri. — *Vive le commerce ! Services, distribution, croissance*. — Paris, Dunod, 1982. — 153 p.
- LION, Antoine ; MACLOUF, Pierre (sous la dir. de). — *L'insécurité sociale, paupérisation et solidarité*. — Paris, Ed. Ouvrières, 1982. — 210 p., 56 F. (Coll. Politique sociale).
- MESSERLIN, Patrick. — *La révolution commerciale*. — Paris, Ed. Bonnel, 1982. — 311 p., 140 F.
- MINC, Alain. — *L'après-crise*. — Paris, Gallimard, 1982. — 252 p., 62 F.
- MINISTERE DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE. — *Les perspectives énergétiques internationales à long terme*. Rapport du groupe de travail, juillet 1982. — Paris, La Documentation Française, 1982. — 144 p., 55 F. (Annexe. Coll. Dossiers de l'énergie, n° 24).

PARTANT, François. — *La fin du développement... Naissance d'une alternative.* — Paris, Maspero, 1982, — 192 p., 58 F. (Coll. Cahiers libres).

QUENTIN, Jean-Pierre. — *Mutation 2000. Le tournant de la civilisation.* — Paris, Le Hameau, 1982. — 224 p., 79 F.

ROSA, Jean-Jacques (éd.). — *The World Crisis in Social Security.* — Paris, Ed. Bonnel, 1982. — 245 p., 110 F, (Fondation Nationale d'Economie Politique et Institute for Contemporary Studies).

SHELL, Jonathan. — *Le destin de la terre.* — Paris, Albin Michel, 1982. — 258 p. 59 F. (trad. de l'américain).

## BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à Futuribles, 55, rue de Varenne, F — 75007 Paris, France

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ORGANISATION (ou PROFESSION) \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_

Vous prie d'enregistrer  abonnement (s) suivant (s) à la revue  
FUTURIBLES à compter du : 1<sup>er</sup> janvier 198

1<sup>er</sup> juillet 198

	Nombre	Tarif	Montant
<input type="checkbox"/>	France	310 FF (TVA 4% inclus)	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/>	CEE	310 FF	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/>	Étranger	340 FF	<input type="text"/>

avec réduction étudiant 50 % s'il y a lieu

Supplément par avion 100 FF

<input type="text"/>
<input type="text"/>
<input type="text"/>

### REGLEMENT

- ci-joint par chèque bancaire libellé à l'ordre de FUTURIBLES
- par virement bancaire (Crédit Lyonnais, Agence X 424, 205, Bd Saint-Germain, 75007 Paris, Compte N° 6171Y) ou postal (Paris 18 856-35J)
- Sur envoi d'une facture

DATE \_\_\_\_\_

Signature :

P.S. — Des conditions spéciales sont réservées aux membres de l'Association Internationale Futuribles (renseignements sur demande à l'Association : Tél. 222.63.10)

# Association Internationale Futuribles

Fondateur : Bertrand de Jouvenel ; Président : Mahdi Elmandjra ;  
Vice-Président : Jean Saint-Geours ; Délégué Général et Secrétaire Général : Hugues de Jouvenel

## Objectifs

- Agir comme centre de documentation pour les études sur l'avenir à moyen et long terme : inventaire et évaluation des recherches, collecte et analyse des données, élaboration d'études comparatives et de rapports de synthèse.
- Identifier — avant qu'ils ne deviennent brûlants — les problèmes-clefs de demain ; études et recherches sur les différentes évolutions possibles et sur les actions à entreprendre pour éviter les dangers prévisibles, saisir les opportunités qui se dégagent et s'adapter aux transformations irréversibles.
- Assurer une confrontation permanente entre les différentes équipes de recherche et les centres de décision, et faciliter l'échange entre personnes de disciplines, d'idéologies et de pays différents qui — par les faits qu'ils relatent, les idées et les opinions qu'ils avancent — peuvent aider à la compréhension du monde contemporain et aux défis du futur.
- Diffuser les résultats de ces réflexions et de ces recherches par l'édition de livres, revues, bulletins...

## Fonction vigie

- **Bibliographie prospective.** Bulletin mensuel d'analyse bibliographique sur les principales études prospectives réalisées dans le monde.
- **Actualités prospectives.** Bulletin mensuel sur les idées et les faits porteurs d'avenir.
- **Synthèse et évaluation de la recherche.** Recension, et évaluation des travaux de prospective, réalisées par thème ou par pays sur contrat.

## Etudes et Recherche

- **L'avenir de l'Etat protecteur et les formes alternatives de protection et de régulation sociale.**
- **Les innovations technologiques et sociales : leurs impacts sur la création de nouveaux emplois.**
- **Prospective des besoins et des approvisionnements de l'Europe en matières minérales et végétales :** approvisionnement, économies de matières premières, stratégies de négociation.
- **Evolution des modes de vie :** au travers notamment d'enquêtes, de monographies familiales et de travaux de synthèse.
- **La prospective au service de l'action :** nécessité et opérationnalité de la prospective, évaluation des méthodes...

## Rencontres

L'Association Internationale Futuribles organise régulièrement des **tables-rondes, séminaires et conférences internationales** dont le programme est disponible au secrétariat.

## Edition

- Une **revue mensuelle** d'analyse, prévision, prospective : Futuribles
- Trois **bulletins périodiques** d'information : Actualités prospectives, Bibliographie prospective, Futuribles newsletter.
- Des **livres** en anglais et en français.

Renseignements, adhésion :

55, rue de Varenne. F-75007 Paris. France. Tél. (1) 222 63 10 + Telex FECPAR 201220 F

Francis Blanchard	3	<i>Créer 1 milliard d'emplois d'ici l'an 2000 ?</i>
René Passet	11	<i>Crise économique ou mutation du développement ? Une approche écoénergétique</i>
Mahdi Elmandjra	35	<i>La recherche scientifique en tant que création. Le cas de la Méditerranée : antécédents et prospective</i>
Michel Forsé	44	<i>Observations locales du changement social</i>
Philippe d'Iribarne	61	<i>Crise de l'identité moderne</i>

## *Futur-Information*s

73	<i>Les nouvelles de la prospective</i>
77	<i>Les actualités prospectives</i>

## *Bibliographie*

85	<i>Analyses critiques</i>
94	<i>Comptes rendus</i>
95	<i>Vient de paraître</i>